CETTE SEMAINE

Treizième année — Apériodique — été 2006 — n°89 — Prix libre ou abonnement



Commissariat à Paris,
rue des Bons-Enfants.
8 novembre 1892

Alors, s'écrieront les bourgeois, notre ordre social est donc à la merci du premier misérable venu ?... Et si ce premier misérable venu est à la merci, lui, de votre ordre social, de votre sécurité et de votre propriété ? Et si votre ordre social, votre sécurité, votre propriété exigent que ce misérable soit dépouillé de sa part des biens communs, de ses droits naturels, de la vie même, il faut donc qu'il respecte tout cela ? Allons donc !

Oui, bourgeois, la lutte est engagée dans ces termes entre la société et l'individu. Oui, tout condamné a le droit de fusiller le premier juge venu, car tous les membres du très-illustre corps de la magistrature sont solidaires dans les conséquences de l'homicide légal. Nous faisons de la barbarie, vous faites de la civilisation ; je ne sais où est la plus grande cruauté, chez vous ou chez nous. Puisque vous voulez conserver vos privilèges, résignez-vous à la guerre et au duel dans lesquels les chances de mort sont égales pour les deux adversaires.

Ernest Cœurderoy
extrait de *Jours d'exil* (1854)



Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@no-log.org
Abonnement : 12.50 euros / an
(15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Les nuits de la colère

Nous voulions remettre un coup de projecteur sur la révolte de novembre 2005 à travers quelques traductions de textes venant d'au-delà des frontières. Mais outre le fait que nous n'avons pas reçu beaucoup de textes ou publications de compagnons/camarades étrangers qui traitaient de la question autrement que factuellement, ceux qui nous sont tombés sous la main contenaient soit trop de clichés (hérités aussi bien d'un film comme La Haine *que du rap commercial hexagonal qui imite pâlement le gangsta rap américain) ou de fantasmes reflétant plus leurs auteurs que l'antagonisme réel, soit -et c'est compréhensible- manquaient de nuances possibles dûes à un défaut d'informations (non, il n'y a pas eu que des voitures brûlées, non ce n'étaient pas que des immigrés, et surtout non ça n'a largement pas contaminé que la banlieue parisienne).*

En face, l'Etat continue de faire payer les émeutes au prix lourd. La plupart des condamnés, à ce qu'on nomme désormais des «courtes peines» vu les mois qui se distribuent quotidiennement à la pelle, sont désormais sortis. Quelques uns ont encore des années à effectuer. On a vu peu de liens réels être exprimés par les étudiants avec la révolte de novembre et ses embastillés lors du mouvement contre le CPE.
Les descentes dans les cités suite aux enquêtes (aidées par des balances, les vidéos de surveillance ou policières ou quelques vantardises mal placées), n'ont pas cessé. Le 8 mars 2006, c'était par exemple le cas aux Beaudottes à Sevran où trois jeunes de 15 et 16 ans ont été interpellés pour l'histoire du bus cramé le 2 novembre et de la femme à béquilles qu'il transportait. Mis en examen et libérés sous contrôle judiciaire le 10 mars, ils seront incarcérés le 24 mars.
Le 28 mars 2006, c'était au tour de la cité de l'Europe à Aulnay-sous-Bois, où 10 personnes de 17 à 23 ans ont été interpellés pour l'incendie des 17 000 m² de la concession Renault le 4 novembre (250 voitures, 10 millions d'euros de dégâts), plus le Hertz et un journaleux de France 2 mis hors d'usage. Ils ont fait une garde-à-vue de 96 heures, se voyant appliquer la législation sur le «crime en bande organisée».

Il n'ont compté sur personne pour se déchaîner, laissant parler leur rage et déclenchant un incendie contagieux. A présent que l'espace commun de la révolte s'est amoindri (malgré quelques flammèches pendant le dit mouvement anti-CPE), à chacun d'apporter sa solidarité à son goût, dont la moindre n'est pas celle de continuer à attiser les feux de la révolte.

Toutes les révoltes ne frappent pas par surprise. Certes, aucun Nostradamus ne saurait prédire le moment spécifique de l'explosion, mais *le fait qu'elles puissent surgir* ne peut surprendre que ceux qui n'ont aucune idée du sombre monde dans lequel nous sommes contraints de survivre. Il ne s'agit donc pas d'une conscience a posteriori, basée sur le fait que des révoltes analogues se répètent plutôt fréquemment en France, avec leurs dynamiques et pratiques rituelles (des centaines de voitures sont enflammées dans toute la France le jour de l'An). En réalité, elles sont l'inévitable produit du système social actuel. Face à la révolte, on ne peut donc pas se demander «comment cela a-t-il pu arriver ?», mais plutôt «comment est-il possible que cela n'arrive pas partout et à chaque instant ?».

Cependant, ponctuellement, la première réaction logique qui vient au moment de l'émeute est celle de la tentative d'identification. On se demande qui sont les révoltés, d'où ils viennent, ce qu'ils veulent. On est tout de suite à la recherche de noms, d'identités, de catégories adéquates : étrangers, immigrés… non !… français… oui, français ? mais de deuxième génération, de série B, enfants ou neveux d'immigrés, d'exclus… Certains seront déçus par l'impossibilité d'emprunter le chemin de l'explication par l'intégrisme islamique qui, justement dans ce cas, ne marche pas : il est évident que ce ne sont pas des adeptes de la mosquée (les appels au calme prononcés par les imams ont en effet résonné dans le vide). La presse réactionnaire (comme par exemple *Le Figaro*) cherche à créer d'improbables amalgames utiles à la stigmatisation publique : on parle alors, comme par hasard, d'Intifada à la palestinienne, d'islamisme, de terrorisme, etc. Mais ces opérations de falsification ne semblent pas non plus fonctionner : chaque lutte est en mesure de se dévoiler dans son irréductible particularité.

Des catégories sociologiques sont mobilisées pour individuer, définir, délimiter : en bref, pour argutier conceptuellement. Une fois restituée leur identité aux révoltés —la plus en vogue est celle de marginaux sociaux, le nouveau nom pour dire sous-prolétariat—, on pourra préparer le flot de discours interventionnistes : de ceux à caractère policier et d'urgence, à ceux à caractère assistancialiste. Sécurité civile et sécurité sociale, le poing et la main tendue, les deux faces du syndrome sécuritaire. En résumé : le bâton et la carotte. Toutes ces catégories, pour cacher le simple fait que si la subversion et la révolte sont des effets directs du système de domination, leur abolition pourra *uniquement* se produire avec l'abolition même du système de domination. C'est-à-dire : par la subversion.

Donner une identité à la «racaille» –une identité bien entendu plus *politicaly correct* que «racaille»– est pourtant une opération à usages multiples. Identifier un phénomène avec des catégories opportunes permet en effet de le circonscrire. Et le circonscrire sert à l'endiguer. D'une part, les digues sont érigées pour présenter la révolte et ses causes comme des dysfonctionnements occasionnels, provoqués par un système qui, malgré tout (malgré la misère, la guerre, la pollution, malgré la marchandisation et la dévastation progressive du monde et de la vie de tout un chacun), peut encore tenir debout– sans doute avec quelques interventions correctrices accompagnant l'énième proclamation de l'état d'exception. Mais, d'autre part, on le sait, cette exception est désormais la règle. Et l'exclusion, la marginalisation, l'appauvrissement –en bref, la dépossession généralisée de la vie– font partie intégrante de cette règle.

Il ne s'agit pas de phénomènes accidentels, ni au niveau local, ni globalement. Les taux de pauvreté, la précarisation de la vie dans les pays occidentaux, les aménagements urbains des principales métropoles dans le monde entier (de Los Angeles à Bogota, d'Alger à Paris), les tentatives de fermer les frontières de la forteresse Europe, ne sont que des exemples de cette fracture structurelle. Le jeu du bâton et de la carotte (une répression judiciaro-policière secondée par des annonces d'interventions sociales au profit des banlieues), turlupinera l'esprit de quelques citoyens, mais certainement pas l'esprit de ceux qui subissent l'exclusion dans leur chair, ni de ceux qui savent que de nouvelles explosions sont prêtes à tout moment, et surtout, pas l'esprit de ceux qui sentent battre en eux un irrésistible potentiel de révolte. C'est justement la force magnétique de la rébellion qui constitue la cible principale du procès d'identification.

Car en plus de présenter des phénomènes structurels de l'ordre social actuel comme contingents, le processus d'identification sert à séparer et diviser les exclus de *tous les autres* –éloignant du même coup ces «autres» de soi et de leur puissance active. Eux oui, les marginalisés, possèdent une sorte de droit atavique à la révolte ; en eux, sûr que peuvent s'exprimer la rage, la désespérance et le sentiment d'injustice. Mais vous –vous qui êtes malgré tout des privilégiés, vous qui jouissez d'une partie du bien-être garanti par ce système–, que voulez-vous ? Dans les ghettos des villes, dans les banlieues parisiennes, dans les périphéries du monde, là oui, la vie est éradiquée, vidée, soumise au temps forcé de l'aliénation matérielle, sociale, existentielle, entourée de désespoir et d'ennui métaphysique. Mais la vôtre, oh non ! La vôtre est riche et amusante, pleine d'opportunité et de perspectives, regorgeant de confort et de passions. La vôtre, la nôtre ? Messieurs, de qui parlez-vous ?

Banlieue, lieu du ban

La question du voisinage apparaît ici fondamentale. Le voisin c'est, de façon immédiate, l'Autre. Et si les conditions de cohabitation dans les grands ensembles de banlieue ne facilitent pas le voisinage, c'est que ce type d'habitat a été expressément conçu pour l'empêcher. Quand on examine de près l'histoire de la politique du logement social en France, on constate dès le départ cette volonté de rendre impossible toute forme de rassemblement, de solidarité et de proximité entre les habitants.

On peut dire que la politique du logement naît avec la loi Siegfried, en 1895, destinée à faciliter l'accès des ouvriers à la maison individuelle et à supprimer toute forme de promiscuité, le but étant clairement fixé : « *Un ouvrier propriétaire devenu économe, prévoyant, définitivement guéri des utopies socialistes et révolutionnaires, arraché au cabaret*». En attendant que surgisse cette nouvelle catégorie de petits propriétaires, il fallut se rabattre sur des immeubles locatifs, tels ceux qui allaient être édifiés à l'emplacement des anciennes fortifications de paris. «*Voulons-nous augmenter les garanties d'ordre, de moralité, de modération politique? Créons des cités ouvrières !* »

Georges Picot, qui fonda avec Jules Siegfried la Société française des Habitations à Bon Marché (ancêtre des HLM) était très clair, il fallait interdire dans ces cités ouvrières les relations de voisinage: «*Corridors et couloirs seront proscrits, dans la pensée d'éviter toute rencontre entre les locataires. Les paliers et les escaliers, en pleine lumière, devront être considérés comme la prolongation de la voie publique*». On voit que les considérations du commissaire Bui Trong sur l'espace public prennent leur racine dans une vieille philosophie qui, dès le départ, traite du logement des pauvres dans une optique ouvertement coercitive.

Ce qui trouve son illustration avec la cité La Muette (!) de Drancy (Seine-Saint-Denis). Cette HBM réalisée en 1934 par Eugène Beaudoin[1] anticipait parfaitement les futures HLM : trois barres de béton de quatre étages reliées en forme de U. À partir de 1939, elle fut vidée de ses locataires et transformée en prison pour des militants communistes, puis en camp de concentration qui vit passer, de 1941 à 1944, près de 100 000 juifs en transit vers les camps de la mort. Elle fut administrée jusqu'en 1943 par la police française, qui s'y fit remarquer par l'extrême brutalité de ses comportements... En 1950, ces immeubles devinrent des HLM, et les 467 logements sont depuis occupés par des locataires sociaux particulièrement démunis (25% de chômeurs en 2005). Que cette HBM ait pu ainsi servir de prison puis redevenir un logement social sans même qu'il y ait eu besoin de modifier l'infrastructure des bâtiments en dit long sur la conception carcérale de l'habitat social...

1. Celui qui planifiera plus tard à la demande du régime de Vichy la destruction des quartiers du Vieux-Port de Marseille, réalisée par les Allemands en 1943...

[Extrait de *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005*, par Alèssi Dell'Umbria, L'échappée, mai 2006, pp.29-30]

Renault à Aulnay, 12 novembre 2005



En réalité, la ligne de l'oppression, et avec elle la brèche de la rébellion, traverse chaque individu. La logique binaire de l'opposition déchiffre la réalité de manière trop grossière pour comprendre la genèse effective des rébellions en cours et des explosions à venir. Séparer les jeunes des périphéries de tous les autres –et à l'intérieur de ce groupe-là, rediviser entre le noyau des violents, irrécupérables et non rééducables, et les autres à protéger contre leur contamination–, signifie séparer tout potentiel de révolte de ce qu'il peut être. C'est cette même opération idéologique qui pointe derrière les interventions d'urgence. Car accepter ces partitions théoriques signifie aussi affaiblir les perspectives pratiques. Comme toutes les révoltes, celle de la canaille[1] française parle à tous et à chacun. Leur geste rebondit sur nos mouvements possibles. En fin de compte, il n'est pas important de savoir qui ils sont, mais plutôt *qui nous sommes et ce que nous pouvons faire*. Face à l'état d'exception permanent (qui est à différencier de sa proclamation), le premier enseignement pratique à tirer de cette révolte concerne la réalisation de l'état d'exception *effectif*, à travers l'explosion de la puissance destructrice, la rapidité de la contagion et le refus de toute délégation.

Certes, beaucoup sont déjà prompts à se lamenter du manque, dans ces révoltes, d'un quelconque critère indicatif, du manque d'une conscience révolutionnaire et de classe ; ils sont déjà prêts à prendre leurs distances, à cause de l'absence de débouchés et de perspectives politiques ; prêts à stigmatiser les phénomènes barbares sans projet, œuvre de la «putréfaction passive des couches les plus vieilles de la vieille société». Puis il y aura aussi ceux qui voudront se proposer comme organisation consciente des révoltes (celles à venir, bien entendu). Mais plutôt que d'infliger des leçons de morale et de programme, on aurait là plus qu'un peu à apprendre. Dans la rébellion de la racaille, se manifeste en effet une conscience tactico-pratique qui fait notoirement partie du non-savoir permanent de la plupart des consciences révolutionnaires les plus raffinées, souvent trop conscientes pour être pratiques. Si les révoltés français n'ont pas accompli de pas vers la révolution (mais qui sait encore ce qui est révolutionnaire, aujourd'hui ?), ils ont au moins parcouru, à leur façon, le champ de ses possibilités actives : sans attendre aucun guide qui leur enseigne le *que faire*, ils ont efficacement réalisé leur *comment faire* ; sans rien demander, ils ont fait déflagrer leur rage en un impressionnant déchaînement de flammes. L'explosion de la puissance vitale trop longtemps réprimée est une explosion de colère ignorant la délégation, et incapable de tout repentir.

1. Le terme «racaille» a été traduit par les crétins de journaleux et les crapules de sociologues italiens par «feccia» (la lie). En fait le terme le plus proche, s'il faut vraiment le traduire, est «teppa». Les dictionnaires nous donnent alors racaille, pègre ou voyou. L'auteur emploie ici «teppa» : devant l'impossibilité de le traduire désormais par racaille, nous avons choisi son synonyme plus ancien, canaille.

[traduit de l'italien. Premier chapitre du livre *Le notte de la collera*, à paraître aux éd. NN, juin 2006]

On notera par ailleurs :

- *La révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial*, Echanges et Mouvement, avril 2006, 66 p.
- *Sobre la revuelta francesa*, Conspiración n°5 (Espagne), janvier 2006, 40 p.

Le jeune loup et le fonctionnaire durable

Ça recommence. Les syndicalistes et l'État nous demandent de choisir, de prendre parti. On nous demande si nous pouvons accepter une mesure qui, tout en renforçant notre soumission aux managers et aux petits patrons, devrait nous permettre d'acquérir de l'expérience et de rentrer plus facilement dans le monde du travail. On nous dit qu'un salariat encadré par un droit du travail arraché de haute lutte est tout de même mieux. On nous demande de choisir entre deux postures : celle du jeune loup soucieux de son employabilité ou celle du futur parent à la recherche d'un boulot pépère dans un monde un peu triste et moche.

Jamais il n'est question de ce que signifie aujourd'hui *bosser*. De quelle vie cela s'accompagne ; de quelle logique absurde cela relève. Jamais il n'est question du fait que nous avons toutes et tous des expériences du travail, et donc de la fatigue stérile, de l'attention portée à des choses débiles, des abus de pouvoir quotidien. On se dit sûrement que ce ne sera pas la même chose après les études. Comme si les études n'étaient pas un avant-goût de l'après. Jamais il n'est question du fait que toutes les tâches proposées à l'intérieur de ce monde servent soit à l'enregimentation, soit à la domestication, soit à la destruction du milieu. Jamais il n'est question de ce que nous savons toutes et tous *intimement* à propos du travail salarié.

Ça se voit tellement que la lutte contre le CPE finirait par perdre un peu de son sens. Il y en aura bien qui seront favorables à ce projet. On en connaît toutes et tous, autour de nous, des gens qui disent qu'il faut être réaliste, qu'il y a le chômage et tout ça, qui veulent du pognon pour avoir le confort moderne et partir en voyage. Qui se disent que l'on peut baiser le système. Et puis il y a les autres : celles et ceux qui se disent qu'il sera possible de trouver un boulot éthique dans des conditions pas trop déplorables. Et enfin, celles et ceux qui doutent de cette possibilité et refusent tous les postes qui leur sont assignés - avec un pincement au cœur. Ce sont ces trois figures qui s'affrontent à présent, autour de cette énième réforme.

L'idée de faire une grève émerge. Une nouvelle grève étudiante, avec banderoles, grands panneaux, cortèges en manifs, tracts, la nécessité de se lever tôt, des discours et de l'hystérie collective. On se demande si on a 1e courage, si ça va pas faire foirer son année, si ça va pas poser des problèmes pour payer le loyer, l'alcool, le shit, le portable, le transport et la bouffe. Une grève de plus, ou ce que l'on imagine quand on parle de grève.

Le prétexte est un peu pourri, important tout de même : ce sera ça de moins pour *eux*. Mais il y a également ce que la grève pourrait aussi occasionner. Des moments de joie, de griserie, de saines confrontations, de profondes tristesses. Des rencontres et des amitiés qui se tissent, des moments de partage jamais imaginés, des ruptures nécessaires, des amours qui naissent. La possibilité d'imaginer et de commencer à mettre en place, avec des proches, des stratégies collectives qui permettront de résister effectivement, et peut-être pour très longtemps, au salariat et ce qu'il implique comme avenir. De bonnes débrouilles qui s'associeraient à des constructions communes, *nécessairement en confrontation*, car ce sont des amis qu'uns par uns nous abandonnons à l'intérieur du travail salarié.

Nous ne savons pas quelle allure prendra ce mouvement. Dans une certaine mesure, nous savons que cela dépendra de nous, de nos capacités à nous lier en marge des AG ou des manifs où l'on reste toujours plus ou moins seul, de nos capacités à nous parler en dépît des injonctions à l'efficacité médiatico-politique et de la pensée-slogan. Cela dépendra peut-être de notre aptitude à inventer, au cœur de cette lutte, de choses qui nous serviront et nous marqueront tout au long de notre vie. Des moments de réflexion véritable sur notre histoire et nos histoires, sur le travail, sur les dépossessions successives que nous avons subies ; des moments où la lutte échappe à l'ennui ; des moments où, comme une revanche, nous allons perturber des lieux de travail connus ; des solidarités matérielles pérennes qui nous permettront de refuser le choix stérile que l'on nous demande de faire aujourd'hui.

Cette grève pourrait bien finir par avoir ce sens-là.

Des étudiants de Paris-I

[tract trouvé début mars 2006 sur Paris]

Chronologie parcellaire du mouvement anti-CPE

Lundi 16 janvier
Annonce de la création du CPE (Contrat Première Embauche).

Mardi 7 février
Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 220 000 et 400 000 personnes. Forte mobilisation dans l'ouest (15 000 à Rennes, 20 000 à Nantes, 2000 à St Nazaire, 5000 à Brest, 2000 à Vannes, 7000 à St Brieuc).
Rennes : la grève, l'occupation et le blocage de l'université de Rennes II sont votés, après occupation de la Chambre des métiers.
Lille : occupation de la CCI et de l'ANPE Vieux-Lille.

Jeudi 9 février
L'amendement de la "*loi sur l'égalité des chances*" qui introduit le CPE est adopté à l'Assemblée Nationale. L'ensemble de la loi sera adoptée le 11 février à l'aide de l'article 49-3 qui interrompt les "débats". Le lendemain, début du blocage de l'université de ***Toulouse***.
Rennes : occupation de la Chambre de commerce et d'industrie.

Mardi 14 février
Nantes : La grève est votée à la fac de Nantes avec blocage à partir du lendemain. Idem à la fac de Lettres de ***Brest***.
Rennes : manif de 10 000 personnes puis occupation de la gare, qui bloque tout le traffic breton (et un TGV Rennes-Paris) pendant une heure.

Mercredi 15 février
Grenoble : blocages à l'université Pierre Mendès-France. Idem le lendemain, avec manif sauvage (200 personnes).

Jeudi 16 février
Lille : occupation de la direction régionale de l'ANPE, rue de Jemmapes.

Samedi 18 février
Première coordination qui se réunit à Rennes II (30 facs représentées, quasi aucune en grève ou blocage) : «*nous réaffirmons notre détermination sans faille à continuer la lutte jusqu'au retrait pur et simple du CPE. Nous appelons ainsi toutes les universités et lycées à se mettre en grève* », tout en lançant des appels à mobilisation les 23 février, 28 février et 7 mars.

Mardi 21 février
Nanterre (Paris X) vote le blocage après une semaine d'AG.

Mercredi 22 février
Lille : l'université Lille III vote la grève, l'occupation et le blocage.

Jeudi 23 février
Manifestations dans les grandes villes à l'appel des syndicats étudiants et branche «jeune» des partis : 5000 à Paris, 2000 à Rennes, 1000 à Toulouse, quelques centaines dans les autres. 11 Universités/IUT sont en grève (Rennes I & II, Toulouse, Lille III, Poitiers, Nanterre, Tours, Orléans, Brest, Nantes, Lannion et Tolbiac à Paris qui vote le blocage ce jour lors de sa première AG).

Samedi 25 février
2e coordination étudiante réunie à Toulouse-Rangueil, qui adopte la plate-forme du mouvement étudiant demandant, «un emploi stable pour tous», le retrait de toute la loi «sur l'égalité des chances» (dont le CPE), celui du CNE et de la loi Fillon, ainsi qu'un réengagement financier de l'Etat dans l'université et un plan pluriannuel de créations de postes.

Lundi 27 février
Blocage des campus parisiens de Jussieu, Censier et Tolbiac. Le Sénat commence à examiner la «*loi sur l'égalité des chances*». Elle sera adoptée le 1er mars.

Mercredi 1er mars
Nantes : occupation de la Direction du travail et de l'emploi.

Pour tuer l'argent, brûlons tous les diplômes !

Le soulèvement de novembre 2005 a été un soulèvement contre l'exploitation et l'humiliation subies par plusieurs générations de prolétaires. La critique en acte des inégalités sociales a été menée par les fractions les plus fragilisées de la société de classes contre le désir de cette société de se perpétuer dans le mensonge de l'égalitarisme républicain.

Dorénavant, le CPE consacre officiellement la dévalorisation marchande des études et des diplômes et remet en cause les vieilles bases de l'inégalité et de l'exploitation sociales pour les radicaliser.

Aujourd'hui, défendre la valeur des diplômes, c'est défendre la logique d'un contrat social et d'une société qui nous a menés tout droit au CPE. Il n'y aura donc pas de retour à des formes antérieures et masquées de l'exploitation, l'exploitation marchande doit se poursuivre dans des formes collectives toujours plus *visibles*.

Ici et là, une certaine candeur veut encore croire à l'avenir *possible* d'une société *humaine* reposant sur l'élimination systématique des pauvres. Mais aucun gouvernement de droite ou de gauche, ni aucun projet de réforme sociale de l'économie, n'ont pu et ne pourront mettre fin à la violence *physique* des inégalités réelles subies chaque jour par des millions d'individus isolés. ***S'attacher à défendre un système basé sur la sélection sociale au nom de règles soi-disant équitables et scientifiques, c'est accepter un monde divisé en perdants et en gagnants.***

La seule arithmétique qui opère en ce monde c'est la régulation de tout échange humain sous le règne de l'argent. L'argent dirige toutes les possibilités, toute élaboration de l'existence. Aucun marchandage des diplômes ne nous préservera du nivellement généralisé de la vie à son équation marchande. Contre cela, la seule égalité qui vaille c'est le refus *organisé* des institutions de reproduction du patrimoine et de la propriété privée dont l'Université est un des maillons. La mixité sociale entre les classes au détriment des pauvres n'est que la continuation de l'égalitarisme républicain sous d'autres formes.

Vouloir un autre monde possible avec la conservation des chances d'accéder à un statut économique confortable condamne le plus grand nombre d'entre nous à la misère capitaliste. Car, dans la société marchande, il n'y a pas de satisfaction économique sans sacrifices humains. Un mouvement qui se limiterait au seul retrait d'un projet de sélection sociale radicalisé comme le CPE serait le maintien du mythe de l'humanisme marchand.

Le mouvement contre la sélection sociale doit maintenant partir de toutes les sphères de la société s'il ne veut pas mourir. Chômeurs, travailleurs, pauvres, immigrés, non-diplômés, étudiants ont un seul et même ennemi à abattre : la démocratie des exploiteurs marchands.

Des esclaves sans diplômes
solidaires des esclaves diplômés

[tract trouvé à Paris début mars 2006]



Paris (Sorbonne), 6 mars

Dimanche 5 mars
3e coordination nationale étudiante à Jussieu (Paris). Bien contrôlée par l'Unef, elle continue la tactique des grandes journées d'action avec les syndicats et des blocages les mardis et jeudis. La proposition d'appeler les salariés à la grève après le 7 mars est repoussée.

Lundi 6 mars
Nantes : occupation du Medef.

Mardi 7 mars
Manifestations dans 200 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 400 000 et un million de personnes. Plusieurs nouvelles universités des grandes villes votent la grève : Lille, Lyon, Aix-Marseille, Strasbourg, Nancy-Metz, Rouen, Montpellier.
Toulouse : occupation de la mairie, suivie de trois heures d'affrontements place du Capitole où plusieurs cafés sont attaqués, et dans les rues adjacentes. 4 arrestations.
Brest : 12 000 manifestants, et occupation de la CCI pendant une heure avant une expulsion musclée.
Grenoble : 15 000 manifestants, et continuation en manif sauvage.
Lille : 15 000 manifestants, échauffourées à la fin de la manif, 28 garde-à-vue. Lille I est bloquée depuis la veille.
Paris : Manifestations sauvages de lycéens le matin à partir de la coordination Paris Est, débuts de barricades sur la cours de Vincennes partiellement bloqué. Le cortège lycéen remonte ensuite le parcours à contre-sens et tente de prendre la tête de la manif syndicale à Nation.

Mercredi 8 mars
38 universités (21 selon le ministère) sont désormais en grève, soit le double de la veille, dont une partie bloquées.
Paris : après avoir voté la grève la veille, la Sorbonne vote l'occupation à partir de l'amphithéâtre Descartes. Blocage sauvage de la circulation pendant une heure devant l'Assemblée nationale par des étudiants de Jussieu et Censier.

Jeudi 9 mars
Les syndicats annoncent deux journées d'action pour... les 16 mars (étudiants et lycéens) et 18 mars (confédérations syndicales). 45 universités et 9 IUT en grève, une dizaine de plus que la veille, dont le campus 1 de Caen (31 universités perturbées et 11 en grève selon le ministère). Le Parlement adopte définitivement la loi. Sur RFO Télé-Guadeloupe, Sarkozy déclare : «*le CPE a été voté, il faut qu'il s'applique*».
Paris : blocage de la place de l'Etoile autour de l'Arc de Triomphe sur les Champs-Elysées pendant une heure par 3000 manifestants, puis départ vers la Sorbonne occupée. Premières échauffourées avec des fafs. Blocage du boulevard St Michel puis affrontements devant l'université fermée par des barrages policiers. Jets d'objets, feux de poubelles et vitrines d'un Crédit Lyonnais brisées.
Grenoble : Manif et rassemblements devant la CCI, devant un McDonald's et dans le World Trade Center. Début de l'occupation de la galerie des amphis de l'UPMF (université Pierre Mendès-France), qui durera jusqu'au 15 avril.
Toulouse : 500 à 1000 manifestants défilent en exigeant la libération des 4 interpellés de mardi, qui finissent par être relâchés.

Vendredi 10 mars
Paris : rassemblement l'après-midi devant la Sorbonne, désormais bouclée par les gendarmes. 200 manifestants réussissent à contourner le dispositif et à s'introduire dans la fac par une fenêtre brisée puis par un échaffaudage rue St Jacques ou les toits. Le sénateur PS Mélenchon qui s'est auto-invité à l'AG s'en fait virer sous la menace. Peu avant minuit, c'est l'affrontement. Des fenêtres de la Sorbonne, les keufs se prennent extincteurs, ordinateurs, mobilier et livres. De l'extérieur, jets de bouteilles et grilles. De petites barricades sont érigées boulevard St Michel, tentative de défoncer le Crédit Mutuel.
Caen : affrontements le soir, à la fin du festival «Bar à Zique», pendant trois heures en centre ville.

J'ai beaucoup appris de mes erreurs, et je suis sûr de pouvoir les répéter à la perfection

L'instauration du CPE obéit à la logique d'un système dont l'aboutissement est à court terme la remise en cause de nos existences fantômes, tant il est vrai que nous avons déjà dépassé le stade de la survie. Deux buts essentiels sont visés.

Le premier est de continuer à faire diminuer le coût du travail tout en étendant à l'infini la disponibilité des salariés afin de maintenir les profits, voire de les améliorer, dans la jungle du commerce mondial, dans la lutte sauvage que se livrent les prédateurs du capital.

Le second est de mettre en danger permanent la vie de chacun. Lorsque les individus n'auront plus en tête que leur propre survie; que pouvoir manger, se loger, se soigner ne seront plus garantis pour le plus grand nombre ; que l'entreprise d'anéantissement culturel, déjà largement engagée, aura réduit les capacités critiques au point que la plupart des gens se sentiront jetés dans une arène où ils ne verront plus en l'autre qu'un ennemi; que la peur distillée par des Etats de plus en plus totalitaires aura paralysé les désirs de liberté et de vie, alors seulement ceux qui ont vampirisé le monde pourront se déclarer satisfaits.

Les étudiants et les lycéens sont en train de se mobiliser contre le CPE parce qu'ils savent bien que ce que le Ministère de la Vérité leur présente comme une avancée signifie l'installation dans l'univers de l'innommable. Et nombreux sont ceux, étudiants, lycéens ou salariés, parce qu'ils ont déjà beaucoup perdu, à être bien conscients que la "journée d'action" du 7 mars 2006 est loin d'être suffisante ; à sentir qu'au contraire, pour les syndicats de tout poil et partis de " gôche ", elle est une fin (dans les deux sens du terme), parce que leur seul objectif dans l'affaire est d'*investir* dans un mécontentement qu'ils espèrent *capitaliser*, faire *fructifier* jusqu'en 2007, date des élections, sans prendre le risque d'une grève générale qui pourrait effrayer les *petits porteurs* du misérable espoir électoral. C'est pourquoi les syndicats, toujours dans l'attente d'une élection (professionnelle, législative, présidentielle, etc., bref, tout ce que la pseudo-démocratie a pu inventer comme leurres), toujours dans l'angoisse de voir diminuer les effectifs de leurs *PME*, toujours prêts à se rendre indispensables aux yeux des *gestionnaires* publics comme privés, prennent bien garde de ne pas favoriser le développement de mouvements qui leur échapperaient.

Et on comprend mieux ainsi que les syndicats n'appellent pas aux A.G. à la fin de ces journées d'action, ou alors très mollement, pour sauver la face.

Passons outre ! Approprions-nous les A.G !

La journée du 7 mars est une journée décisive, non pas tant parce qu'elle va effrayer à elle seule le gouvernement, mais parce qu'elle marquera la fin ou le début de quelque chose :

– la fin, si tout le monde rentre chez soi, satisfait du devoir accompli, et se rend le lendemain à son travail, dans sa fac ou son lycée, comme d'habitude ;

– le début, si des A.G. surgissent, le soir même ou le lendemain, pour lancer une grève générale illimitée avec la détermination de résister à l'agression de plus en plus violente que dirigent contre nous ceux qui se sont arrogé le " droit " de dévaster nos existences.

L'esprit révolutionnaire nous libérera du sale air de la peur.

Négatif (bulletin irrégulier)

Samedi 11 mars
Paris : la Sorbonne est expulsée vers 3h45 du matin. Les dégâts seront évalués à au moins 500 000 euros la semaine suivante («*système anti-incendie hors d'usage, un quart des extincteurs détruits, des installations électriques endommagées, une chaudière sabotée*», «*il faudra prévoir le rachat de livres, d'une cinquantaine d'ordinateurs, de tables, chaises, portes et fenêtres. Mais rien ne pourra remplacer les précieux ouvrages anciens de l'Ecole de Chartres abîmés ou brûlés pendant les affrontements*»). La direction ferme l'université en attendant la remise aux normes. Suite à l'expulsion, un groupe défonce le McDo à Luxembourg.

Dimanche 12 mars
Au journal télé de 20 heures, le Premier Ministre annonce trois aménagements ridicules du CPE tout en précisant «*la loi qui a été votée s'appliquera*».
La 4e coordination nationale, réunie à Poitiers précise «*nous refusons de nous incliner face à un gouvernement qui passe en force et qui nie toute démocratie. Nous refusons de nous incliner face à l'usage de la répression qui devient systématique comme à Rennes, Lille, Toulouse, Tours, Paris...* » et appelle à des journées de manifs et de grève le 23 mars.

Lundi 13 mars
50 universités perturbées (41 selon le ministère).
Paris : une AG se tient à la fac de Médecine, suivie d'une petite manifestation sauvage dans le quartier Latin qui finit par l'occupation du Collège de France pour une centaine de manifestants. Il sera expulsé au bout de plusieurs heures.
Lyon : occupation d'une permanence de l'UMP, d'où les affiches volent et brûlent. Huit interpellés ensuite relâchés.
Marseille : opération péage gratuit dans un tunnel souterrain de la ville.
Seine St Denis : les lycéens de Jean Jaurès à Montreuil bloquent le bahut, avant que l'intervention des flics ne finisse en échauffourées. Il est alors fermé administrativement pour la journée et 800 lycéens tiennent ensuite leur AG en squattant le hall de la mairie.
Nantes : auto-réduction au restaurant universitaire le Rubis.
Rennes : le référendum organisé par la présidence est annulé suite aux bousculades avec les anti-bloqueurs.
Manifestations sauvages et spontanées de lycéens également dans le Nord à ***Amiens, Lens et Arras***.

Mardi 14 mars
Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats lycéens et étudiants, qui réunissent 41 000 personnes. La gauche dépose un recours contre l'article du CPE devant le Conseil Constitutionnel. 59 universités perturbées (46 selon le ministère).
Paris : Nombreuses ballades sauvages de lycéens le matin d'un bahut à l'autre. Nouveau rassemblement place de la Sorbonne à l'issue de la manifestation de 4300 personnes qui part de place d'Italie, et affrontements plusieurs heures à coups de pavés, bouteilles, grilles et barrières métalliques. Neuf policiers sont blessés, dont une commissaire touchée à la tête. 6 manifestants sont déférés au tribunal. Un groupe de faf est également intervenu et des coups de pierres échangés avec les anti-CPE.
Strasbourg : ballade sauvage qui occupe successivement Assedic, Medef, préfecture et McDo.
Ile-de-France : la présidence ferme Nanterre (Paris-X) administrativement.

Mercredi 15 mars
46 présidents d'université lancent un «*appel au dialogue pour sortir de la crise*» tandis que 7 d'entre eux avaient demandé la suspension ou le retrait du CPE depuis deux jours. 64 universités perturbées (51 selon le ministère).
Paris : le lycée Maurice Ravel (20e) est envahi et occupé par 80 jeunes. Une manif sauvage se ballade pendant 3 heures de la Sorbonne vers Châtelet et le Palais de Justice, se frite avec les CRS rue de Rivoli, voit partir des canettes contre le commissariat des Halles, occupe brièvement le Théâtre de la ville de Paris avant de se disperser le soir place de la Sorbonne.
Grenoble : occupation d'une ANPE et défilé «ironique» d'esclaves.

Jeudi 16 mars
Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et lycéens, qui réunissent entre 250 000 et 500 000 personnes.
Paris : manifestation place d'Italie-Sèvres-Babylone (33 à 120 000 personnes). Sur le

FRONDE ANTI-CPE & RÉVOLTE SOCIALE

« **J'ai 35 ans, je suis en CDI, je bosse 35 heures par semaine. J'aime pas mon patron. J'aime pas le travail. C'est bien de lutter contre le CPE. Mais faut pas s'arrêter là.** »

Intervention AG fac de Villetaneuse

Hey, frangin, regarde ce qui se passe... Dans la capitale et la banlieue, ça s'affronte maintenant chaque jour face à la flicaille. Depuis des semaines, un mouvement contre une énième carotte de l'Etat, le CPE, s'est installé, et n'est pas prêt de s'arrêter.

C'est quoi l'embrouille ? Les attaques ne cessent pas, contre les retraites en 2003, la loi Fillon, les lois Sarkosy, le couvre-feux... On voit qu'aujourd'hui l'exploitation tend à se faire sans les fameuses «protections sociales» héritées de l'après-guerre (avec comme prochaine perspective de faire sauter le SMIC). C'est avec les conditions d'un sans-papier qu'il est rentable pour le capital d'exploiter la force de travail. Toujours fermer sa gueule, avec la peur au ventre, taffer pour que dalle et toujours plus. CNE et CPE ne sont que les premières esquisses du contrat unique, que les syndicats sont déjà prêts à négocier.

Du coup, il faut réussir à contrôler toujours plus, et d'abord les populations les plus pauvres. Alors traîne pas dans les halls, va en taule si tu payes pas ton ticket de train, si tu vends du bedo pour payer ton loyer, ou fais toi sucrer tes alloc' à la moindre occase... et surtout flippons, flippons du " terrorisme ", du H5NI, du casseur, du chômage, de la rue... Pourtant, face à ce monde où nos vies ne valent que la valeur de la plus-value (donc pour résumer pas grand chose d'autre que de la chair à travail), la colère gronde, explose, avec les lycéens l'année dernière, en novembre 2005, place de la Sorbonne, ou place de la Nation ces derniers jours, etc.

On est là. Et on en est là. On est pas en train de jouer notre place à la fac, ou sur le marché du travail, en ce moment. C'est pas un oasis. que chacun essayerait de s'aménager, qui est à gagner. Non c'est plus que cela et ça n'a rien à voir avec tout ça.

L'Etat aujourd'hui n'a plus rien à lâcher. Pour le malheur de toute la gauche, qui de toute façon nous a suffisamment carotté. L'Etat n'a plus rien à lâcher, parce que les conditions nécessaires au capital pour se reproduire et continuer formellement à accumuler du profit ne le permettent pas. La seule réponse est alors le raidissement et l'inflexibilité.

On s'en fout ! On n'ira pas quémander quoi que ce soit, les tensions se font de plus en plus claires, sans médiations, telles quelles. On a bien compris, sans faire de théorie, par nos conditions matérielles d'existences qu'il n'y aura pas d'amélioration possible.

Et alors ? On va pas pleurer. Si l'Etat, nos conditions de vie, sont de plus en plus durs, nos réactions le seront aussi. Il n'y aura plus de mouvements sociaux sans affrontements. Et ces affrontements devront taper toujours plus fort, toujours plus haut. C'est pas du travail que l'on réclame quand on se révolte, c'est d'arracher, de récupérer nos vies. Les antagonismes de classe de ce monde, on ne veut pas les régler, les rendre «acceptables», mais s'en servir pour les faire définitivement exploser.

le 21/03/2006

parcours, départ en manif sauvage à hauteur de rue de Vaugirard, de nombreuses voitures sont défoncées et des commerces attaqués (dont une bijouterie). Suite aux affrontements place Sèvres-Babylone où brûlera aussi un kiosque à journaux, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent place de la Sorbonne où les affrontements continuent de plus belle : dépavage, molotovs, début d'incendie de l'ancienne librairie PUF et les chaises prises aux cafés Le Patios et L'écritoire volent. Après plusieurs heures, de petits groupes poursuivent la bagarre. Plusieurs voitures sont renversées et enflammées, des barricades érigées et des commerces attaqués (dont un Crédit Mutuel, un Gap et le cinéma Champollion). Un groupe de plus d'une centaine de fafs avec casques et barres attaquera des manifestants isolés à Odéon. 46 keufs blessés dont 11 hospitalisés et 187 interpellations (77 garde-à-vue, 15 déférés devant la justice).

Rennes : affrontements des manifestants (6 à 15 000) avec la flicaille. Poubelles en feu, véhicules endommagés, pavés et molotovs. Un manifestant de 24 ans accusé de lancer de molotov se prendra 10 mois ferme le lendemain en comparution immédiate.

Chalons-sur-Saône : 200 lycéens s'affrontent avec les flics, un d'eux blessé.

Seine St Denis : des centaines de lycéens font pression au Raincy pour être reçus par le maire et un affrontement finit par éclater. Deux keufs hospitalisés et plusieurs lycéens blessés.

Val-de-Marne : 200 lycéens tentent d'investir le domaine Chérioux à Vitry-sur-Seine, où se trouvent deux lycées, un collège et un IUT. Repoussés par le personnel, deux voitures flambent, une troisième est retournée, le mobilier urbain vole et les keufs sont caillassés (deux sont blessés, 6 manifestants interpellés). Un journaleux du *Parisien* s'y fait frapper.

Val d'Oise : affrontements sur la Dalle d'Argenteuil à coups de pierres, «*des boules de pétanque auraient même été lancées*». Un policier et un CRS hospitalisés.

Affrontements également à ***Nantes, Montpellier et Toulouse***.

Vendredi 17 mars

67 universités perturbées (49 selon le ministère).

Toulouse et Tours : péages gratuits.



Paris, 14 mars

Paris : manifestation devant la Sorbonne. où la police a désormais fermé la place et toutes les rues donnant accès à l'université par des murs métalliques anti-émeute.

Grenoble : tentative de blocage de la Préfecture, vite dégagée.

Ile de France : pillage d'un supermarché par des lycéens à Arpajon et affrontements lors d'une manif de 200 lycéens à Juvisy (Essonne), affrontements, matériel urbain brisé, voitures défoncées et deux brûlées au Raincy (Seine St Denis) à l'issue de la manif de 500 lycéens devant la mairie, affrontements à Savigny le Temple et à Thorigny sur Marne (Seine et Marne), dégradation du lycée professionnel Auguste Perdonnet puis d'une vingtaine de voitures et d'un bus.

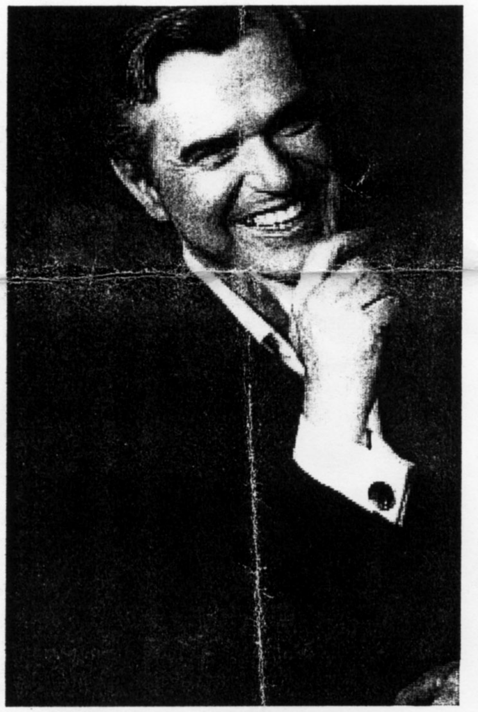
Samedi 18 mars

Manifestations dans 160 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*troisième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 530 000 et 1,5 millions de personnes.

Paris : manifestation Denfert-Rochereau-Nation. Après les affrontements place de la Nation où une dizaine de commerces sont attaqués, des groupes se dispersent aux alentours. De la porte de Vincennes à Porte de Montreuil, une barricade bloque le bd Davout, deux McDonald's sont défoncés, des voitures enflammées, puis ce sont des distributeurs de billets et le mobilier urbain qui mangent rue d'Avron. Les derniers affrontements finissent dans le quartier Latin où des dizaines de manifestants s'acharnent en vain contre les

Chronique d'une mort salariée

À force d'assister aux discours plats des bureaucrates et autres syndicalistes, je me suis dit qu'il fallait que je mette une petite graine dans la morne plaine des arguments anti-CPE. Du primaire à la fac, je reste sur le même bilan : l'école de masse reste une école de classe. Quand l'école parle d'intégration je ne vois que domestication. Elle prétend combattre des violences qu'elle a elle-même générées : celles de l'institution qui naturalise les différences sociales présentes et à venir. Sans parler de l' « Orientation » qui force la main pour qu'elle serve l'industrie, rétrécissant les possibles à coups de conseils de classe. L'« Éducation » naturalise le travail salarié comme unique perspective de vie. Dans ce contexte, les CPE-CNE se placent dans la continuité : l'assujettissement à l'ordre de l'entreprise jusqu'à la rupture du contrat. Les deux ans de période d'essai se présentent ainsi comme une manière de soutenir l'aliénation et l'exploitation : deux ans à fermer sa gueule, à faire semblant, à obéir... Pour moi, et d'après ce que j'en discute avec mes potes qui bossent, cette mesure révèle un état d'impuissance des entreprises qui, ne parvenant plus à motiver les salariés, ont besoin d'une loi qui grave dans le code une soumission qu'elles ne parviennent plus à obtenir autrement : l'embauche au bout des deux ans équivaut à une prime au fayotage. Sinon retour à la réserve de chômeurs en garde à vue à l'ANPE.



Je me rappelle d'une émission de radio sur RFI dans laquelle le Président des Jeunesses Populaires, Fabien de Saint-Nicolas lançait au président de l'UNEF : "Quel jeune ne rêve pas de faire ses preuves dans une entreprise ?". Le chef de l'UNEF s'aligne et la plupart des orgas reprennent la rhétorique de « l'emploi à tout prix » à leur compte : c'est dans et par le travail que chacun est censé se réaliser...

Pourtant autour de moi, le monde du travail ne fait rêver personne, chacun tente plus de s'en préserver que de s'y préparer. Non par fainéantise ni par irréalisme, mais surtout parce que les chemins par lesquels nous désirons nous réaliser ne coïncident pas avec l'entreprise. Je ressens beaucoup autour de moi cette souffrance de devoir reléguer les passions et les désirs à l'état de hobby, pour sacrifier sa vie à un job... Schizophrénie instituée.

Car on passe pourtant par les petits boulots : « c'est ça le monde du travail : faire des bigmacs, enquêter ou vendre pour des boites de merde, exploiter des étudiants dociles, faire copain-copain avec celui qui t'exploite, creuser ton trou, mendier une pause, stresser, stresser...sourire, sourire, toujours sourire »

Apprendre que l'on est jetable, que l'on doit fermer sa gueule, qu'il faut penser d'une façon et pas d'une autre, qu'il faut être un "gagnant", dynamique et cynique à souhait, que c'est chacun pour soi. Pour tout ça... Merde au travail et au monde qu'il construit, qu'il fait accepter. Qui veut vraiment d'un salariat, synonyme de soumission et de collaboration ?

Parfois je pense à une auto-organisation généralisée de nos activités, une façon de vivre de ce que l'on aime, sans passer par le « travail salarié » ; mais toutes les entreprises ne pourront être autogérées. Certaines devront être démantelées pour ne plus perpétuer le désastre en cours... C'est cette société industrielle, les types d'organisation qu'elle génère et les rôles qu'elle nous fait jouer qui doivent être combattus.

S'il y a bien misère économique, la misère qui nous est la plus commune est notre futur : CDI ou CPE, nous allons devoir nous plier à ce monde, à ses exigences incritiquables, à ses évidences destructrices, si personne ne se lève... Et ce ne seront pas les syndicats ni les orgas qui se lèveront mais les bandes : ma bande de pote et d'autres, en nous déplaçant ensemble aux AG, en trouvant ensemble nos propres modes d'action, d'intervention pour ne pas perdre à nouveau une bataille, et que nous vivions ce que nous voulons vraiment vivre.

Notre chance n'est dans aucune classe politique, aucune figure charismatique ; il est dans leur décrédibilisation, dans le démantèlement de leur pouvoir et la mise en commun de nos désirs.

placoplast@no-log.org

murs métalliques anti-émeute. 34 keufs sont blessés (26 gendarmes mobiles, 6 CRS et 2 agents de la Préfecture) et 167 personnes arrêtées (72 garde-à-vue, 24 déférées au parquet).
18 manifestants sont blessés, dont Cyril Ferez, un syndicaliste de 39 ans de Sud-PTT, dans le coma après avoir été notamment piétiné et matraqué lors d'une charge à Nation.
Rennes : occupation de la mairie.
Angers : occupation de la gare.
Affrontements également à ***Clermont-Ferrand***, ***Grenoble***, ***Tours*** et ***Marseille***.

Dimanche 19 mars
La 5e coordination nationale réunie à Dijon finit sur un «*appel à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE*», et lance une journée d'action lycées/facs le 21 et des manifs le 23 mars. Elle nomme pour la première fois des porte-parole (seize) à destination des médias et des syndicats.

Lundi 20 mars
67 universités perturbées (45 selon le ministère), 139 lycées bloqués et 174 perturbés (selon le ministère). Les syndicats étudiants de gauche refusent de se rendre au ministère de l'Education, qui se contente de l'UNI et la Fage, qui apprécie «*ce retour au dialogue*». Les syndicats de salariés, poussés par leur base finissent par décider ensemble d'une «journée d'action» le... 28 mars.
Paris : grâce à plusieurs échauffourrées, quelques tentatives de faire cours à Tolbiac échouent. Sciences-Po (pour une nuit) et l'EHESS sont occupés.
Caen : occupation d'un hôtel des impôts pendant une heure et demie.
Ile de France : manifestations dans une dizaine de lycées de Seine St Denis. Mobilier urbain défoncé, trois voitures en flammes et caillassages à Drancy où les deux bahuts sont ensuite fermés. Ceux de Noisy et Gagny sont eux bloqués. Affrontements avec les flics à Savigny (Seine-et-Marne), jets de pierre, des poubelles et une voiture brûlée. A l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine), baston avec les vigiles lors d'une tentative de pénétrer en force pendant le conseil d'administration. Les lycéens de Fontenay-sous-Bois bloquent l'A86 pendant deux heures., ceux du Raincy la voie-ferrée.

Mardi 21 mars
57 universités et 814 lycées perturbés (dont 191 fermés ou bloqués), contre 44 et 330 la veille, selon le ministère. Appels à la grève pour le 28 mars dans les secteurs des transports (SNCF, RATP, Air France), de la Poste et de l'Education. Le Premier ministre annonce qu'il n'accepterait «*ni retrait ni suspension ni dénaturation du CPE*». 40 000 manifestants étudiants et lycéens dans plusieurs villes à l'appel de ces orgas.
Paris : 5000 manifestants de Denfert-Rochereau à République. Petits affrontements place de la Sorbonne, une cinquantaine de voitures endommagées rue Gay-Lussac. Le lycée Camille-Sée (15e) est occupé puis endommagé (tables, chaises, vitres, extincteurs) avant d'être expulsé, comme le lycée Louis-Armand (15e) la veille. Il avait été en partie dégradé et son environnement détourné (feux de poubelles, container à verre renversé, etc). La direction de l'EHESS occupée se plaint de pillages.
Angers : 2-3000 manifestants et occupation du Palais de Justice pendant une heure.
Caen : occupation par 600 personnes des voies de la gare pendant deux heures.
Seine St Denis : suite à la manif anti CPE, un groupe pille les rayons sucreries d'un supermarché en laissant un peu de verre brisé à Montfermeil. Affrontements à Clichy-sous-Bois autour du lycée A. Nobel. 17 lycées sont désormais fermés par le rectorat «par mesures de sécurité» (dont deux à La Courneuve et deux à Noisy-le-Sec).
Essonne : 400 lycéens venus d'une quinzaine de lycées s'affrontent avec la flicaille à Savigny-sur-Orge devant le lycée Corot.
Seine-et-Marne : Péage gratuit à Coutevroult des étudiants de Marne-la-Vallée. A Savigny-le-Temple, une journaliste du *Parisien* se fait frapper et dérober appareil photo, portable et voiture devant le lycée Antonin-Carême. Plus loin, devant l'autre lycée de la vile (Pierre-Mendès-France), un autre journaleux de ce quotidien se fait arracher son appareil photo. Enfin, deux journaflics du même torchon se font tabasser et piller le matos dans l'Oise devant le lycée Mireille-Grenet.

Mercredi 22 mars
59 universités sont perturbées, dont 18 bloquées selon le ministère, 68 selon l'Unef (dont 30 bloquées et 5 fermées administrativement), et 533 lycées (plus de 600 selon l'UNL).
Paris : tentative repoussée d'expulsion de l'EHESS occupée, la direction fait appel à 22 vigiles (impuissants), et les profs se retirent du lieu. Une journaliste de RTL se fait piquer son micro.
Poitiers : blocage des principales voies d'accès au centre-ville.
Rennes : Luc Ferry puis Edmond Hervé, le maire, se font entarter.
Dijon : le local UMP de la rue d'Auxonne est déménagé par 40 individus masqués.
Lille : occupation d'une ANPE.
Ile-de-France : lors de l'élection au CROUS, une urne est brisée à l'université de Nanterre. Affrontement d'une centaine de lycéens avec les keufs au Blanc-Mesnil lors d'une manifestation.

Jeudi 23 mars
67 universités sont perturbées, dont 21 bloquées selon le ministère. Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants, qui réunissent 450 000 personnes.
Le Premier ministre invite les syndicats à discuter du CPE «*sur un ordre du jour non limitatif*» et «*sans a priori*». Ils acceptent l'invitation pour le lendemain, précisant demander toujours comme préalable le retrait du CPE.
Paris : Le matin, blocage de la place de la Bastille par les lycéens de Victor-Hugo, Charlemagne, Sophie-Germain et Voltaire. Occupation de la Direction régionale du travail et de l'emploi dans le 19e par une centaine de lycéens du Val-de-Marne, elle sera évacuée le soir.
Manifestation à 14h30 de place d'Italie à Invalides (de nombreux lycéens de la région parisienne et des étudiants de plusieurs villes de province aussi), 23 à 50 000 personnes. Affrontements avec les keufs, une cinquantaine de voitures défoncées, commerces attaqués (dont une agence immobilière, un resto asiatique, une société financière dont les ordinateurs volent sur la pelouse), et aussi pas mal de dépouilles entre manifestants. Plusieurs voitures et un commerce sont enflammés rue St Dominique. Un groupe finit la manif vers la Sorbonne, où une barricade de tables, chaises des bars voisins et panneaux est enflammée à l'angle des rues Soufflot/St Jacques. Le long des rues d'Assas et de Rennes, les abribus et les cabines de téléphone sont détruits. 262 interpellations (630 au niveau national) et une soixantaine de manifestants blessés d'un côté. 90 gendarmes et policiers

à l'EHESS
AG de lutte OUVERTE à TOUS

Les locaux de l'EHESS du 105 bd Raspail sont occupés depuis ce lundi 20 mars. Pour un ensemble de gens, déjà précaires ou en voie de l'être, il semblait nécessaire de se donner un lieu et des moyens pour que notre hétérogénéité s'agence et s'organise. Il s'agit moins de se réapproprier une école que d'en faire un lieu ouvert, sans propriétaire ni corporatisme (y compris étudiant), où nous tenterons d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation.

Plutôt que de lever la main pour exposer des revendications catégorielles ou d'attendre la permission de la tribune pour étaler ses opinions individuelles, il s'agit de se donner le temps de s'organiser pour prendre part à la bataille actuelle. Nous ne sommes pas là pour pleurnicher sur le grignotage de nos « acquis-sociaux-conquis-de-haute-lutte » par le Front Populaire, la gauche plurielle et autres gestionnaires de tous poils qui nous promettent un salariat plus sympa.

Nous ne pouvons plus nous limiter à la lutte contre le CNE et le CPE parce qu'il s'agit en effet moins d'une perte de nos acquis que d'une avancée de la logique de précarisation et d'optimisation de la mise au travail de tous.

L'ampleur et la radicalisation du mouvement nous amènent à ouvrir à tous ce lieu de discussion, d'actions et de lutte.

Soyons toujours plus nombreux...
AG tous les soirs à 19 heures

lundi 20 mars 2006
AG en Lutte

105 bvd Raspail, M° Saint Placide (ligne 4) ou Notre Dame des Champs (ligne 12)

Tracts issus de l'assemblée d'occupation de l'EHESS à Paris, du 20 au 24 mars 2006

24 heures de grève, et après :

La lutte, entamée depuis des semaines dans la rues, les facs et les lycées, ne peut pas se contenter d'une journée de grève.

D'abord parce que la révolte qui grandit dépasse largement, dans sa forme et ses implications, les enjeux d'un seul nouveau type de contrat de travail. Ensuite parce que nous n'accepterons pas que les syndicats, à la traine depuis le début du mouvement, nous dictent à nous tous, précarisés (salariés, étudiants, chomeurs et tous ceux qui n'acceptent pas les conditions qui leurs sont faites), la forme et les moyens de mener cette lutte, une lutte qui n'a jamais appartenu qu'à ceux qui se battent.

Le gouvernement joue l'inflexibilité, comme un autre aurait joué la négociation, il ne nous laisse que le choix entre toujours plus d'écrasement et une révolte qui assume ses raisons et ses moyens de se généraliser.

La grève générale, sauvage et illimitée, s'impose.

Le blocage qui s'actualise depuis le début dans les occupations comme pratique essentielle du mouvement nous apparaît comme un moyen efficace de mettre des bâtons dans les rouages de l'économie. Le blocage de voies de circulation a été pratiqué par des manifestants à de nombreuses reprises : comme l'aéroport de Lannion au début du mouvement, les gares de Rennes, Caen et Nantes ont été bloquées par des manifestants. Des grands axes de circulation routières ont aussi été investis à Lyon et à Fontenay-sous-Bois.

Nous proposons donc, pour que se poursuive la lutte au-delà de la journée du mardi et pour éventuellement libérer un peu de temps habituellement pris par le travail, **de bloquer, le mercredi 29 mars tôt le matin, avant l'heure de départ au travail, les voies de circulation** qui sont le lieu de passage concret des flux de marchandises dont la plus importante : la force de travail.

Pour envoyer valser leurs réformes, pour les faire reculer jusqu'à ce qu'ils tombent, parce qu'ils doivent tomber.
Maintenant se défendre, c'est attaquer.
Tous ensemble.

L'AG en lutte occupant l'EHESS

105, bd Raspail - AG de lutte ouverte à tous, tous les jours à 19h

Ils l'ont bien cherché : bloquons les chercheurs !

Six semaines de blocage à Jussieu ? Allons, soyons raisonnables : comment affirmer cela lorsque les activités les plus néfastes qui ont lieu sur ce campus ont pu se dérouler presque comme si de rien n'était ? C'est bien évidemment de la recherche que nous voulons parler. Et les doctorant-e-s, bien efficacement aveuglé-e-s quant aux conséquences de leurs activités par les années passées sur les bancs des amphis, n'ont pas non plus daigné s'intéresser à ce qu'il se passait aux fenêtres de leurs labos. Les plus pessimistes iront même plus loin: n'ayant plus de cours à assurer grâce au blocage de leurs étudiant-e-s, les enseignants-chercheurs ont pu consacrer 100% de leur temps à la recherche…

Les chercheurs, main dans la main avec leurs copains et copines industriels, tirent avant de discuter. A l'heure de la "société du risque" (qu'ils ont délibérément construite année après année), ils ne se soucient plus de confiner les expérimentations, qui portent désormais sur la planète tout entière, humains, plantes et animaux inclus. Les laboratoires de recherche ne connaissent plus de frontières. Nous sommes tou-te-s des cobayes, permanents, avant même de naître, après même notre mort. La notion de principe de précaution n'est qu'une vaste blague, alors que dans les faits, les OGM sont cultivés en plein champ presque partout dans le monde et les cosmétiques contenant des nanoparticules sont dans les rayons de tous les supermarchés du globe.
Mise sans cesse devant le fait accompli, la population a capitulé et intègre les discours propagandistes les plus nauséabonds : «tout cela est nécessaire», «on arrête pas le Progrès», etc. Quand les victimes se prennent de sympathie pour leurs tortionnaires…

La Direction Générale de l'Armement (DGA) semble être un partenaire de choix pour de nombreux laboratoires de Paris 6. Chimie physique : matière et rayonnement, Informatique, Instruments et système d'Ile de France… D'autres, comme l'Institut des nanosciences de Paris, le laboratoire Liquides ioniques et interfaces chargées, ou encore le laboratoire de Mécanique physique, collaborent avec les marchands de canons Matra, Thalès ou Dassault. Pour développer la «*robotique mobile terrestre et les réseaux du combattant du futur*», la «*détection de mots en environnement bruité*», ou encore «*l'analyse des mouvements de foule*». Du côté de l'Onera, on fabrique des drones et des missiles pour frapper «*plus vite, plus loin et avec précision*», alors que Sagem Morpho est le n°1 mondial de la biométrie à empreintes. Fabricants de mort et de contrôle et chercheurs du public unis pour nous maintenir dans un monde en pourrissement.
A côté de ces laboratoires qui produisent directement les nuisances, on trouve ceux dont le rôle est d'en gérer les conséquences : étude des changements climatiques ou de la toxicité des pesticides commercialisés depuis des décennies, recherche pour l'enfouissement des déchets nucléaires ou sur les effets des antibiotiques sur l'appareil digestif… Grotesque tentative de cacher la merde sous le tapis.

Pendant ce temps, médecins et chercheurs en «sciences humaines» s'amusent à nous enfermer dans les prisons de leurs grilles d'analyse, sans jamais nous demander notre avis. Leurs catégories pathologiques ou sociologiques sont bien souvent des moyennes statistiques niant la spécificité des individus. Jeunes. Maniaco-dépressif. Travailleurs issus de l'immigration. Trouble Oppositionnel avec Provocation (cf. le rapport Inserm sur les Troubles de conduite chez l'enfant et l'adolescent). Voir sans être vu, fouiller l'intimité des êtres et des choses, voilà comment les chercheurs prennent leur pied.

Il est grand temps de mettre un terme à ce déferlement. C'est pourquoi nous demandons :
— La fermeture des laboratoires du campus de Jussieu et la mise à disposition des locaux libérés pour développer une activité de lutte contre le terrorisme ordinaire et institutionnel de la recherche, en France et dans le monde entier.
— L'arrêt du financement des recherches, dans les domaines des nanotechnologies, du nucléaire, des OGM et autres biotechnologies, des statistiques, des sciences cognitives, de la sociologie de l'acceptation sociale des nuisances, ainsi que de l'ensemble des recherches militaires.
Une fois appliqué ce préambule non-négociable, il sera possible d'aborder plus en détail la suite des actions à mener.

Alors si vous êtes chercheur, il y a une solution : la pré-retraite. Et si vous ne l'êtes pas encore, trouvez autre chose à faire !

[tract distribué à Jussieu (université Paris 6/7), lors de la reprise des cours après le déblocage, mi-avril 2006]

blessés au niveau national (27 à Paris, dont plusieurs civils roués de coups aux Invalides), et un total de 453 depuis le début mars.
Marseille : 10 à 50 000 manifestants. Affrontements sur la fin à coups de pierres et bouteilles contre lacrymos.
Grenoble : 6 à 12 000 manifestants. Affrontements sur la fin pendant trois heures, une trentaine d'arrestations et 4 flics blessés (dont un civil blessé à la tête par un coup de flash ball d'un collègue).
Caen : blocage des quatre ponts de l'Orne, badigeonnage des locaux de l'UMP.
Bordeaux : 15 000 manifestants. Occupation de la gare et un TGV bloqué (ainsi qu'un second à Coutras).
Rennes : 6 à 10 000 manifestants, on peut lire sur la banderole de tête «*Nous sommes tous des casseurs*», affrontements à la fin. Occupation des Galeries Lafayette, baston dans le magasin (fumigènes et projectiles balancés, une porte en verre éclate).
Reims : 150 manifestants font une autoréduction de train pour monter à la manif parisienne.
Angers : 4000 manifestants. Occupation de la gare.
Strasbourg : 1800 à 5000 manifestants. Brève occupation de l'ENA.
Ile-de-France : Affrontements la matinée à Savigny-sur-Orge pendant plusieurs heures, pierres et objets enflammés contre les keufs. Deux voitures renversées, une troisième en feu, une trentaine défoncées, des abribus et cabines détruites autour du RER C : 60 interpellés (9 garde-à-vue), 7 keufs blessés. Au lycée Richelieu à Rueil, deux agents administratifs sont frappés lors d'échauffourrées. A l'université de Nanterre, le restaurant universitaire et la sandwicherie sont dévastés. A Ivry sur Seine, 200 manifestants affrontent la police, un adjoint au maire est blessé. A Bobigny, une équipe de France 2 est molestée, des abribus descendus, le centre commercial ferme d'urgence à l'arrivée des manifestants. Affrontements à St Denis (une rame de tramway saccagée, deux magasins pillés), Drancy, Bondy et au Raincy.

Vendredi 24 mars
Les syndicats sont reçus à Matignon pendant trois heures et affirment en sortant être tombés dans un piège, puisqu'il ne s'agissait en fait que de discuter d'un aménagement du CPE. «*Dès lors que la loi a été votée, le CPE doit s'appliquer*» déclare Chirac à Bruxelles une heure avant la réunion.
56 universités bloquées et 12 avec barrages filtrants (57 selon le ministère). 198 lycées bloqués et 407 perturbés, selon le ministère.
Paris : expulsion de l'EHESS à 6h, 72 interpellations, une personne convoquée plus tard en jugement après garde-à-vue.
St Denis : le centre ville est attaqué de 9h à midi par plus d'une centaine de jeunes, des dizaines de voitures sont défoncées et incendiées, un car de touristes bloqué et des passagers détroussés, une quinzaine de commerces pillés et saccagés (dont trois bijouteries, une pharmacie, un magasin de portables). Quatre keufs blessés, trois mineurs interpellés.



Paris (Sèvres-Babylone), 14 mars

Samedi 25 mars
Les quatre organisations lycéennes et étudiantes de gauche refusent de se rendre à Matignon. Seules la Fage et l'UNI y devisent des aménagements possibles. Villepin annonce qu'il «*accepte d'ouvrir le dialogue*» sur les conditions de la rupture du contrat et la période d'essai de deux ans.

Dimanche 26 mars
La 6e coordination nationale étudiante réunie à Aix-en-Provence modifie légèrement la plateforme de Toulouse (rajoutant par exemple une dérisoire demande de démission du gouvernement), appelle à la manif du 28 mars puis à une journée «*de blocage des principaux axes routiers et ferroviaires*» en vue d'une grève générale, ne formalisant qu'une pratique qui se développe de plus en plus en dehors des grandes journées de manifestations syndicales.

Lundi 27 mars
Caen : occupation de la DDTE d'Hérouville St Clair.

Mardi 28 mars
Manifestations dans plus de 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*quatrième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 850 000 et 3 millions de personnes. La chaîne américaine CNN interrompt ses programmes pour commenter en direct l'affrontement à République (Paris), comparant la situation à celle de la place Tiannanmen à Pékin en 1989 !
Paris : 700 000 manifestants de place d'Italie à place de la République où se produisent des affrontements. Les premiers énervés se mangent les charges brutales du service d'ordre CGT à coups de barres (avant d'être livrés aux gendarmes). Plusieurs flics blessés (dont un grièvement qui s'est pris une fusée dans la face), 629 interpellations (156 garde-à-vue et 44 déférés au parquet). L'AFP a été occupée place de la Bourse, le temps d'y accrocher la banderole «*un mois ferme, deux mois ferme, trois mois ferme, nous sommes tous des casseurs de ce système*». Quelques vitrines cassées (dont le Go Sport et le Bouygues à République).
Lille : 25 à 80 000 manifestants. Affrontements avec nombreux projectiles, barricades et destructions jusque dans le vieux-Lille où se sont déroulés de nombreux saccages.
Toulouse : 36 à 80 000 manifestants. Echauffourées place du Capitole.
Caen : 18 à 30 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture.
Dijon : 11 000 manifestants. Occupation des voies ferrées.
Rennes : 30 à 50 000 manifestants. Affrontements et occupation des voies de la gare pendant deux heures. 11 interpellations et deux keufs blessés.
Grenoble : 26 à 60 000 manifestants. Affrontements avec les keufs (dont deux sont blessés) autour de la place Victor Hugo, petites barricades et mobilier urbain renversé, plusieurs voitures et deux vitrines mangent. 200 interpellations, 58 garde-à-vue.
Rouen : 25 000 manifestants. Des vitrines du centre-ville historique sont brisées pendant la manif.
Mont-St Michel : 600 manifestants bloquent l'accès au site, sur lequel ils accrochent des banderoles anti-CPE.
Ile-de-France : Affrontements devant la gare à Savigny sur Orge (Essonne), panique au centre commercial Créteil Soleil déjà attaqué la semaine passée, face à une quarantaine de jeunes, et tous rideaux vite baissés.

Mercredi 29 mars
Une nouvelle journée de manifestations nationales est décidée pour le 4 avril. Alors que près de 420 lycées sont bloqués ou perturbés (et 1400 la veille), le ministre de l'Education annonce qu'il a donné la consigne aux recteurs de faire rouvrir dès le lendemain les bahuts «*y compris par la force*». Seuls quelques proviseurs le suivront dans les jours qui suivent. Par ailleurs 56 universités sont toujours bloquées (17 plus 41 perturbées selon le ministère).
Paris : blocage sauvage du périph. A l'aube, plusieurs sabotages incendiaires de distributeurs électriques (à Maison-Alfort, Villeneuve-le-Roi, Longjumeau, Epinay-sur-Orge) avaient bloqué la circulation des RER C et D pendant plusieurs heures et la SNCF prévoit des perturbations pendant plusieurs jours. Tentative d'envahissement du plateau d'une émission de téléréalité de M6, «Nouvelle Star». Occupation la nuit du lycée Balzac (17e) par le gymnase et nombreuses dégradations.
Toulouse : occupation de la DDTE.
Rennes : blocage de la circulation en blindant une rocade de chariots de supermarché.

Jeudi 30 mars
Le Conseil Constitutionnel valide la «loi pour l'égalité des chances», dont l'article 8 contient le CPE. 145 lycées fermés et 368 perturbés selon le ministère, 68 universités bloquées selon l'Unef.
Paris : Blocage le matin du périphérique (à l'appel des orgas lycéennes) avec du matos de chantier par 300 personnes vers Porte de Châtillon. Manif sauvage à Châtelet qui finit en occupation des voies gare de Lyon pendant deux heures. Une dizaine de garde-à-vue.
Lille, Metz, St Etienne, Roanne : blocages des voies de la gare pendant plusieurs heures.
Rennes : manif sauvage de 6000 personnes qui bloque la rocade après un blocage des voies de chemin de fer.
Marseille : occupation des voies à la gare St Charles, après le blocage de plusieurs sorties et accès autoroutiers.
Lyon : manif-bouchon de 2000 personnes.
Caen : blocage de deux tronçons du périphérique (direction Paris & Rennes-Cherbourg).
Toulouse : occupation du rectorat par les étudiants en Staps.
Poitiers : occupation de l'IUFM.
Limoges : occupation du rectorat, manif devant le Palais de justice, blocage de la A20.
Nantes : occupation de la Direction régionale des affaires culturelles avec les intermittents. Les occupants, barricadés, seront expulsés. Blocage des ponts sur la Loire.
Ile-de-France : bataille rangée contre les keufs devant le lycée de l'Essouriau aux Ulis et interpellation jusque dans la cantine, blocage des voies de la gare à Arpajon et Savigny-le-Temple (RER D), blocage de la N19 et courses poursuites durant six heures entre les keufs et les lycéens du Val-de-Marne.

Vendredi 31 mars
Intervention du Président de la République à la télévision : il annonce qu'il «*promulgue la loi instituant le CPE*» au Journal Officiel, tout en demandant qu'une nouvelle loi soit vite votée pour le modifier (passant la durée d'essai de 2 à 1 an et ajoutant l'obligation de motiver le licenciement) et qu'entre temps il ne soit pas appliqué ! 649 lycées sont désormais bloqués ou perturbés, onze organisations de gauche appellent à des manifestations pour... le 4 avril.
Paris : le rassemblement à Bastille pour écouter l'intervention du Président part en manif sauvage de 5000 personnes pendant plus de sept heures heures sur 25 km dans la ville ! Devant l'Assemblée Nationale, on pisse, devant le Sénat, après une tentative d'enfoncer la porte, c'est une guérite qui valse, suivis de brefs affrontements devant la Sorbonne. Ensuite, en direction de la butte Montmartre, une cinquantaine de commerces sont attaqués


Paris (Nation), 18 mars



Rennes, 28 mars



Rouen, 28 mars


Rouen, 28 mars

Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage

Ce texte mêle en vrac quelques réflexions nées à Grenoble lors de ce qu'on appelait jusqu'à il y a encore peu de temps le mouvement anti-CPE... Il n'est pas forcément très construit mais a pour oblectif de lancer des pistes à creuser. C'est toujours ça.

La violence comme moyen de se faire entendre

> " S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable. "
>
> Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur,
> dimanche 12 mars 2006, cité dans «La grande peur de Sarko», en page 2 du *Canard enchaîné* (n°4455, 15 mars 2006).

> " Les émeutes, ce n'est pas un hasard. Les profs sont au service du gouvernement, pas au service de l'élève. "
>
> Un professeur vacataire en lutte dans le 94,
> lundi 20 mars 2006, sur France Inter.

> " Ma grande crainte est que l'on ne se retrouve plus dans de l'opposition au CPE, mais dans de la provocation et dans un enchaînement de violence. J'en appelle donc au retrait du CPE, à la responsabilité et au retour de la paix sociale. On est dans une situation folle. Il faut voir l'image qu'à la France en ce moment à l'étranger ; surtout après ce qui s'est passé en novembre. Une image épouvantable. "
>
> Michel Destot, Maire de Grenoble,
> interviewé dans le *Dauphiné Libéré* du vendredi 31 mars 2006 (n°19092).

Au fil des semaines, dès les premières manifs du mois de février, le mouvement étudiant-lycéen-syndical contre le CPE s'est peu à peu transformé en révolte sociale, renouant avec certaines des pratiques violentes d'octobre-novembre 2005, lorsque des émeutes avaient éclaté dans de nombreux quartiers populaires un peu partout en France.



Grenoble, 28 mars

Aujourd'hui, alors que le CPE a été «remplacé» (pour ne pas dire «retiré»), alors que la gauche dans son ensemble parle de grande victoire, alors que la société reste la même, alors que partout c'est la merde, ni la gauche ni la droite au pouvoir ni les médias ne diront que la chute du CPE est due avant tout aux débordements permanents du mouvement. Pourtant, sans la violence, sans les différentes pratiques illégales des manifestant-e-s, nous en serions encore à nous demander le cul vissé devant la télé «*mais pourquoi rien ne change alors que nous étions des millions à manifester sagement dans la rue ? notre citoyenneté n'a donc aucune valeur ?*». L'ironie de départ de ce texte se situe dans ce paradoxe :

– Si *le CPE est mort*, c'est parce que des dizaines de milliers de révolté-e-s ont foutu le bordel de Paris à Toulouse, de Rennes à Grenoble, etc. Pourtant, la plupart de ces révolté-e-s restent plein-e-s d'insatisfaction et de rage, leur révolte reste intacte. Le CPE n'était pour eux et elles qu'un détail.

– Ceux et celles qui crient victoire devant les caméras et se réjouissent au micro de la mort du CPE sont les mêmes par qui rien ne serait jamais arrivé si l'on avait suivi leurs mots d'ordre («dispersez-vous !»). Ce sont également les mêmes qui ont hurlé au scandale face aux «casseurs», les mêmes qui ont empêché toute manifestation «sauvage», les mêmes qui ont tenté de canaliser la révolte vers la légalité des défilés officiels et autorisés. De l'UNEF à la CGT, tou-te-s devraient reconnaître que c'est

---

(agences d'interim, banques, agences immobilières) le long du cortège qui passe boulevard Magenta. Le slogan «Paris debout, réveille-toi !» apparaît pour la première fois. Au Sacré Cœur vers 4h du matin, un feu est allumé, «vive la Commune» tagué sur l'odieuse basilique. Au passage, une permanence UMP est aussi entièrement saccagée dans le 9e.
Sarran : occupation du musée Jacques-Chirac.
Montpellier : manifestation de nuit avec casseroles, percussions et trompettes.
Nantes : après le discours de Chirac, 2000 personnes se rassemblent devant la préfecture où les échauffourées ne finissent que vers 1h du matin.
Strasbourg : blocage des voies du tramway pendant une heure.
Poitiers : occupation du rectorat puis du conseil municipal à majorité PS.
Massy, Blois, Rennes, Montauban : occupation des voies de chemin de fer.
Ile-de-France : nombreux blocages de routes par des centaines de lycéens : la N188 à hauteur d'Orsay, la N104 vers Ste Geneviève et la N20 pendant quatre heures à Arpajon, la N186 à Créteil, la N16 à Luzarches, la N3 à St Denis.

Dimanche 2 avril
L'ensemble de la loi «*sur l'égalité des chances*» est publiée au Journal Officiel. Outre le CPE en son article 8, elle contient aussi l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales sous divers prétextes et des stages dans la police et l'armée pour les futurs délinquants,
La 7e coordination nationale réunie à Villeneuve d'Asq (Lille-III) appelle à maintenir les actions de blocage, précisant que «*les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril*». Elle refuse une nouvelle fois d'élargir les revendications au-delà du retrait de la loi.

Lundi 3 avril
Caen : plusieurs agences d'interim sont visitées, et reçoivent peinture et mixtures nauséabondes.
Grenoble : à l'initiative de lycéens, manifs et blocages de voies de circulation (idem à Vizille et Voiron). La nuit, la vitrine du siège grenoblois de M6 est détruite par des inconnus.

Mardi 4 avril
Manifestations dans 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*cinquième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 1,2 million et 3,1 millions de personnes. Création du «groupe des six» UMP (présidents du groupe à l'Assemblée et au Sénat, deux ministres et deux parlementaires) pour élaborer «*sans préjugés*» la nouvelle proposition de loi. Les syndicats acceptent d'aller discuter avec «le groupe des six».
Paris : de 84 000 à 700 000 personnes marchent de République à place d'Italie. Affrontements pendant plus d'une heure à la fin : bouteilles et pierres (plus quelques extincteurs) contre lacrymos et charges. Un feu est parti au milieu de la place, des abribus tombent, un photographe est défoncé, d'autres touchés par les projectiles. 383 interpellations (107 en province), 33 blessés dont 26 hospitalisés.
Rennes : de 21 à 50 000 manifestants. Nouveaux affrontements place de Bretagne, où abribus, voitures et les quelques vitrines encore debout sont attaqués. Blocage de la gare par une autre partie des gens.
Lille : de 16 à 45 000 manifestants. Cinq heures d'affrontements intenses où les flics se prennent quantité de projectiles, vitrines de commerces attaquées, mobilier urbain détruit, voitures idem, début d'incendie d'une agence d'interim. Une trentaine d'interpellations.
Grenoble : de 28 à 60 000 manifestants. Blocages de la circulation et des trams, plusieurs affrontements avec la police.
Caen : 17 à 40 000 manifestants. Occupation rapide du conseil régional puis blocage du périphérique et affrontements avec les CRS venus déloger les indésirables. Un photographe et plusieurs flics blessés par les pierres. Une dizaine d'interpellations.
Angers : 15 à 17 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture et barricades.
Ile-de-France : Nombreux blocages le matin avant de rejoindre les manifs de l'après-midi. Carrefour Pompadour à Créteil (bouchons sur la N186 et N6), de la N7 pendant quatre heures vers Fontainebleau, de la place de la Boule à Nanterre pendant deux heures. A St Ouen l'Aumône, des pierres et molo-

avant tout grâce aux casseur-e-s, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont participé aux actions de blocage et de sabotage, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont pris au pied de la lettre leurs slogans «*... ou alors ça va péter, ça va péter !*» (tandis qu'eux-mêmes n'avaient qu'une peur, celle que cela se réalise bel et bien), que le CPE est mort-né et que Villepin a été ridiculisé au sommet de l'Etat.

Tout ceci n'aurait bien sûr pas été possible non plus sans la mobilisation des centaines de milliers voire des millions de personnes lors des diverses manifs de début février jusqu'à mi-avril. Au-delà des conflits avec les syndicats, la complémentarité des moyens d'action a été une de nos grandes forces.

Mais en réalité, ce que nous retiendrons de tout ça, c'est bien plus que le «remplacement» ou le «retrait» du CPE. Nous nous souviendrons longtemps de cette *union pour un mouvement populaire* opposée à l'autre *Union pour un Mouvement Populaire*, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble.

A Grenoble, la première manif (le 7 février) a annoncé la couleur puisqu'en fin de manif le parvis de la préfecture a été envahi par des dizaines de manifestant-e-s, qui ont descendu les trois drapeaux nationaux pour les remplacer par des drapeaux rouge et noir. La frontière de la légalité était déjà franchie. Et cela n'a plus cessé, jusqu'aux actions du 11 avril visant en vrac agence d'intérim, agence immobilière, ANPE et médias locaux (Dauphiné Libéré, France Bleu Isère, M6-Grenoble).

Le 18 mars, en fin de manif, alors que la BAC en était encore à parader au milieu des manifestant-e-s, une grosse partie du rapport de force s'est joué pour la suite du mouvement à Grenoble : après avoir arrêté deux personnes, la BAC est obligée de sortir flashballs et tonfas pour repousser les manifestant-e-s en colère, qui se mettent à caillasser en vrac la BAC et les CRS. Les mecs de la BAC reviendront casqués et resteront dès lors bien à part des manifestant-e-s. La prise de conscience et la révolte prennent de l'ampleur.

Les 23 et 28 mars, ça part carrément en émeutes dans le centre-ville. Ce que redoutait Sarkozy se réalise, la connexion entre étudiant-e-s et jeunes des banlieues est intense (on pourra bien sûr regretter que ces moments de lutte commune soient bien souvent restés sans lendemain, pour le moment en tout cas). Le rapport de force est tangible, la révolte n'est plus symbolique mais bien concrète. En nuisant à la police et plus largement aux tenants du maintien de l'ordre, nous sortons de la résignation et de l'impuissance habituellement ressenties. Destructions et transformation de la ville pacifiée en lieu d'émeute sont synonymes de création, et inversement. Nous avons tou-te-s plus ou moins conscience que vivre dans un monde que nous choisirions devient impossible sans la destruction complète du monde actuel. Ainsi, lorsque nous détruisons ce qui nous opprime, nous participons à ouvrir les brèches qui nous permettent de créer de nouveaux rapports sociaux.

La violence insurrectionnelle (et donc destructrice) des manifestant-e-s porte en elle les germes de la construction d'une vie passionnante, une vie dépassant le cadre de la *survie* (que celle-ci soit sous-prolétaire ou bourgeoise, «occidentale» ou du «tiers-monde»), une vie réappropriée des mains de l'Etat et des patrons, abolissant le *travail-famille-patrie-télé*. La créativité contenue dans cette violence exprime l'impatience d'en finir avec la dépossession de nos vies, la négation en actes des rôles dans lesquels nous sommes censé-e-s rester enfermé-e-s.

Si les moments d'émeutes à Grenoble n'ont pas été aussi violents qu'à Paris ou qu'ailleurs, si les débordements ont été plus discrets dans certaines villes qu'à Grenoble, il paraît clair qu'un même état d'esprit insurgé se retrouvait partout. Les moyens spontanés ont parfois manqué pour matérialiser la révolte. Peut-être que des connexions vont se solidifier et s'inscrire dans la durée. Peut-être que nous saurons mieux prendre des initiatives émeutières, sans attendre que les flics eux-mêmes déclenchent l'affrontement (on a vu le 4 avril qu'ils pouvaient rester muets face à des caillassages quand ceux-ci arrivaient dans des moments stratégiquement gênants pour eux).

Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte. Bien sûr, il reste encore plus intéressant, dans la mesure du possible, de cibler nos actions.

L'illégalité comme conséquence de la désobéissance

> " Le refus d'être esclave est vraiment ce qui change le monde. "
> Raoul Vaneigem, Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, 1967, p.265.

La *délinquance*, comme désobéissance spontanée, comme opposition radicale à la citoyenneté, porte en elle la contradiction profonde de l'organisation des lois de cette société. Face au mépris généralisé qui lui est renvoyé sous forme passive (désintérêt massif pour la vie *citoyenne* ou la politique *institutionnelle*) ou active (délits de toutes sortes - émeutes, sabotages, destructions, vols, économie parallèle, etc.), le pouvoir ne cesse d'accroître les moyens dont il dispose pour contrôler la population.

Comme le veut la très citoyenne remarque : «*plus vous commettrez d'infractions, plus ils mettront en place des moyens de contrôle pour vous en empêcher*». Tout bon *citoyen* devrait aller au bout de ses idées

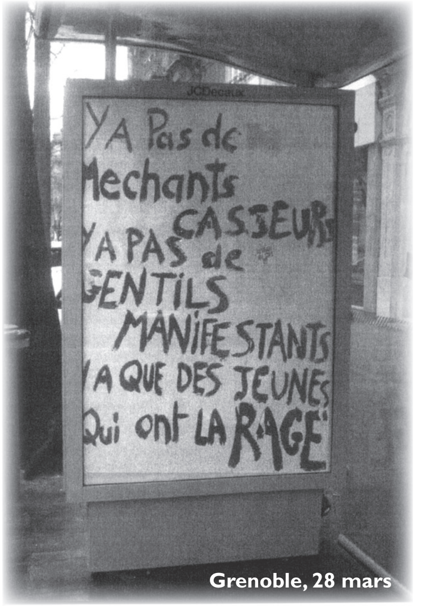

Paris (Invalides), 23 mars

tovs volent sur le lycée, où les individus entrent y briser un peu de matériel. Il sera ensuite fermé administrativement.

Mercredi 5 avril
Début des consultations du «groupe des six», avec quatre syndicats historiques (CFDT, CGT, CFTC, FO). Officiellement, ceux-ci ont répété leur exigence d'obtenir de l'UMP le vote d'une proposition de loi abrogeant le CPE avant le 17 avril, date des vacances parlementaires. L'Australie déconseille à ses ressortissants de voyager en France.
Nantes : blocage à l'aube du Marché d'intérêt national pendant trois heures.
Lannion : blocage de la Technopole Pegase, centre de recherche sur les télécommunications.
Poitiers : des herses aux neufs points d'accès de la ville retardent de plusieurs heures le démarrage de l'activité économique.
Rennes, Lorient : blocage de routes. A Rennes, une conférence parodiant les clandestins (cagoules, armes factices, etc.) précise «*nous ne désarmerons pas, jusqu'à la satisfaction de nos revendications*» et réclame l'amnistie «*de toutes les personnes interpellées depuis le début du mouvement*» (et ceux de novembre ?).
Toulouse : occupation de deux centres de tri postal puis, la nuit, blocage pendant deux heures d'un convoi routier transportant à Blagnac un tronçon de l'Airbus A380.
St Etienne : opération gratuité au péage de la Vienne.
Chambéry, Lille : occupation des voies de chemin de fer.
Montpellier : un local de l'UMP est saccagé et déménagé (chaise, tables, armoires) sur la voie publique.
Nanterre : occupation d'un centre de tri postal.
Avignon : un bureau du Medef est déménagé sur la voie publique.

Jeudi 6 avril
Poursuite des consultations du «groupe des six», avec la CGC et le Medef le matin, la FSU, l'UNSA et les orgas lycéennes et étudiantes l'après-midi. La présidente du Medef déclare à sa sortie «*Il est temps que l'on retrouve la voie de la raison et que la France se remette en marche*», lâchant le gouvernement 45 universités bloquées et 10 fermées, 126 lycées bloqués et 350 perturbés selon le ministère.
Paris : occupations des voies de la gare de l'Est et St Lazare le matin, de celles de la gare du Nord l'après-midi, qui finit pour une partie en tentative de bloquer le périphérique à porte de Clignancourt. Un bus vide est utilisé comme bélier pour forcer un barrage de CRS porte de La Chapelle. Une manif sauvage le soir partie de Belleville finit chargée vers Oberkampf. Une permanence UMP est saccagée rue Chevet (11e) dans la nuit.
Toulouse : Blocage de plusieurs

policières et conclure par un *«soumettez-vous, cessez donc de vivre»*, qui serait du meilleur effet.
La démocratie s'est arrangée pour acheter la paix sociale avec son lot de divertissements (télé, gadgets, tout le matériel du *spectacle*). En rajoutant la couche *participative* (associations, festivals, élections, débats avec nos sauveurs les «élus», etc.) [1], la gauche citoyenne a espéré canaliser les mécontentements sociaux, mais elle n'a pas plus réussi en cela que les religieux et autres récupérateurs de tous bords.
En réalité, la solution ultime pour la coalition Etat/capital est bel et bien la répression et sa meilleure alliée : la prévention sécuritaire. L'idéologie sécuritaire n'a pas attendu l'accroissement de la délinquance et des pratiques illégales pour renforcer son dispositif (police, armée, milices privées, services «sociaux», prisons, vidéo-surveillance, satellites et autres contrôles des moyens de communication, puces RFID, biométrie, etc.). A nous de renverser la remarque citoyenne précitée : *«plus l'Etat et les entreprises privées mettront en place des moyens de contrôle pour nous empêcher de vivre en toute illégalité, plus nous mettrons en place des moyens d'y résister et d'y échapper»*. Tout-e bon-ne *délinquant-e* devrait aller au bout de sa désobéissance active et conclure par un *«insoumission ! c'est maintenant que nous vivons»* qui serait du meilleur effet [2].
Dans le genre banale délinquance, tous les médias se sont jetés récemment sur les prétendus et controversés 300 000 euros de dégâts commis dans la galerie des amphis (UPMF), «saccagée» essentiellement par des graffitis inscrits sur tous ses murs... Ce lieu, habituellement étroitement limité à la réception passive de cours menant les étudiant-e-s droit à l'intégration dans un monde privé ou fonctionnaire, dans l'objectif d'être toujours rentables et soumis-es, est devenu pendant une bonne trentaine de jours d'occupation un lieu de vie, d'échanges humains, et quoi qu'on en dise, de création et d'autogestion, parfois de création à travers la destruction (toute partielle) d'un lieu de toute façon inhabitable et aux mains d'un président d'Université (monsieur Courlet) qui représente à lui seul tout ce qu'il y a de plus puant dans les institutions de ce monde (l'arrogance du pouvoir, mais aussi son hypocrisie, ses mensonges et manipulations, par dessus tout ses volontés de préserver ses privilèges). Qui décide de quoi au sujet de cette galerie des amphis ? Qui décide de quoi dans cette université comme dans les autres ? Qui décide de quoi dans ce monde ? Qui *peut* décider de quoi ?



Grenoble, 28 mars

(...)

Les médias, encore eux, cherchent à *décrédibiliser* notre lutte en annonçant partout que les grands gagnants du mouvement anti-CPE sont Sarkozy (qui devient le seul présidentiable envisageable pour l'UMP), le PS (la gauche unie profite toujours aux plus pourris) et les syndicats (en particulier la CFDT dont le grand mérite serait d'avoir été présent jusqu'au bout... jusqu'au bout de quoi ?). Ce que nous savons, c'est que *nous* ressortons plus déterminé-e-s que jamais de ce mouvement. Ce mouvement, nous le prolongeons, sous d'autres formes. Pendant ces semaines de lutte, d'émeutes, de blocages, d'occupations, nous avons vécu ce que nous choisissions de vivre (dans la mesure ou «choisir» était possible). Nous n'avons pas fait *comme on nous a dit de faire*. Nous avons rencontré des gens avec qui nous avons des pratiques et des réflexions communes, pratiques et réflexions qui tranchent avec les politiques institutionnelles et électoralistes. C'est en restant calmes que nous aurions fait «le jeu» de Sarko, du PS et de la CFDT ! C'est à coup sûr en nous calmant que ceux-ci se réjouissent des perspectives électorales de 2007. *Pourquoi on resterait calme ?*

L'autonomie actuelle de nos luttes est forte en ce qu'elle est incontrôlable et agissante. Tout en restant incontrôlables, nous serions encore plus fort-e-s en étant organisé-e-s en réseaux d'entraide. Restons en contact, continuons d'en créer de nouveaux. Répandons nos désirs.

Grenoble, 20 avril 2006
Les enragé-e-s ouvrent le bal

[1] Notons que la gauche est loin d'avoir le monopole du «participatif» puisque toutes les émissions de télé ou de radio appellent leurs téléspectateur-ice-s ou auditeur-ice-s à «participer» en «intervenant» d'une façon ou d'une autre (poser une question à l'antenne, participer à un jeu, un sondage, un «vote», sans oublier bien sûr tout ce qui touche à la «télé-réalité»). C'est aussi ça la «démocratie participative».
[2] Et au-delà de la démarche individuelle, penser l'organisation collective de réseaux *criminels* (au sens subversif du terme) de résistance et d'offensive semble nécessaire, non ?

accès des usines Airbus à Colomiers et St Martin du Touch. Occupation des voies de la gare Matabiau, échauffourées et 6 blessés. Saccage le soir du local de l'Unef dans l'Université du Mirail, occupée et bloquée depuis 5 semaines.
Rennes : saccage du local de l'UNI à la fac de Droit. Occupation d'une ANPE d'où les dossiers et le mobilier sont déménagés puis les offres d'emploi brûlées place de Bretagne.
Strasbourg : blocage du Pont de l'Europe.
Pau, Lille, Narbonne : occupation de la gare.
Nantes : barrage sur la N137. Occupation de l'ANPE de Monzie d'où le mobilier est déménagé.
Millau : deux députés UMP qui animaient une réunion publique sont «sequestrés» pendant une heure.
Caen : occupation de la gare, où les keufs se prennent des pavasses avant de réussir à la dégager, pourchassant les manifestants dans toute la ville. Un flic blessé, une dizaine d'interpellations.
St Etienne : blocage d'un des gros ronds-points de la ville avec des chariots de supermarché.
Le Mans : blocage d'une zone commerciale puis de l'accès à l'autoroute et de la rocade de la ville.
Boulogne sur Mer : blocage du port avec les marins-pêcheurs.
Orly : blocage des accès à l'aéroport pendant quatre heures, notamment par la N7.
Grenoble : blocage dès 6h en plusieurs points, puis manif sauvage. Bordel dans un supermarché Géant Casino, où des étudiants en solde repartent avec quelles denrées négociées.
Marseille : blocage de grands axes routiers et de l'accès au Port.
Ile de France : blocage de la A1 à St Denis, de la route de Mitry à Aulnay, de la zone industrielle de Courtabœuf aux Ulis. Blocage d'un carrefour à Elancourt.

Vendredi 7 avril
50 universités et 318 lycées perturbés ou fermés selon le ministère. Le Premier ministre réaffirme qu'il est pour l'«aménagement» déjà proposé et non pas le retrait, le «groupe des six» rendra ses propositions lundi. Début des vacances de Pâques en Ile-de-France et Aquitaine.
Paris : Un sit-in devant La Sorbonne part en manif par St Michel (où une voiture renverse délibérément 11 personnes avant d'être retournée) et finit par tenter de rejoindre un rassemblement devant La Santé, encerclé. Une autre manif, partie le soir d'Arts et Métiers en passant par Beaubourg finit à St Paul avec quelques échauffourées. L'émission de France 2, «On a tout essayé», est victime d'un piratage le soir depuis la régie : une phrase sur fond noir demande le «retrait du CPE».
Bordeaux : Manifestation devant l'Ecole nationale de la magistrature, puis occupation du siège du Medef.
Perpignan : blocage tout l'après-midi de la place de la Catalogne, carrefour névralgique de la ville.
Boulogne sur Mer : blocage des voies de chemin de fer.
Nantes : blocage des dépôts de bus et tram de la Semitan, puis du pont de Cheviré et de la zone commerciale Atlantis.
Rennes : occupation d'un centre de tri postal jusque pendant la nuit.
Amiens : péage gratuit sur la A16.
Le Havre : occupation des locaux du député UMP du coin, puis rapidemment du palais de justice et de la mairie.
Seine St Denis : Blocage de la N20 à Bagneux pendant une heure, de la A3 à Rosny-sous-Bois par des lycéens de Noisy, des RER A et B vers Aulnay sous Bois. Les lycéens de Montreuil descendent sur l'autoroute.
Seine et Marne : blocages mobiles de la N7 et N152.

Samedi 8 avril
Nanterre : au lendemain de la réouverture de l'université, un incendie dans une cage d'escalier du bâtiment G de sciences-éco ferme l'immeuble pour une bonne semaine.
Toulouse : occupation par 200 personnes de la galerie marchande du centre commercial Auchan-Gramont, les boutiques et l'hyper sont rapidemment fermés, les vigiles se prennent des lances à eau dans la tronche.
Pau : une centaine de personnes manifeste devant le Palais des sports où se tient la rencontre de Coupe Davis de tennis France-Russie. Trois réussissent à péné-

• Un jeune de 18 ans a été condamné à deux semaines de prison ferme vendredi 24 mars à Orléans, pour avoir lancé une bouteille de bière sur les CRS la veille. «***Je ne trouvais pas ça grave, ça n'a tué personne***» a déclaré l'apprenti-cuisinier qui, à la sortie du bureau du procureur, a lancé «***je t'encule***».

(*Libération*, 25/26 mars)

• Les mots ont volé dans la salle d'audience du tribunal comme sur une table de ping-pong, hier, à Nantes.

« ***L'Etat bourgeois vous reproche un certain nombre de choses***», ironise le président Michel Autem. Des jets de canettes de bière en direction des CRS postés devant la préfecture, lors des manifestations anti-CPE à Nantes. «***Nous avons affaire à un révolutionnaire***», poursuit le président. En face de lui, Etienne, 25 ans. «***Le monde du travail ne veut pas de moi, moi non plus***». Il a un peu touché au bâtiment comme électricien. «***Mais vous avez une formation alors ?***» Etienne répond : «***Les classes moyennes aiment bien les ouvriers sous-qualifiés et s'en servent comme larbins***». Chuchotements approbateurs dans la salle d'audience où, au premier rang, sont massés des supporters.

Le président insiste : «***Donc, vous ne faites rien ?***» «***Non !***» «***Le logement ?***» «***Je paye pas... Et ça marche***», poursuit Etienne, un brin provocateur. Il perçoit quand même le RMI. (...) Quand le président interroge le prévenu sur les jets de canettes, ce 28 mars où plus de 50 000 personnes défilent contre le CPE, Etienne répond : «***Sur les faits, j'ai rien à dire***». Et il se rassoit, puisque le président l'a prévenu que ses «***déclarations philosophiques***» ne l'intéressaient pas. Au suivant.

(*Ouest-France*, 10 mai 2006)

Etienne prendra 50 heures de Tig, et les deux autres accusés du même délit (dont l'un déclarera devant le tribunal qu'il «***trouve stupide***» de jeter des canettes sur les flics), un mois ferme.

trer sur le court en plein match et à faire le tour du terrain.
Lyon, Caen, Mans : petites manifs sauvages.

Dimanche 9 avril

La 8e coordination nationale étudiante réunie à Bron (Lyon II) appelle à maintenir des journées d'action de blocage des facs et des gares le mardi et jeudi, quelles que soient la décision du gouvernement prévue le lendemain, demandant toujours «*le retrait total de la loi sur l'égalité des chances et du contrat nouvelle embauche (CNE)*», tout en «*appelant les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications*». « *Si le gouvernement supprime la loi dite sur " l'égalité des chances " et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications* ».

Lundi 10 avril

Le gouvernement annonce le matin qu'il remplace le CPE par des «*mesures pour les jeunes en difficulté*». Sur 62 universités non encore en vacances, 33 sont perturbées et 19 bloquées. Certaines commencent à voter la fin du blocage l'après-midi (***Angers, Lyon II, St Etienne, Lille II***), d'autres le reconduisent (***Toulouse, Lille I, Nantes, Le Havre***).
Paris : le dépôt de bus de la rue Lebrun (13e) est bloqué pendant plusieurs heures, empêchant la sortie des bus de trois lignes.



Paris (République), 28 mars

Nantes : blocage du dépôt des éboueurs de la Communauté urbaine (CUN) à Morrhonnière. Il durera trois jours.

Mardi 11 avril

Début d'examen de la proposition de loi «*pour l'accès des jeunes à la vie active*» à l'Assemblée, qui remplace le CPE et prévoit des aides pour les patrons qui embauchent un moins de 26 ans «en difficulté» en CDI.
27 universités bloquées et 4 fermées, selon le ministère. La levée des blocages continue avec ***Rennes II*** (votée pour deux jours), ***Poitiers***, ***Reims, Pau*** ou ***Nancy***.
Toulouse : blocage des deux dépôts de bus de Tisseo-SMTC, empêchant tout bus de circuler pendant la matinée. Deux agences d'interim sont saccagées par un petit groupe qui y tague aussi «*La lutte continue*».
Perpignan : blocage de la voie ferrée. Une jambe cassée lors de l'expulsion.
Nantes : occupation du tarmac de l'aéroport à 7h30, suivie de l'intervention des keufs.
Grenoble : 2000 manifestants. Le mobilier d'une agence d'interim et d'une agence immobilière sont déménagés, occupation rapide des locaux du *Dauphiné Libéré* puis des locaux de *Radio-France Bleu Isère* pendant trois heures. Déménagement d'une ANPE.
Paris : le président du syndicat lycéen UNL se fait virer de la tête de la manif. La vitre du local du PS du 3e arrondissement, rue Charlot, essuie plusieurs coups de masse.
Rouen : barrage filtrant à l'entrée de la ville, provoquant un long bouchon sur l'A15.
Marseille, Paris, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Nancy, Rennes : manifestations de quelques milliers de personnes dans chaque ville.

Mercredi 12 avril

La proposition de loi «*pour l'accès des jeunes à la vie active*» est adoptée à l'Assemblée.
Les barrières/grilles qui isolaient le quartier de la Sorbonne du reste de Paris sont enlevées par les flics.
Grenoble vote la levée du blocage (une centaine d'occupants resteront jusqu'au 15 avril), tout comme ***Caen*** mais que ***Rennes II*** reconduit la grève avec blocage lors d'une nouvelle AG (la présidence refuse ce revirement de vote et annonce le maintien des cours pour le lendemain. La nuit, une cinquantaine de personnes force alors les portes de l'université pour s'y barricader).
Un premier bilan global annonce 822 manifestants majeurs déférés au tribunal, dont 271 passés en comparution immédiate (71 déjà condamnés à du ferme et 167 à du sursis ou TIG). 221 manifestants mineurs sont déjà passés devant un juge pour enfants (deux incarcérés) et 247 y sont convoqués.
Dijon : blocage de la zone industrielle de Longvic. Occupation du conseil général pendant trois heures.

Jeudi 13 avril

Le Sénat adopte la proposition UMP qui remplace le CPE comme les députés la veille. Il est donc définitivement voté. Le ministère recense 10 universités (sur 62 qui ne sont pas en vacances) perturbées, plus Rennes et Toulouse bloquées et la Sorbonne toujours fermée administrativement.
Rennes : La présidence, devant l'impossibilité de changer le vote de la veille et face à une réoccupation de 400 personnes, ferme administrativement l'université jusqu'au 18 avril.
Paris : petit rassemblement devant la Sorbonne.
Nantes : 150 étudiants s'opposent à la tenue d'un référendum sur la reprise. Idem à ***Montpellier-III***.

Vendredi 14 avril

Paris : un bilan de la préfecture de police annonce depuis le début du mouvement 2143 interpellations, 1478 vérifications d'identité, 547 garde-à-vue, 85 comparutions immédiates (donnant 32 peines de prison ferme) et 128 comparutions à venir.

Samedi 15 avril

Caen : blocage des accès au centre commercial Mondeville 2.

Dimanche 16 avril

La 9e coordination nationale, réunie à Nancy, vote l'élargissement des revendications (demandant «*l'abandon du projet de loi sur l'immigration et du plan de prévention de la délinquance*») et appelle à des journées d'action les 18, 25 avril et 1er mai. «*La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte* ».

Mardi 18 avril

Retour des vacances de Pâques dans la zone qui a commencé le mouvement et reprise des cours à Rennes II et Toulouse-Le Mirail, Nantes et Montpellier III (plus Dijon, Grenoble et Strasbourg) malgré quelques tentatives d'empêcher la reprise à plusieurs endroits.
Le ministre de l'Economie, Breton, publie les chiffres des dégâts (essentiellement le nettoyage, du mobilier

et quelques dégradations, parfois du personnel de sécurité supplémentaire) : 600 000 € à l'EHESS, 550 000 € à la Sorbonne, 300 000 € à Grenoble III, 150 000 € à Toulouse II, 100 000 € à Rennes II et Nanterre, 50 000 € à Nantes. Jérémie Giono, responsable de l'Unef à Grenoble déclare : «*on a été débordés par des gens incontrôlables. On condamne ces dégradations. On s'est même proposés de repeindre les murs*».
Rennes : manif de 300 personnes qui perturbent la gare. Déménagement d'une mission locale de l'ANPE et perturbation d'un Quick.
Caen : 80 manifestants occupent la présidence de l'université, dont le mobilier est déménagé et des murs tagués.
Grenoble : des journalistes de France 3 se font sortir de l'AG qui se tient Gallerie des amphis.
Paris : rassemblement de quelques centaines de personnes place d'Italie, avec des sans-papiers (81 d'entre eux qui squattaient en face de l'université Tolbiac ont été expulsés le 14 avril).
Toulouse : occupation des locaux de la TLT (régie de transports de la ville).

Jeudi 20 avril
Toulouse : occupation de la radio Le Mouv. L'université Le Mirail, en un baroud d'honneur, revote la grève, mais sans le blocage.
Caen : blocage des accès du supermarché Carrefour Côte de Nacre.

Dimanche 23 avril
La 10e coordination nationale, se réunit à Bordeaux III, pour faire durer le plaisir des coquilles vides : «*La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement. Même si les cours reprennent pour l'instant dans un certain nombre d'universités, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs reste nécessaire pour chasser Chirac, son gouvernement et sa politique*». Elle appelle à des manifs sur les tribunaux le 25 avril et des meetings pour l'amnistie le 9 mai. Les 60 mandatés présents à cette coord' sont tous nommés porte-parole.

Lundi 24 avril
Retour des vacances de Pâques dans la seconde zone et reprise des cours à Bordeaux et l'Ile de France (Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Censier,...).
Paris : La Sorbonne est réoccupée puis expulsée en soirée sous l'orage. Départ en manif sauvage, plusieurs banques, des commerces, *Charlie Hebdo*, une permanence du PS sont attaqués. Le cortège s'autodissout avant Bastille où se sont groupées les forces de l'ordre en masse.

Mardi 25 avril
Paris : Villepin se rend à la Sorbonne, rebouclée. 200 manifestants sont repoussés par les keufs

Mardi 1 mai
Grenoble : un leader local de l'UNEF est entarté pendant la manif traditionnelle.

Mardi 2 mai
Retour des vacances de Pâques dans la dernière zone et reprise des cours à Lille et Aix-Marseille.

Notes :
- le pays compte encore 84 universités et 4 330 lycées.
- «perturbé» signifie que certains cours ont encore lieu, ou qu'une partie seulement des lieux est occupée et bloquée.
- les citations sont des journaux.
- la chronologie est plus développée sur la région parisienne uniquement parce que nous y disposons de plus précisions.
- le chiffre de participation aux manifestations est celui des keufs puis des organisateurs.

[Bien entendu, nombre de ces infos sont tirées de la presse ou des indymedia, ce qui doit les relatiser. Corrections bienvenues pour une mise à jour plus complète.]

En souvenir de Joëlle Aubron

Après des années d'incarcération et de torture blanche, Joëlle Aubron est morte le 1er mars 2006.

• Zürich, 16 mars
(AP) Des inconnus ont répandu jeudi une substance nauséabonde dans trois voitures du TGV Zürich-Paris, incommodant certains passagers.
De l'acide butyrique, une substance inoffensive qui dégage une forte odeur de beurre rance, a été déversé dans le wagon de tête vers 7h18, au départ de Zürich. Après l'arrêt en gare de Berne, plusieurs passagers se sont plaints de la puanteur, a précisé Roland Baumann, porte-parole des Chemins de fer fédéraux suisses (CFF). Au total, trois voitures de première classe ont été affectées. Le train a ensuite été stoppé durant 45 minutes en gare de Neuchâtel (Suisse), le temps pour la police et des spécialistes de contrôler le train. Les voitures concernées ont été fermées et les passagers ont poursuivi leur voyage dans des wagons de deuxième classe. Le TGV a pu repartir de Neuchâtel avec une demi-heure de retard pour Pontarlier, en France, où les voitures de tête ont été remplacées. Les CFF ont porté plainte. Le groupuscule "Pour une perspective révolutionnaire", a revendiqué cet acte dans une télécopie envoyée à l'agence Associated Press (AP). Dans leur communiqué, les auteurs rendent hommage à la Française Joëlle Aubron, membre du groupe terroriste Action directe, condamnée à la prison à vie pour meurtres et décédée récemment.

• Athènes, 11 mars
(AFP) Dix-huit voitures ont été brûlées dans cinq attentats contre des concessionnaires automobiles français Renault et Citroën, tôt samedi matin à Athènes, par solidarité avec Action directe (AD), dont trois membres entament leur 20e année de détention. Samedi soir, la télévision privée grecque Méga a indiqué qu'un groupe intitulé "Cellules révolutionnaires de solidarité" avec AD, a revendiqué ces attentats lors d'un appel téléphonique anonyme à cette chaîne. Les attaques ont été menées quasi-simultanément contre les cinq représentations, quatre de Renault et une de Citroën, situées l'une dans le centre-ville, les autres dans des banlieues distantes entre elles, a-t-on appris de source policière.
Une série d'attentats sans gravité contre des intérêts français ont été commis il y a deux semaines à Athènes au nom d'AD. Quatre voitures avaient été endommagées le 26 février, dans une action contre une succursale de Renault, tandis que la veille, un autre attentat sans gravité a été commis contre une succursale de la banque française, BNP Paribas.

• Zürich, 1er mars
«Le soir du 1er mars 2006, nous avons brûlé une voiture diplomatique (cc = corps commercial) de l'*Agence Française pour les Investissements Internationaux* à Zürich : solidarité avec Ibrahim Abdallah et avec les prisonniers d'Action Directe. Honneur à la camarade Joelle Aubron qui est morte»

• Paris, 27 février
«Dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 février, les vitrines d'un concessionnaire Renault ont été endommagées à coups de boules de pétanque rue Championnet dans le XVIIIème arrondissement de Paris. Un tag réclamant la libération des prisonniers d'Action Directe a également été apposé. Cette action prend place dans le cadre d'une journée internationale de mobilisation en faveurs des prisonniers d'Action Directe, 19 ans après leur incarcération et un an après la fin de leur peine de sûreté. Face à l'acharnement répressif toujours actuel de l'Etat contre des individus qui ont fait le choix de la lutte politique révolutionnaire sans compromissions, leur libération comme toute subversion du système actuel ne viendront que de rapports de forces qui ne peuvent exclure la question de la violence révolutionnaire.
Pour toutes ces raisons, n'oublions pas notre histoire, libération pour les prisonniers d'Action Directe et pour les autres, feu aux prisons.»

• Berlin, 17 février
(AFP) Un groupuscule allemand proche d'Action Directe (AD, extrême-gauche française) a revendiqué deux attaques contre des cibles françaises à Berlin par solidarité avec des détenus d'AD, dans un courrier parvenu lundi à l'AFP.
Dans la nuit du 16 au 17 février dernier, des incendies ont été déclenchés dans une filiale du groupe automobile Renault, tandis qu'un centre culturel français privé a été maculé d'inscriptions, a précisé dans ce courrier le groupuscule nommé "militante gruppe" ("groupe militant"). Un collaborateur de Renault a précisé à l'AFP que deux camionnettes avaient été incendiées.

Incendie criminel d'un immeuble de la police cantonale

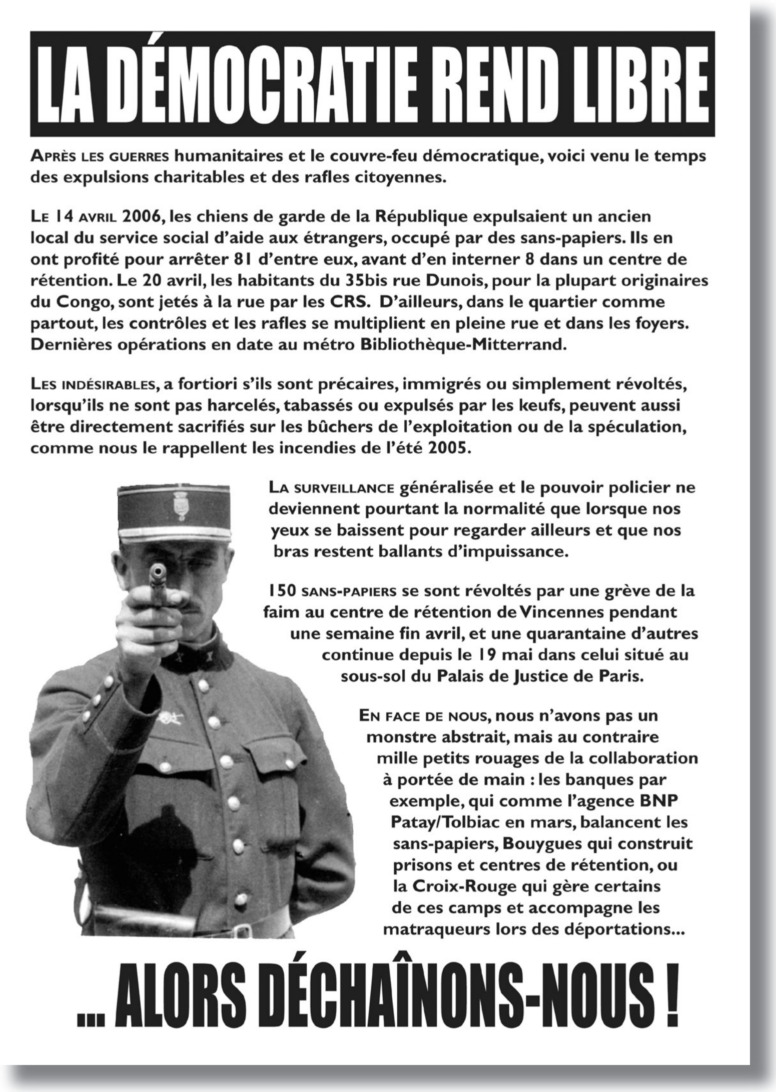
Un poste de police de Berne, en Suisse, a été incendié dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 en réponse à la descente de police qu'il y a eu quelques jours avant à la Reithalle pour arrêter tous les personnes d'origines africaines au motif que ce seraient tous des dealers. Environ 32 personnes ont été raflées ce jour là.

«**Le samedi 20 mai 2006**, un peu avant minuit, nous avons attaqué le poste de police Ringhof, situé dans le quartier de Lorraine, à Berne, en y mettant le feu. Cette action constitue une réponse à l'intervention de la police jeudi dernier, raciste et témoignant du mépris de l'être humain, à l'intérieur et aux abords de l'école Reitschule. A l'occasion de cette rafle, seules des personnes noires ont été interpellées. Au cours de l'action, les victimes ont été frappées, piétinées et traitées de Nègres. A cette occasion, les forces de l'ordre ont pénétré à l'intérieur des locaux de l'école pour enlever exclusivement et délibérément les personnes noires. Nous ne tolérons aucun flic dans l'école et nous ne tolérons aucune violence raciste où nous vivons.

NO JUSTICE NO PEACE,
FIGHT THE POLICE

Kommando Molotow»

[Communiqué traduit de l'allemand]



Affiche trouvée sur les murs de Paris-13e fin mai 2006

Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés

21 février : une circulaire du ministère de l'Intérieur précise toutes les possibilités d'arrestation de sans-papiers, jusque dans les blocs opératoires.

17 mars : un rassemblement se tient devant la BNP Patay-Tolbiac (Paris-13e) où un sans-papier détenteur d'un faux passeport a été dénoncé et livré à la police. Les manifestants se retrouvent devant une banque dont les vitres ont visiblement reçu des coups de masse et dont le distributeur de billets est défoncé depuis peu.

14 avril : expulsion de l'ancien service social d'aide aux émigrants, situé 14 rue A. Perret (Paris-13e), et occupé depuis le 18 mars, en plein mouvement anti-CPE. 81 sans-papiers sont embarqués, 8 seront transférés aux centres de rétention de Vincennes et de Paris.

17 avril : plusieurs dizaines de sans-papiers bloquent l'entrée du Grand Studio de RTL (Paris-8e), dont l'invité est le ministre de l'Outre-Mer, pour réclamer la libération des 8 en instance d'expulsion.

18 avril : une grève de la faim éclate au centre de rétention de Vincennes. Elle est suivie (selon les journaux) par 136 des 146 sans-papiers incarcérés, et durera une semaine. Un rassemblement se tiendra devant le centre quatre jours plus tard.

2 mai : trois sans-papiers réussissent à s'évader du centre de rétention mis en service le jour même à Plaisir (Yvelines).

7 mai : une centaine de roumains et de bulgares sont expulsés par charter dans un bombardier d'eau Dash 8 tout juste livré «*pour lutter contre les futurs incendies de forêt de cet été*».

12 mai : six sans-papiers parviennent à s'évader du centre de rétention d'Oissel.

14 mai : 5 000 personnes manifestent à Paris contre la loi CESEDA.

17 mai : la loi CESEDA est adoptée par l'Assemblée.

17-19 mai : Sarkozy en visite au Sénégal, Mali puis Bénin pour présenter sa nouvelle loi sur l'immigration se fait solidement conspuer. Les slogans des manifestants vont par exemple de «*Sarko raciste*» à Bamako jusqu'à «*Sarkozy, grippe aviaire, hors du Bénin*» à Cotonou.

19 mai : une grève de la faim éclate dans le centre de rétention situé au sous-sol du Palais de Justice de Paris.

3 juin : les sans-papiers du 93 occupent la Grande-Mosquée de Paris pendant une heure et demi avant de continuer de manifester devant. Ils demandaient le soutien des responsables du culte musulman français, qui ferment gentiment leur gueule comme c'est leur boulot, contre le projet de loi Sarkozy sur l'immigration. Le lendemain, ils occuperont le théâtre de la Colline dans le 20e, pour demander cette-fois au "monde artistique" de se positionner contre ce projet de loi. Ils seront expulsés méchamment du théâtre par les keufs, à la demande du directeur de gôche. Quatre arrestations.

6 juin : la loi CESEDA est discutée au Sénat. Nouvelle rafle à la sortie d'un métro dans le 13e, à Quai de la Gare. Cette fois, pourtant, les résidents du foyer d'à côté sortent et font face aux keufs, intervenant directement. Après de fortes tensions pendant quelques minutes, les flics dégagent et remontent dans les cars.

Faudrait se contenter de compter les morts...



Alors qu'on fête en grande pompe les anniversaires d'Hiroshima et de Tchernobyl, le nucléaire poursuit sa fuite en avant. Des milliers de personnes continuent de mourir chaque année des suites de cette dernière catastrophe, qui a contaminé plusieurs millions d'individus en Europe. Pourtant, les instances internationales et les Etats, à travers les programmes Core et Ethos, conditionnent les populations à survivre en milieu contaminé. Surtout, le mensonge sur les conséquences de Tchernobyl vise à faire accepter aux populations les catastrophes industrielles comme inéluctables et indissociables de la société moderne : un mal nécessaire et maîtrisable, le prix à payer pour le progrès.

Même si une relance de l'exploitation de l'électronucléaire semble folle et meurtrière, c'est cette réalité que nous devons affronter. Au mépris des problèmes insolubles -question des déchets, morbidité, démantèlement des centrales...-, les mercenaires et les petits actionnaires du nucléaire profitent de la flambée des prix de l'énergie pour se remettre en selle. Le nucléaire civil se développe à l'échelle mondiale : les programmes internationaux de nouveaux réacteurs civils de génération 4, la gestion globale des déchets et des populations irradiées... Quant aux militaires, ils développent de nouvelles armes miniaturisées destinées à être directement utilisées dans ce qu'il est aujourd'hui communément appelé «guerre préventive».

Qu'elle fournisse de l'électricité ou des armes, la démonstration est faite aujourd'hui que cette industrie nécessite et contribue à fabriquer une société militarisée. Par sa dangerosité et la concentration de ses infrastructures, par les dispositifs de gestion des foules, par la culture de sûreté qu'elle crée, vend et généralise, par les modes de vie et de dépendance qu'elle induit, la nucléarisation du monde, loin d'être réduite à un simple choix énergétique, est un projet de contrôle technologique global de la planète.

En restant sur le terrain des choix énergétiques, les écologistes sont amenés à se poser en cogestionnaires de nos vies irradiées, toujours assis à la place que l'Etat a bien voulu leur concéder. D'où les maquignonnages et les jeux de lobby : sortir du nucléaire en 10 ans, 12 ans et demie, 18 ans et 3 mois ou 30 ans, le temps d'épargner pour acheter son cercueil (plomb au béton ?). Le dernier avatar de cette organisation de l'impuissance s'est regroupé dans un «Réseau sortir du nucléaire». La seule fonction de ce réseau est d'être la coquille vide d'une pseudo-contestation disponible pour tous les opportunismes politiques. Ainsi, les Verts, membres du Réseau, ont permis que l'installation de l'EPR à Flamanville reçoive une «caution démocratique» lors d'un vote au conseil régional afin de ménager leurs alliances politiciennes.

L'idée de l'arrêt immédiat ne relève ni de la surenchère, ni du mot d'ordre fédérateur. C'est la seule position conséquente. Elle implique la rupture avec le capitalisme et ses Etats. Il s'agit d'une perspective autonome difficile et incertaine. Nous souhaitons y contribuer parmi d'autres à travers nos analyses et nos actions concrètes, aussi modestes soient-elles.

Coordination contre la société nucléaire
c/o CNT-AIT, BP 46, 91 103 Corbeil cedex

[Tract trouvé au camping libertaire qui a suivi la manifestation anti-nucléaire de 30 000 personnes à Cherbourg le 15 avril 2006]

Quand la charité expulse

Habitants d'un logement laissé vide depuis 5 ans dans le 19e arrondissement, nous sommes menacés d'expulsion par les associations caritatives propriétaires des lieux : Société protectrice des animaux, Ligue contre le cancer, Mie de pain et Secours catholique. Cette dernière, qui mène la procédure, nous convoque le 22 juin à 9 heures au tribunal d'instance du 19e afin que soit prononcée notre expulsion. Pour les associations caritatives, comme pour les autres : *business is business.*

L'été dernier, quelques jours après l'incendie du Bd Vincent Auriol et l'annonce de Sarkozy d'évacuer tous les immeubles insalubres, le Secours catholique participe à la manifestation contre les expulsions au cri d'« *un logement pour tous c'est un droit* ».
Le 15 septembre, les expulsés du 21 rue du Maroc (19e) occupent les locaux du Secours catholique, 43 rue d'Aubervilliers (18e). L'association est contrainte de prendre position: « *Le Secours catholique* [...] *tient à faire connaître son indignation face aux expulsions pratiquées par les pouvoirs publics sans aucune proposition de relogement pérenne* ».
Pendant qu'elle « s'indigne », un huissier accompagné des forces de l'ordre défonce notre porte.
Quand il s'agit de sermonner le gouvernement, le Secours catholique oppose un droit au logement aux expulsions. Quand elle est propriétaire de logements vides, elle ne manque pas de faire valoir son droit (de propriété cette fois).
L'argent de la « charité » sert aussi à ça: expulser des occupants « *sans droit ni titre* ». Le Secours Catholique avec ses discours sociaux connaît comme tout le monde la situation problématique du logement, notamment à Paris. Elle ne peut s'empêcher de participer à son fonctionnement spéculatif main dans la main avec le droit et l'Etat pour faire tourner sa boîte à quémander.

Pour ceux à qui le revenu ne permet pas de vivre à Paris, le moyen d'accéder à un logement peut être de le prendre, d'occuper des lieux vides. Pour se loger dans le privé, rassembler les garanties suffisantes est de moins en moins possible, alors que tant de logements sont laissés vides ; et il faut encore avoir l'envie et les moyens d'être isolé dans un 15m^2 à 500 euros. Pour un logement social, l'attente est longue voire sans fin, dans certains cas mortelle.
La ville de Paris n'arrange pas cet état de fait, bien au contraire, avec les promoteurs immobiliers elle organise la spéculation. Sa politique: protéger une partie de la classe moyenne dans Paris (cadres, artistes, étudiants) et en chasser la majorité des pauvres. Les moyens mis en œuvre pour restructurer les quartiers populaires : expulser les squats et les immeubles insalubres, introduire la «*mixité sociale*» en construisant des logements dits sociaux (PLS : accessibles aux revenus à partir de 1300 euros officiellement et beaucoup plus dans la réalité), créer des « *espaces civilisés* ».

Squatter par choix ou par nécessité ne permet pas de se libérer de toutes les contraintes économiques imposées par le capitalisme mais de nous organiser collectivement, pour subvenir à nos besoins, lutter contre les expulsions et arracher des logements.

Arrachons les logements ! Non aux expulsions !

botzaris@no-log.org

Etats généraux de la servitude

Le compte-rendu ci-contre est extrait d'un recueil de textes et de documents qui a pour objet d'exposer le point de vue de quelques opposants aux états généraux de la recherche, aboutissement du mouvement des chercheurs de l'année 2004. Il ne prétend pas rendre compte de la totalité des manifestations d'hostilité qui ont eu lieu pendant une semaine à l'encontre de ce jubilé de la domination techno-marchande. Les auteurs de cette brochure faisaient partie des indésirables qui se sont introduits dans le Centre Alpes Congrès à Grenoble pour y perturber la première journée des Assises nationales de la recherche, le 28 octobre 2004, et tenter d'y briser l'invraisemblable consensus qui avait entouré jusque-là le mot d'ordre « Sauvons la recherche ! ».

S'ils se sont donné la peine d'écouter, sans se mettre à hurler, les horreurs proférées par le maire de Grenoble et les ministres présents à cette occasion, c'est qu'ils tenaient à faire savoir publiquement et bruyamment que les chercheurs ont des ennemis. Et ceux-ci, bien sûr, ne sont nullement à chercher au sein du pouvoir d'État ou du patronat, mais dans les fractions de la population qui n'ont pas perdu tout espoir de s'opposer de manière cohérente à la société marchande totale.

Le scientisme, stade suprême du citoyennisme

Depuis le début de la grande concertation des états généraux, des individus ou des groupes avaient pris la parole, sans (trop de) fracas, dans certaines assemblées ou réunions préparatoires pour poser la question du contenu de l'activité de recherche, passée sous silence par le mouvement. Ils avaient tenté de se faire entendre des chercheurs, notamment des groupes de précaires. Un texte intitulé « *Des crédits, pour quoi faire ?* », émanant d'un mystérieux Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux (C. L. I. N. G.) dont nous nous sentons proches, avait circulé au printemps. Il avait suscité au mieux l'irritation ouverte (« je suis anarchiste, je sais ce que c'est que le sabotage ; et dire qu'il faut saboter les laboratoires de chimie, c'est intolérable ! » ; « les chercheurs n'ont pas à justifier leur utilité sociale »), au pire l'approbation indifférente et fausse de ceux qui se disent prêts à tout écouter sans rien changer à leur position (« Oui, bien sûr, on a pensé à tout ça. Il y a d'ailleurs des commissions qui planchent spécifiquement sur la redéfinition des rapports entre science et société. Mais bon, battons-nous d'abord pour que tout le monde ait un emploi stable, et ensuite on pourra mieux y réfléchir… »).

Ces quelques prises de contact avec le mouvement nous en ont convaincus et le déroulement des états généraux nous l'a confirmé : en guise de mouvement nous assistions à une stérilisation préventive de la question sociale, c'est-à-dire, dans ce cas, à la limitation des enjeux à la question du statut. Les états généraux de 1982, comme l'a remarqué Bonneuil[1] avec une certaine pertinence (qu'il saura éventuellement monnayer à l'avenir), ont constitué à cet égard un précédent. Il était patent que le prétendu bras de fer entre gouvernement et « chercheurs en colère » s'apparentait plutôt à la controverse entre Hayek et son grand ami Keynes dans les années trente, autour d'une question qui les tourmentait : comment sauver le capitalisme de la ruine. L'État sarkozyste jouait le rôle du capitaliste primaire, « libéral », très regardant sur les coûts de production. Les chercheurs, eux, représentaient un capitalisme plus subtil : « Nous ne sommes pas qu'un coût ! nous sommes une force productive à rendements croissants, nous contribuons plus que quiconque à la croissance et à la compétitivité de notre pays.[2] »

La «Commune» de Grenoble

Les Assises nationale de la recherche étaient prévues à Grenoble, seule ville de province à avoir connu des manifestations de chercheurs. Cette « ville-laboratoire », est le symbole de la « synergie », pour utiliser un terme gestionnaire, des pouvoirs scientifique, politique et industriel. Le maire PS, Michel Destot, est un ancien chercheur du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). La proportion de cadres et autres « professions intellectuelles supérieures » y est anormalement élevée… tout comme les prix de l'immobilier, la pollution, et le vote écolo. Grenoble la moderne nous offre un parfait exemple de ce que le développement capitaliste ne devient nullement moins polluant à mesure qu'il se « perfectionne » : entre l'exigence abstraite d'accumulation de valeur et les buts humains concrets, comme la réalisation de soi dans la production de ses conditions de vie, ou la conservation d'un monde humain pour notre descendance, la contradiction ne fait que se creuser. Croire au « développement

durable », à la possibilité d'économiser de l'énergie grâce aux « progrès » de la technoscience, relève de la plus crasse superstition progressiste (tertiaire=virtuel=propre / indu striel=charbon=sale). Les nanotechnologies sont là pour prouver l'inverse, elles qui demandent des quantités d'eau astronomiques ; quant aux embouteillages, ils ne font que croître et embellir, dans Grenoble et tout autour, puisque les salariés de l'économie de services fuient le centreville dès leur triste besogne achevée, pour se réfugier chez eux en banlieue le soir, ou pour aller passer le week-end sur les pistes de Chamrousse, où l'air est encore réputé respirable.

Quant au vote Verts (Grenoble est la troisième ville «Verte » de France, après Paris et Rennes), il ne peut s'interpréter, dans ce contexte de surenchère techno-marchande et militaire, que comme la défaite du mouvement de critique des nuisances environnementales et de la non-vie qui les produit. C'est ainsi que les Verts sont apparus comme une force politique à Grenoble en 1977 après l'échec de l'opposition au surgénérateur nucléaire Superphénix. Ils n'y ont jamais apporté la moindre compensation à la précarisation de la vie qu'appelle la bonne marche de l'économie. Là-bas comme partout ailleurs, ils jouent un rôle de premier plan dans l'ancrage de la société industrielle, en tant que représentation du désir de protection de la vie et en tant que satisfaction aliénée de ce désir par la réglementation. Grenoble représente un certain modèle de société, résultat visible du programme de la gauche moderne de Pierre Mendès-France[3]. Les chercheurs y sont comme des poissons dans l'eau d'un lac artificiel. En y tenant la plénière de leurs états généraux, ils ont montré à qui voudrait bien le voir quel genre de monde ils souhaitent léguer à l'humanité : un monde cher, pollué, de gauche, plein d'écoles de management, de bagnoles et d'usines Seveso à chaque coin de rue. Voilà pour le décor.

Que faire ?

Dès lors, en septembre, différents collectifs ont commencé à préparer sérieusement une démonstration d'hostilité envers ce mouvement si fier de sa popularité, à l'occasion de la grand-messe prévue fin octobre. Ils ont mis du temps à se trouver, et les premiers contacts, entre des personnes et des groupes qui, souvent, ne se connaissaient pas avant cette intervention commune, ne furent pas toujours d'une grande clarté. Les réunions des semaines précédentes, à Grenoble et à Paris notamment, n'avaient pas été très concluantes. On arrivait rarement à comprendre qui voulait participer et sur quelle base exactement.

Deux textes d'un antispéciste gratiné, Yves Bonnardel, contribuèrent notamment à semer la confusion et le découragement. Il était même question que l'un d'entre eux, intitulé « *En finir avec l'idée de nature* », figurât dans la brochure *Objecteurs de conScience face aux états généraux de la recherche*, qui devait exprimer l'opposition à « Sauvons la recherche ! »[4]...
L'introduction à la version finale d'Objecteurs de conScience met en avant la « *diversité d'analyse, [...] qui est une richesse face à la pensée pauvre que nous combattons.* » Certes. La mise à l'écart du texte de Bonnardel est tout de même une illustration des limites qu'il faut savoir poser à cette diversité. Précisons bien qu'il ne s'agit pas de chercher à tout prix à être copains comme cochons, ni de fixer collectivement et une fois pour toute telle grille d'analyse ou tel mode d'action. Au contraire, il faut assumer et clarifier les différences (et les convergences) de points de vue tant qu'on le peut, même s'il reste des zones d'ombre, sans quoi on ne fait que singer une alliance qui n'existe que dans les intentions, et qui finalement se trouve confrontée à des obstacles insurmontables parce que niés. C'est un caractère de notre époque que de rechercher à tout prix un faux consensus (où toutes les opinions se valent, c'est-à-dire qu'elles ne méritent pas d'être discutées) et de refouler les difficultés de la pensée et de l'action collectives. Celles-ci ont un coût : des discussions longues, souvent laborieuses, puisque nous sommes déshabitués à communiquer nos idées directement. Faire semblant d'oublier ces difficultés, c'est s'exposer à la stupeur et à la paralysie, au moment où elles apparaissent. C'est aussi se priver de l'apprentissage qui permet de les résoudre, pour pouvoir alors agir vite et avec un minimum de pertinence.

Certains des auteurs de cette brochure ont tout de même décidé de se rendre à Grenoble, en pariant au mieux sur la possibilité d'une contestation qui puisse produire du sens. Nous avons formulé clairement nos motivations en rédigeant deux textes complémentaires, le tract « États généraux de la servitude » et un huit-pages plus détaillé, *Totem et Tabous*, qui relie explicitement le mouvement des chercheurs aux autres mouvements citoyens, en s'efforçant d'en démolir les idoles et d'en soulever les non-dits. Nous sommes partis avec cette littérature, et la certitude que le moment le plus important de la semaine serait la plénière des états généraux, le jeudi et le vendredi.

La Coordination nationale de répression du scientisme

La perturbation des états généraux s'est déroulée en plusieurs temps : l'intervention au colloque « Regards sur les technosciences » sur le campus de Grenoble le mercredi matin ; « l'accueil » des participants aux Assises à la gare, l'après-midi du même jour ; le sabotage des Assises le jeudi matin ; la présence au débat « Quelles relations entre les chercheurs scientifiques et la société ? », organisé par les Verts, la fondation Sciences citoyennes et la FSU, le jeudi en fin d'après-midi ; et enfin « l'attaque chinoise », à la sortie du cocktail offert par la ville aux chercheurs, le jeudi soir.
Mardi et mercredi soir, la question du mode d'intervention aux états généraux a été discutée. Le tract « États généraux de la servitude » fut accepté à l'unanimité. Il fut également décidé du moment de la distribution du tract. Tout le monde étant d'accord pour intervenir le jeudi matin, afin de marquer les deux jours de « débats », deux options étaient envisageables : avant ou après la pause petit déjeuner de 10 heures.
C'est la deuxième option qui fut retenue, pour deux raisons. La première est que le ministre de la Domestication nationale, M. Fion, et le secrétaire d'État à la Recherchindustrie, M. DaubeAir, intervenaient auparavant, précédés du maire et du préfet. Il fallait s'attendre, jusqu'à 10 heures, à un important dispositif de sécurité, avec le risque de se faire expulser en trente secondes, montre à cristaux liquides en main. D'autre part, la rumeur courait qu'une contestation citoyenne et syndicaliste des ministres était en préparation. Il fallait éviter d'être confondus avec elle, pour bien montrer que c'étaient avant tout les chercheurs que nous voulions mettre en cause ce jour-là. Nous avons donc dû prendre notre mal en patience, et nous donner la peine d'écouter les odes étatiques à la technoscience, nous contentant de quelques salves d'applaudissement ironiques lors des passages les plus guerriers (sur la nécessité de repousser les assauts chinois et indien, notamment).
C'est donc après la pause petit déjeuner que nous nous apprêtâmes à intervenir. Doublement écœurés – par les discours à vomir debout des fonctionnaires du désastre et par le petit déjeuner en question, à base de viennoiseries à la graisse hydrogénée et de jus d'orange déconcentré –, les contestataires étaient dispersés aux quatre coins de la salle. Les chercheurs, qui se croyaient enfin seuls après

le départ des ministres, semblaient galvanisés (effet café lyophilisé ou vrai corporatisme ?), et fermement décidés à s'autocongratuler.
À la reprise, c'est aux cris de « *allez Henri !*» que Henri Audier monta sur le podium. Las, les chercheurs eurent à peine le temps d'applaudir les premières réparties de « papy stal ». Le discours de l'auguste syndicaliste fut interrompu à peine commencé, au beau milieu d'un éloge lyrique de l'État gaullien et de ses exploits scientifiques (le CEA, l'Inra, etc.). Nostalgie, quand tu nous tiens… Notre slogan « Ordre… Progrès… Croissance… Rentabilité », et la distribution du tract qui s'ensuivit, interrompirent pour de bon le déroulement du grand show rôdé à l'avance, sur fond de tissu bleu et d'arbres en plastique pour la télé, avec gestes appris dans les agences de communication politique et murmures de désapprobation polie dans la salle.
Alain Trautmann, chef de file de « Sauvons la recherche ! », bafoué dans son honneur d'arriviste à la petite semaine, surgit de derrière son ordinateur portable et bondit vers la tribune. Pendant ce temps, les tracts volaient, les agitateurs donnaient dans le sifflet et la boule puante, les chercheurs oubliaient un court instant leur rationalisme bienveillant et semblaient investis d'une fureur intolérante. Certains allèrent jusqu'à mettre en pièces les textes gracieusement distribués. Puis, ils firent corps dans une fureur mystique et crièrent à l'unisson : « *De-hors ! De-hors !* »

Conformément au principe de la division du travail, les créateurs de concepts restèrent bien engoncés dans leurs sièges, tandis que les services de sécurité d'Alpes Congrès et de la CGT se chargeaient de nous mettre à la porte. Les agents de sécurité privés, très professionnels et dépourvus de toute animosité, faisaient preuve d'une douceur quasi-angélique, alors que, de leur côté, les gros bras de la « cégette » voulaient manifestement en découdre. Irréductibles staliniens, qui ne se font pas prier pour retourner aux bonnes vieilles méthodes. Nous fûmes ainsi évacués sans trop de dégâts, tous sauf trois. Un de ceux-là fut traîné de force à la tribune et, sommé par Trautmann de s'y exprimer, il lut donc le tract. Montrant les qualités attendues d'un leader national-démocratique, Trautmann exposa à son tour son désaccord à notre ami : il l'insulta à l'oreille pendant qu'il parlait. Puis les trois personnes restantes quittèrent la scène bleu schtroumpf ; le spectacle pouvait reprendre. Il ne nous restait plus qu'à méditer sur les interpellations des chercheurs, piqués au vif : «*Vous tuez des arbres !* » (à propos des tracts) ; « *Fascistes !* » (classique ; LE tube citoyenniste) ; « *Allez voter Bush !* » (c'était une semaine avant sa réélection) ; « *Donne-moi tes lunettes ! Tu les dois à la science* », etc.

États généraux de la servitude

Irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique

Toute l'audace du mouvement citoyen des chercheurs aura été de demander que tout continue.
Tout le courage des chercheurs n'aura finalement consisté qu'à demander la prorogation d'un statut protecteur.
Il leur a suffi d'invoquer l'État et le service public pour que s'évanouisse la moindre velléité critique.
Ils ont identifié leurs intérêts à ceux de l'État.
Leur aveuglement volontaire sert à occulter les résultats visibles de leurs actes.

Ils ont tout fait pour éviter de faire un bilan de leur activité.
Ils n'ont jamais parlé de la ruine de l'environnement et de ses effets pathogènes sur la vie.
Ils n'ont jamais mentionné l'artificialisation de la vie, fatalement devenue le centre du métier de chercheur.
Ils ont masqué le rôle de leurs découvertes dans le développement du contrôle social.

L'ampleur de la domestication est telle qu'ils ont pu présenter cette image pacifiée sans anicroche.
Ils sont pourtant à la pointe du projet de domination totalitaire de l'économie sur la vie.
À rebours des États généraux de 1789, ils ont demandé le maintien d'une organisation semi-féodale.

Leur refus d'aborder les sujets en suspens montre qu'ils ont choisi leur camp : celui de l'État et de l'industrie. En serviteurs loyaux, ils s'emploient à renforcer la domination et notre dépendance à son égard.

Nous pensons que la *recherche* de la liberté et de l'autonomie est la seule qui soit digne de ce nom.

Nous crachons sur cette kermesse consensuelle qui prépare une nouvelle étape dans la soumission.

Grenoble, octobre 2004

Coordination Nationale de Répression du Scientisme

C/o ACNM, (Association contre le nucléaire et son monde)
B.P. 178, 75967 Paris, Cedex 20

L'intervention aux états généraux s'est révélée la plus importante. La veille, au colloque « *Regards sur les technosciences* » des tracts visant la contribution de la philosophie universitaire à l'acceptation du désastre furent distribués mais ce colloque n'était pas directement associé aux Assises : il avait été organisé indépendamment des états généraux. Quant aux mises en scène à la gare lors de l'arrivée des chercheurs, elles n'ont provoqué qu'un malaise contenu. En effet, aucun d'entre eux n'a semblé choqué à la vue d'un jeune homme en blouse blanche affalé contre un mur, avec un bout de carton demandant « un euro pour le nucléaire ». Aucun n'est sorti de ses gonds en se voyant reniflé par un étudiant en blouse blanche et à quatre pattes, tenu en laisse par un patron à cigare qui l'encourageait : « *Cherche ! Cherche !* »
La rencontre sur le thème « Quelles relations entre les chercheurs scientifiques et la société ? », organisée par les Verts, la fondation Sciences Citoyennes et la FSU, le jeudi soir, avait peu de portée. Très peu de monde y participait, à tel point que nous (vingt-cinq personnes) étions majoritaires dans la salle. Cette configuration imprévue provoqua un changement de stratégie : des textes, des cartes et des brochures furent bien distribués aux participants, mais nous ne prîmes pas la parole (devait être lu un réquisitoire contre l'action politique des Verts dans la région). L'ambiance était un peu tendue, car les personnes présentes nous avaient reconnus et semblaient redouter un autre esclandre, après celui de la matinée. Le modérateur, non sans appréhension, inaugura la réunion d'un « *Bonsoir, merci d'être venus si nombreux…* », moment que nous choisîmes pour quitter brusquement la salle, ce qui laissa aux présents une grande impression de vide : « *Ah, vous n'avez plus rien à dire ?* »
Enfin, le jeudi soir, une échauffourée a eu lieu à la sortie du cocktail offert par la mairie. Celle-ci fut brêve et les circonstances qui l'entourent restent obscures. Le traité suivant est la seule pièce qui permette d'éclairer un tant soit peu cet ultime épisode :

Traité de l'attaque chinoise™
Prendre une bouteille de sauce piquante rouge, de celles que l'on schproute-schproute sur les raviolis à la vapeur micro-ondés. La remplir selon les proportions suivantes : 1/5e de sauce, 4/5e d'eau des canalisations. Projeter le liquide en décrivant un arc de cercle. Pour cela, plier le bras en tenant la bouteille derrière la tête, puis déplier brusquement jusqu'à extension complète du coude, en s'arrêtant à mi-hauteur, en direction du fonctionnaire du désastre. Pour décupler la violence de l'attaque, l'accompagner de quolibets (« *crevure scientiste* » marche assez bien).

À Grenoble, des postures variées à l'égard des « chercheurs en colère » ont été adoptées : ils ont été tournés en ridicule (à la gare), nous avons craché dans leur soupe sacrée (aux Assises nationales), ils ont été provoqués (l'attaque chinoise), nous les avons humiliés (à la rencontre organisée par les Verts, la fondation Sciences citoyennes et la FSU). Avec tout cela, beaucoup font encore comme s'ils n'avaient pas bien compris.

Épilogue

Il paraît que des « rigolos » ont effectivement un peu perturbé les états généraux. Mais ils auraient été incapables d'exprimer leur point de vue distinctement, comme on leur en donnait démocratiquement l'occasion. Fendons-nous donc d'une ultime mise au point. Il n'était nullement question de discuter avec les participants de cette bouffonnerie iséroise, notre tract et notre mode d'intervention ne laissaient aucune équivoque à ce sujet. Mais le chercheur d'État, après une longue carrière faite de petites humiliations, d'hypocrisies et de fourberies, a fini par intégrer la haine et le mépris comme mode de relation normal entre les individus. Quand on lui balance un tract à la figure où il est dit qu'on lui crache dessus, il pense tout naturellement qu'on est venu pour ouvrir le dialogue.
Nous étions venus dénoncer l'aspect mystificateur de ce que nous pensons de manière catégorique être une « manœuvre d'État déguisée en mouvement social », ce qui signifie que, depuis la pétition de mars jusqu'aux états généraux d'octobre, rien n'a été dit et rien n'a été fait qui s'opposât à la logique bureaucratique et à la surenchère technologique. Sur ce point, notre message a été on ne peut plus clair. Les états généraux de 2004 n'ont rien été d'autre qu'une négociation autour d'un objectif commun à tous les acteurs : la modernisation du travail de chercheur. Que l'évaluation, la concurrence internationale et la concentration des laboratoires aient été parmi les questions les plus discutées ne trompe pas. Plus généralement, l'attitude adoptée par les chercheurs, qui, tout en étant de gauche, se sont montrés incapables de faire simplement semblant de formuler un discours critique, recoupe peut-être une évolution globale du parti progressiste, qui se raidit lors des «mouvements», contraint qu'il est de défendre à tout prix l'État et la croissance économique.

Illustration de cette tendance, le texte pathétique intitulé *Les Oubliés de la recherche* [5] (*Libération* du 17 novembre 2004), qui ne dit rien sur la place de la science dans nos sociétés modernes, mais qui en revanche fait le constat d'une « *recherche publique massacrée par plus d'une dizaine d'années de budgets catastrophiques et d'incurie gouvernementale* », menace : « *Quel que soit l'avenir du texte final des états généraux, une question plus grave encore est de savoir combien de temps la recherche en particulier, mais plus généralement l'ensemble de notre société, pourra survivre en perpétuant une précarité d'une telle ampleur* », et prend des pauses guerrières pour annoncer : « *L'histoire a montré que, souvent, lorsque les jeunes générations n'ont plus rien à perdre, un climat de chahut insurrectionnel* (sic) *s'installe* ».

On ne s'étonnera pas complètement qu'une opposition sociale au progrès technologique ne vienne pas de la part de ceux qui ont participé activement à ce progrès-là. Par contre, l'incapacité des chercheurs à produire une minorité qui porte un discours critique influent est le signe indéfectible d'un milieu décadent. On peut mesurer cette décadence à la crétinerie hallucinée de son leader, le vieux Beaulieu, dont les paroles suivantes (les remerciements après son discours solennel à l'Académie) donnent un minuscule aperçu :

> « J'ai recueilli avec profit les opinions et les travaux de Henri Atlan, Élisabeth et Robert Badinter, Jean Bernard, Tony Blair, Jean-Pierre Dupuy, Francis Fukuyama, Philippe Kourilsky, Dominique Lecourt, Dominique Meyer, Max Perutz, Ernest-Antoine Seillière, Guy Sorman, Alain Toffler. »

Ce que nous attendons aujourd'hui des chercheurs, c'est qu'ils se mettent pour une durée indéterminée en congés maladie, qu'ils restent couchés chez eux, qu'ils s'efforcent, allongés dans leur lit, de penser à la mort, qu'ils lisent un peu de poésie. Qu'ils réfléchissent par exemple pendant quelques heures à cette sentence de Rimbaud : « "Rien n'est vanité ; à la science, et en avant !", *s'écrie l'Ecclésiaste moderne, c'est-à-dire* Tout le monde. »

Ensuite, ils pourront essayer de nous répondre, de justifier leur activité et leur contribution au monde actuel. Notons d'ores et déjà que la plupart des personnes qui ressemblent plus ou moins à des chercheurs et avec lesquelles nous avons l'occasion de discuter ont le plus grand mal à tenir la position d'avocat du diable. Les éventuelles réactions d'indignation devant la « violence » et le « caractère » déplacé de nos accusations font très vite place, dès qu'il est possible d'échanger des arguments, à un acquiescement gêné et angoissé : « *Mais alors, ce que vous voulez c'est qu'on arrête de travailler ?* ». Éclair de lucidité, souvent suivi d'un retour rapide à la déraison : « *Vous avez sans doute raison. Mais il est déjà trop tard.* »

Quelques membres de la
Coordination Nationale de Répression du Scientisme,
Hiver 2004-2005

1. Cf. infra, « La lucidité intéressée de Christophe Bonneuil ».
2. « Croire que l'on peut limiter la recherche à quelques axes prioritaires pour la société, c'est entrer dans une logique de sous-développement… Les retombées utiles et rentables viennent certes de la recherche appliquée, mais celle-ci ne peut exister qu'en utilisant les nouveaux outils et les concepts inventés par la recherche fondamentale et comme l'objectif de cette dernière est le développement des connaissances, indépendamment de toute rentabilité escomptée, elle ne peut être soutenue, pour l'essentiel, que par des financements publics.» Extrait de la pétition «Sauvons la recherche!» Imparable ! Certains ne doutent vraiment de rien…
3. L'histoire de l'industrialisation de la ville sous ces aspects géographiques, politiques, urbanistiques, etc. est étudiée par la carte dressée à l'occasion des états généraux par l'Université Tangente.
4. Voici un extrait de l'autre texte de ce Bonnardel, qui donne une idée de la confusion de sa pensée :
« […] une des conséquences intéressantes des biotechnologies serait d'ailleurs la disparition de la frontière d'espèce, qui reste aujourd'hui encore vécue comme un fossé qui séparerait des êtres d'essence différente. Cette conception naturaliste de l'espèce censée représenter l'essence des individus animaux, qui n'est pas plus soutenable que la notion naturaliste de race, aura de moins en moins de sens du fait des biotechnologies, lorsque des animaux vivront avec des organes provenant d'autres espèces, mangeront des chairs issues notamment de gènes «humains» (d'origine humaine) recombinés, etc. Lorsque les humains eux aussi se feront greffer des cœurs de cochon ou de singe, etc. Cela me semble une conséquence positive probable, en ce qu'elle sapera le plus profondément ancré des fondements idéologiques du spécisme, mais cette raison ne suffit pas à avaliser le sort réservé aux animaux victimes, ni non plus de prendre le risque de catastrophes de grande ampleur. »
5. Disponible sur www.libertaire.free.fr, « site consacré à l'idée libertaire ». Parmi les premiers signataires du texte : Chercheurs précaires, Collectif des jeunes chercheurs contre la précarité (JCCP), Collectif des non-titulaires de l'Education nationale, Sud Étudiant.

[Tiré de Coordination Nationale de Répression du Scientisme, *Etats généraux de la servitude*, hiver 2004-2005, 40 p.]

Nouvelles de la guerre sociale

• 2 juin, Grigny
(presse) : Dans la nuit de vendredi à samedi 3 juin, une trentaine de jeunes, visages masqués, ont jeté des pierres et des cocktails molotov en direction de policiers dans le quartier de la Grande-Borne à Grigny (Essonne). Deux véhicules des policiers, qui ont répliqué à coups de flash-balls ont été dégradés. Un bus a également eu une vitre brisée. Il n'y a pas eu d'interpellations et les brefs affrontements n'ont pas faits de blessés.

• 30-31 mai, Montfermeil/Clichy-sous-Bois
(presse) : Plusieurs opérations de police se sont déroulées lundi dans le quartier des Bosquets de Montfermeil. Lors d'une perquisition conduite en fin d'après midi par le commissariat de Gagny au domicile d'un jeune homme de la cité, les policiers ont dû appeler des renforts. En quittant l'appartement, ils se sont trouvés face à une trentaine de personnes et de premiers affrontements ont eu lieu.
Les incidents ont ensuite repris dans la soirée, vers 22 h 30, à Montfermeil et à Clichy, commune limitrophe, d'où étaient parties les émeutes urbaines du mois de novembre 2005.
Selon la police, quelque 150 jeunes ont érigé des barricades dans le quartier voisin du Chêne-Pointu et ont incendié des containers et des voitures. Cagoulés, armés de battes de base-ball, ils ont affronté les forces de l'ordre durant quatre heures. Quelque 250 policiers ont été mobilisés, qui ont répliqué par plus de 70 tirs de flash-ball. L'hôtel de ville de Montfermeil a été visé, l'entrée vitrée du bâtiment étant brisée. Deux cocktails Molotov ont été lancés vers les fenêtres de la mairie, et un bâtiment municipal situé à proximité a été partiellement endommagé par un incendie. Le calme est revenu aux alentours de 2h30, mardi. Selon la préfecture, sept policiers ont été blessés.
Le maire (UMP) de Montfermeil, Xavier Lemoine, précise qu'une partie des émeutiers se sont rendus devant son domicile, situé dans le quartier pavillonnaire bordant la cité des Bosquets. "*Une centaine de jeunes cagoulés ont caillassé mon domicile en hurlant "le maire fils de pute"*, a affirmé, mardi, M. Lemoine. *Les affrontements ont eu lieu à 50 mètres de mon domicile*."

Seconde nuit d'émeute
La violence ne s'est pas apaisée dans la nuit de mardi à mercredi. Lors d'accrochages qui ont duré jusqu'à 2 h 30, treize voitures ont été incendiées à Montfermeil et à Clichy-sous-Bois. Dans le quartier des Bosquets, une voiture de patrouille a été prise en embuscade au pied de la tour Utrillo avant d'être incendiée. Deux policiers, affectés au commissariat de Gagny, ont été blessés par des projectiles quand ils en sont sortis. Un troisième, dont l'uniforme a pris feu, a été hospitalisé pour de graves brûlures à une jambe. Dans le même temps, quatre autres policiers, dont deux CRS, ont été touchés par des pierres.
Treize personnes ont été interpellées, trois placées en garde à vue. Vendredi 2 juin devant le tribunal de Bobigny, Amadou, 20 ans et casier vierge, se prend 30 mois de prison, dont 15 avec sursis, accusé d'avoir voulu écraser un flic avec sa fourgonnette. Mounir, 26 ans, se prend 4 mois ferme, accusé d'avoir jeté une pierre. Quant à Muhittin, 18 ans, un des deux rescapés du transformateur de Clichy le 27 octobre 2005, il sera convoqué en août, accusé d'avoir dégradé une voiture de police.

• 28 mai, Vaulx-en-Velin
(presse) : Des incidents opposant vendredi soir des jeunes aux forces de l'ordre ont fait sept blessés légers chez les policiers. Les policiers, intervenant pour appréhender deux motards, ont été pris à partie par un groupe d'une cinquantaine de jeunes. Trois d'entre eux ont été légèrement blessés par des jets de pierre et quatre CRS ont reçu des plombs tirés par des armes à feu.
Au cours des affrontements, qui se déroulaient dans un quartier sensible de Vaulx-en-Velin (banlieue de Lyon), les policiers ont du faire usage de leur arme de service à une reprise pour abattre un chien avec lequel son maître menaçait les policiers, a déclaré le commissaire divisionnaire du secteur Est de Lyon. Les deux voleurs à moto, ont profité des incidents pour s'enfuir. Les policiers ont procédé à deux interpellations.
Un peu plus tard, une compagnie de CRS a été déployée dans le quartier et celle-ci a été prise pour cible par un tireur. Durant ces échauffourées qui ont duré plusieurs heures, trois voitures ont été brûlées alors que l'éclairage public du quartier était en panne.



Montfermeil, 31 mai

• 12 mai, Montbéliard
(presse) : Deux engins incendiaires de fabrication artisanale ont provoqué un incendie qui a entièrement détruit l'un des bureaux du tribunal d'instance, hier matin à Montbéliard.
Peu après 7 h, hier matin, une employée qui venait prendre son service à la cité judiciaire de Montbéliard dans le quartier de la Petite-Hollande, a remarqué un fort dégagement de fumée en provenance du bureau du service des injonctions à payer, qui fait partie du tribunal d'instance situé au rez-de-chaussée, à l'arrière du bâtiment. Le sinistre a entièrement détruit la petite pièce. Les dégâts mobiliers sont importants mais la plupart des dossiers, qui étaient rangés dans des armoires métalliques ont été épargnés. Le feu a été provoqué par le jet de deux cocktails Molotov lancés à travers une fenêtre dont le vitrage renforcé a été brisé au moyen d'un premier projectile.

• 10 mai, Paris
(presse) : Ce week-end, une nouvelle permanence politique a été dégradée à Paris. La cinquième en un peu plus d'un mois. La vitrine de la permanence PS du 2e arrondissement a subi une dizaine d'impacts, dans la nuit de dimanche à lundi. A la mi-avril, c'est la permanence socialiste du 3e qui avait été visée à deux reprises. Un peu plus tôt, ce sont les locaux de l'UMP des 9e et 11e arrondissements qui avaient également été la cible de casseurs. On était à l'époque en pleines manifs anti-CPE. Les manifestations ont cessé, mais les dégradations se poursuivent.

• 3 mai, Pierrefitte
(presse) : Une voiture volée a été lancée contre le portail du collège Pablo Neruda de Pierrefitte (Seine-Saint-Denis) puis brûlée mardi soir par des individus qui ont aussi jeté des cocktails Molotov dans l'établissement, a-t-on appris mercredi de source policière. Aucune interpellation n'a pu être effectuée. Des cocktails Molotov avaient déjà été lancés en pleine nuit contre le collège, il y a une semaine, selon la police.

• 2 mai, Nevers
(presse) : Peu après 2 heures dans la nuit de samedi à dimanche, quinze à vingt jeunes de la cité des Grandes-Pâtures à Nevers s'étaient vu refuser l'entrée de la discothèque de Garchizy (Nièvre). S'est alors ensuivie une violente rixe avec les agents de sécurité, au cours de laquelle plusieurs jeunes du groupe s'en sont pris aux murs de la discothèque avec des barres de fer et une masse. Un des trois employés de l'établissement a tiré sur le groupe, blessant trois jeunes d'origine turque. Le jeune homme atteint à la tête par les plombs de la décharge a subi une intervention chirurgicale. Son pronostic vital est réservé. Ses deux camarades n'ont été que légèrement blessés.
De nouveaux affrontements se sont produits dans la nuit de lundi à mardi, dans les quartiers de la Grande-Pâture et des Courlis, à Nevers, ont indiqué la préfecture et les pompiers. Un garage automobile a été fortement endommagé par des cocktails molotov, et une pharmacie,

une agence d'EDF, un centre social, la cuisine centrale de Nevers ainsi qu'un office HLM ont été touchés par des feux. Huit voitures et une camionnette ont été incendiées, ainsi qu'une vingtaine de poubelles. Les pompiers et les forces de l'ordre ont essuyé des jets de pierre. Il n'y a pas eu de blessé. Trois personnes ont été interpellées et placées en garde à vue.

• 2 mai, Strasbourg
(presse) : Un commissariat de police de Lingolsheim (Bas-Rhin), dans la banlieue de Strasbourg, a été ravagé par un incendie d'origine criminelle dans la nuit de lundi à mardi, apprend-on auprès de la préfecture.
Le sinistre n'a pas fait de victime, le bureau de police n'étant occupé qu'en cours de journée. Le ou les incendiaires ont découpé la grille d'une lucarne et brisé une vitre pour lancer un cocktail Molotov dans les toilettes du bâtiment. Les faits ont eu lieu vers 23h00.

• 3 avril, Paris
(indymedia) : L'ANPE Javelot-Tolbiac, sur la dalle des Olympiades dans le 13e, en face de la fac de tolbiac, jouxtant les locaux de Paris VII, a brûlé dans la nuit de dimanche à lundi. Ça c'est passé vers 4h du matin, d'après les ouvriers qui avaient du mal à se mettre au déblayage des détritus qui jonchaient le sol.

• 30 mars, Montreuil
(indymedia) : Dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mars, l'ANPE située rue de Beaune à Montreuil (Seine-Saint-Denis) a été incendiée. Selon un journal local paru le lendemain, les dégâts sont importants, deux salles ont été entièrement détruites et il faudra quatre semaines à l'agence pour retrouver un fonctionnement normal.

• 26 mars, Lavaur
(*La dépêche du Tarn*) : Hier soir la cité Jacquemart était en fête. Le carnaval de Lavaur battait son plein quand soudain tout a dérapé. Prémonition : un autocar du défilé affichait clairement la couleur : "*prochain arrêt : prison pour enfants*". Vers 20 heures, une centaine de personnes ont furtivement quitté le défilé pour se diriger vers le futur établissement. Arrivés sur place ils ont, à coups de pierres et de tout ce qui se trouvait à portée de leurs mains, brisé des vitres, saccagé les bâtiments préfabriqués occasionnant des dégâts importants. Un engin de chantier a également été mis à mal alors que les véhicules de la gendarmerie et de la police municipale ont été taggés. Dès que les faits ont été connus, d'importants renforts de police et de gendarmerie ont été dépêchés sur place.
L'opération coup de poing accomplie, les "carnavaliers" se sont évaporés dans la foule. Il n'y a pas eu d'interpellation.

• 3 mars, Nantes
(indymedia) : « Dans la nuit du 2 au 3 mars, les locaux de la direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) a Nantes, situés rue de Courson, ont été multiplement cadenassés, fermés et repeints de slogans. Cette action vise à rappeler la participation active de cette administration au fonctionnement des futurs Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs, notamment à Orvault et plus généralement à démasquer les différents acteurs de l'enfermement.
Les oies sauvages »

• 1er mars, St Herblain
(presse) : Une des antennes de l'ANPE de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) a subi d'importantes dégradations dans la nuit de mardi à mercredi, a-t-on appris de source judiciaire. Deux vitres de l'agence ont été violemment enfoncées sans que le ou les auteurs réussissent à les briser. Quatre cocktails Molotov ont ensuite été jetés sur ces vitres, a expliqué mercredi Stephan Autin, le procureur de Nantes. Le feu n'a pas réussi à pénétrer à l'intérieur de l'agence. C'est la sixième antenne de l'ANPE qui est touchée par des incendies depuis novembre 2005. Cinq ont entièrement brûlé.



Paris, 24 avril

Chronologie des actions menées contre Minatec et son monde

Cette recension peut vous donner une petit idée de ce qui s'est passé sur place. Les mass média ont à peine évoqué l'inauguration foirée de Minatec à Grenoble.
Sur ces quelques jours qui ont rassemblé plusieurs centaines de personnes de toute la France et d'ailleurs, on ne compte pas les très nombreux tags et graffitis ont été effectués en ville, ainsi que de nombreux collages d'affiches. Plusieurs chercheurs, industriels et autres décideurs ont été «attaqués» par des jets d'oeufs ou autres produits alimentaires ou ménagers peu agréables (huile, eau de javel, etc.). Plusieurs panneaux de l'autoroute A48 ont été saccagés ou détournés (et des tags effectués) entre Bourgoin-Jallieu et Grenoble.

Lundi 29 mai

Action au musée de Grenoble / pot d'accueil (une soixantaine de personnes s'invitent au musée, prenant de vitesse les vigiles ; des graffitis hostiles à Minatec sont inscrits sur des murs du musée). Des chercheurs sont «désorientés», envoyés loin du musée de Grenoble, d'autres sont canardés d'oeufs lors de leur arrivée.

Mardi 30 mai

Occupation du Conseil Général de l'Isère (pendant plus d'une heure, une soixantaine de personnes occupent le Conseil Général et y investissent bureaux et photocopieuses). Quelques infokiosques mobiles déambulent en ville. Le gala Minatec au chateau de Saint-Jean-de-Chépy est retardé (un car rempli de chercheurs et autres collabos de Minatec est bloqué un moment sur la route par une barricade enflammée ; les pompiers doivent intervenir...). Autoréduction dans un hôtel Mercure (nourriture et boissons sont subtilisées par un groupe de personnes).

Mercredi 31 mai

Une soixantaine de personnes réussissent à l'étonnement de tou-te-s et d'eux-elles-mêmes en premier à investir les locaux de Minatec. Illes perturbent la conférence qui y a lieu, celle-ci est terminée en toute hâte. Des ordinateurs prennent l'eau et des chercheurs, investisseurs, industriels, politiciens reçoivent une bonne trentaine d'oeufs. Des brochures publicitaires de Minatec sont déchirées. Dès lors, la police est postée nuit et jour devant Minatec.

Nuit du 31 au 1er juin

Un énorme «CEA, basta !» est peint sur les hauteurs de la Bastille.

Jeudi 1er juin

Le matin, saccage et casse d'ordinateurs chez Eolas («Société de conseil et d'ingénierie, spécialiste de l'Internet»), 8 rue Voltaire à Grenoble. Les voisins du 6 (webzine consacré aux RFID) sont épargnés... Manif contre Minatec et son monde (banderole de tête «Fermez Minatec»). Des distributeurs de billets couverts de peinture et/ou cassés, des panneaux de pubs cassés, deux agences bancaires (BNP-Paribas au début du cours Berriat et une autre place Doyen Gosse) ont leurs vitrines cassées. Quelques flics en civil sont virés de la manif. Les flics chargent en plusieurs endroits, notamment avenue Alsace-Lorraine ou une barricade est érigée, des voitures esquintées. Plus tard, place Saint-Bruno, une manifestante (Clémentine) a un bout de la joue arrachée par un éclat de grenade à fragmentations. Elle passera en procès le 10 janvier 2007.

Nuit du 1er au 2 juin

Un commissariat de quartier au centre-ville a sa vitrine brisée, avec une spéciale dédicace à Clémentine. L'agence du fabricant de systèmes de fixation (par RFID ou nanocomposites) pour l'automobile A.Raymond est recouverte de peinture rouge et d'un tag contre l'industrie cybernétique. Une agence d'interim a sa vitrine brisée. La vitrine de M6-Grenoble est brisée. Autour de la mairie de Grenoble, des voitures de fonction de la ville de Grenoble sont brûlées (d'après le *Dauphiné Libéré*, plusieurs n'ont pas pris feu).

Vendredi 2 juin

Etat de siège dans Grenoble : les flics sont partout dans la ville et contrôlent sans arrêt tout groupe de plus de trois personnes avec un sac à dos. Un large périmètre autour de Minatec est bloqué par des barrières anti-émeutes en plexiglas et des cordons de flics.

Trois armoires électriques sont sabotées sur la ligne SNCF Grenoble-Chambéry, provoquant de nombreux retards. Vers 7h30, expulsion (par environ 200 flics) du campement anti-Minatec installé sur le campus universitaire. Vers 8h30, deux personnes qui s'étaient installées sur le toit d'un immeuble faisant face à Minatec sont appréhendées par la police. Leur projet était d'y dérouler une banderole verticale lors de l'inauguration. Pendant toute la matinée, la Bifurk (centre de convergence d'OGN) est cernée par la police, qui multiplie les contrôles d'identité dans tout le quartier. Vers 10h, le trafic des lignes A et B du tramway est perturbé par des manifestant-e-s anti-Minatec. Une demi-douzaine de personnes réussissent discrètement à differ des tracts hostiles aux nanotechnologies juste devant Minatec, pendant l'inauguration.

Dans l'après-midi, perturbation de la conférence de presse des Verts, non loin de Minatec. Perquisition par la police de l'appartement de deux membres d'OGN (qui passent huit heures en garde-à-vue). Samuel et Lucas passent en procès le 14 juin à 14h à Grenoble pour "*participation à un attroupement après les sommations*" et "*refus de prélèvement ADN*".

Nuit du 2 au 3 juin

Le commissariat de Fontaine est tagué : «Pour chaque camarade touché, un commissariat attaqué». Quelques jours plus tard, apparaissent sur la pelouse du parc Mistral, face à la Mairie, deux énormes inscriptions : «Rasons Minatec !» et «Emeute !», avec un A cerclé.

(indymedia, 10 juin 2006)
voir aussi http://ogn.ouvaton.org

Discussion avec Laudelino Iglesias

Question: Qu'est-ce que tu dirais pour te présenter ?

Laudelino : Je m'appelle Laudelino Iglesias, j'ai 44 ans et j'ai passé une grande partie de ma vie en prison, en tout plus de 26 ans, entre les centres de détention pour mineurs et la prison. Je suis tombé la dernière fois en 1980, pour 24 ans et je suis sorti en août 2004. Je suis né dans une famille ouvrière de 10 enfants. Nous n'avions pas d'argent et les aînés ont dû travailler très tôt. Moi, j'ai commencé à 13 ans comme coursier. J'étais très mal payé pour 12 heures de travail par jour. J'ai éprouvé très tôt jusque dans mon corps la pauvreté, la faim, et l'exploitation salariale. Comme ce que je gagnais ne suffisait pas, j'ai commencé les expropriations, de commerces, de bureaux de change etc... A 14 ans, je suis tombé pour la première fois, et on m'a enfermé dans une maison de redressement. Là, je me suis évadé deux fois. A 16 ans, j'ai continué a travailler et à exproprier en même temps. Ca m'a valu 3 courtes peines de prison dont je suis sorti sous caution. En 1980, je suis retombé pour braquage avec homicide et là j'ai pris 22 ans. Selon le code pénal en vigueur à ce moment là[1], j'aurais pu, en faisant preuve de bonne conduite et en travaillant, faire moins de la moitié de cette peine. Mais finalement j'ai payé 24 ans parce que je n'ai pas cessé de lutter pour mes droits et pour la liberté. Du coup, j'ai aussi passé plus de 13 ans en FIES -1 (C.D : Contrôle Direct)[2] , régime d'isolement réservé aux détenus considérés comme dangereux pour leurs tentatives d'évasion ou des violences contre la prison et son personnel.

Q : Justement, est-ce que tu peux nous parler des mouvements et des luttes de prisonniers durant ces années ?

L : Pour commencer, il faut remonter à la situation sociale au moment de la mort de Franco en 1975, au moment où le régime franquiste (régime fasciste national-catholique) a été remplacé par un régime fasciste monarchiste «démocratique». A l'époque, un certain nombre de prisonniers se trouvaient dans les geôles espagnoles pour avoir attaqué directement le régime franquiste : des Basques qui luttaient pour l'indépendance et le socialisme, des communistes et des anarchistes. Quand Franco est mort, de nombreux mouvements pour l'amnistie de ces «prisonniers politiques» se sont développés à l'intérieur comme à l'extérieur, menant des luttes très dures qui ont fait des morts. Cela a débouché sur des négociations et l'Etat a fini par accorder une grâce (en 1975 : 8930 graciéEs) et trois amnisties (une en 1976, 287 personnes et deux en 1977, 2029 personnes) ce qui fait qu'au total, plus de 11 000 de ces dits «prisonniers politiques» sont sortis. En revanche, il restait en 1978 plus de 10 000 prisonniers sociaux qui ont continué à lutter contre des conditions de détention très dures : nourriture dégueulasse, surpopulation, mauvais traitements et tortures. Et surtout, se considérant eux aussi comme des produits du système antérieur, ils réclamaient l'amnistie de tous les prisonniers. Comme ils ne recevaient aucun soutien de l'extérieur, ils se sont organisés à l'intérieur pour mener cette lutte pour l'amnistie totale. Ils ont formé une coordination : la COPEL (coordination des Prisonniers En Lutte) et pendant 3 ans, il y a eu des mutineries et des destructions massives dans pratiquement toutes les prisons. La seule réponse de l'Etat a été la répression. La Guardia Civil et la Police Nationale se sont chargées conjointement de réprimer : tabassages, tortures, assassinats, transferts et mises à l'isolement. Ceux que l'Etat considéraient comme les leaders de la COPEL ont été concentrés dans les deux prisons de sécurité maximales qui existaient alors : Herrera de la Mancha et Puerto de Santa Maria. Là, ils ont subi une dure répression qui a mené à de nombreuses morts et à partir de 1980 la Copel a pratiquement cessé d'exister comme groupe actif, et il n'y a pas eu de mouvement organisé des autres prisonniers. En 1987, alors que nous étions un groupe de détenus en isolement (régime spécial appliqué suite à la nouvelle loi pénitentiaire de 1978), nous avons décidé de protester contre nos conditions de détention et de reprendre les revendications de la COPEL : l'amnistie et le respect des droits fondamentaux des prisonniers prévus dans cette même loi. Nous avons formé l'APRE (Association de Prisonniers en régime Spécial). Comme nous étions en isolement et pour ne pas subir de plein fouet la répression, nous sommes d'abord passés par la voie légale, en faisant sortir des écrits, et par des actions non-violentes comme des grèves de la faim ou de bras ballants (brazos caidos). Après deux ans, voyant que nous n'obtenions rien par ce mouvement qu'un durcissement de nos conditions, nous avons créé un autre groupe qui s'appelait le Gapel (Groupe Armé de Prisonniers en Lutte) et utilisé d'autres formes de lutte. La revendication principale était la liberté et le moyen de l'obtenir, l'évasion. En isolement, la seule manière de s'évader était de séquestrer des matons et de partir avec. Ca a réussi une fois à ma connaissance. Si ça ne marchait pas nous nous retranchions, nous détruisions ce qui était possible autour de nous et nous essayions de négocier la remise des «otages» en échange du respect de nos droits, au moment de la rédition et plus largement. Il y a eu beaucoup de tentatives de ce genre et pour en finir avec ce mouvement, l'Etat a imposé une forte répression. En 1991, une circulaire intérieure de l'Administration Pénitentiaire a mis en place le régime FIES -1. L'Etat avait déjà prévu ce projet, mais il n'y a jamais eu de loi votée là dessus. Il y a eu la conjonction de deux évènements : une mutinerie à la quelle j'ai participé à Valladolid et dans une autre taule, un règlement de compte entre deux prisonniers où l'un a tranché la tête de l'autre. Évidemment ça a fait scandale et les autorités ont profité du relais médiatique et de quelques manifs de familles de prisonniers demandant la sécurité pour leurs enfants pour appliquer immédiatement ce régime FIES-1.

Q : Comment ça s'est passé ?

L : Comme les prisonniers de la Gapel étaient dispersés, ils ont commencé par nous rassembler dans deux prisons : celles de Badajoz et de Séville2. Au début, nous étions environ 250, car ils ont ratissé large. Ensuite, ils en ont remis à l'isolement et à la fin, nous étions une cinquantaine. A peine étions nous arrivés dans ces prisons, qu'ils nous enlevés tout ce que nous avions et nous nous sommes retrouvés en caleçon. Comme nous refusions de porter l'uniforme de taulards - mesure qu'ils auraient ensuite pu généraliser à tous les autres-, nous sommes restés quasiment nus. Ils nous ont mis chacun au mitard avec un matelas par terre, une assiette et une cuillère en plastique, une brosse à dents sans manche et du dentifrice. Au début, nous n'avions pas de promenade, ensuite c'était une heure par jour, seuls. On nous changeait de cellule tous les jours avec des fouilles à corps, et les menottes dans le dos. Nous ne pouvions communiquer, ni avec nos proches ni avec les avocats. Comme nous étions complètement coupés de l'extérieur, nous avons pensé qu'il y avait peut-être eu un coup d'Etat et qu'ils allaient nous fusiller. Pourtant, et malgré les interventions des matons sur-équipés

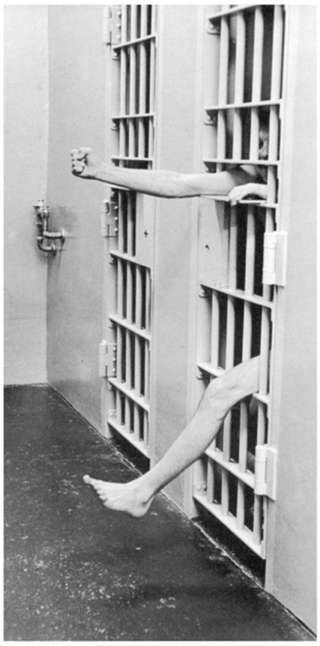
(matériel anti-émeutes, casques, matraques etc.), nous avons continué à les faire chier et à réclamer ce qui nous appartenait (vêtements, radio, correspondance, de quoi écrire...). Au bout de 3 mois, nous avons obtenu de pouvoir correspondre - sous surveillance : 2 lettres par semaine d'une page écrite en gros caractères -, ainsi que des parloirs - un par semaine de 20 mn avec hygiaphone, toujours menottés dans le dos et en présence d'une dizaine de matons avec nos familles et les avocats. A partir de ce moment là, nous avons commencé à dénoncer notre situation à l'extérieur par courrier, en envoyant des requêtes et dénonciations à toutes les institutions judiciaires. Bien sûr, nous n'avons pas reçu de réponses, mais c'était important pour nous que ça sorte. Et puis, ça n'empêchait pas de faire d'autres choses. Quand les modules FIES ont été prêts, en 1993, ils nous ont répartis dans les différentes prisons qui en étaient équipées (6 ou 7 au début). Les transferts étaient continuels de cellule à cellule et très fréquents d'une taule à l'autre. En temps normal, c'est déjà terrible : on dirait des transports d'animaux. Jusqu'à 20 détenus s'entassent dans les fourgons, dans des cellules en fer minuscules : 1m60 de haut, 1m20 de long et environ 65 cm de large, parfois à deux prisonniers par cellule. Il y a juste une petite fenêtre et comme la plupart du temps la porte n'est jamais ouverte, les prisonniers sont obligés de faire leurs besoins sur place. Imagine l'odeur... C'est très humiliant. Pour les détenus FIES-1, c'était encore pire. Nous étions emmenés un par un menottés dans le dos, avec des matons partout et sous forte escorte policière, une voiture devant, une voiture derrière. Après chaque sortie, après les fouilles, nous étions amenés à l'infirmerie pour faire des radios et voir si nous n'avions rien caché à l'intérieur de notre corps. Ca fait une sacrée dose de radiations. Maintenant ils ont arrêté, mais tout est toujours fait pour qu'on ne puisse pas s'évader.

Q : Est-ce que les autres prisonniers étaient au courant de l'existence des FIES et de vos conditions de détention ?

L : Au début, non. Puis, quand les modules ont été officiellement inaugurés, ils sont devenus une menace pour les autres prisonniers : si tu te révoltes, on t'envoie en FIES-1 et de fait il n'y a pas eu de réaction collective.

Q : A quoi ressemble un module FIES ?

L : les modules Fies ont environ 8 cellules chacun, mais il n'y a jamais plus de 4 prisonniers par module afin qu'une cellule vide sépare toujours les cellules occupées. Cela permet à la fois de réduire les possibilités de communiquer et de changer fréquemment les détenus de cellule pour les fouilles. Les modules sont complètement automatisés, les portes sont ouvertes à distance par un gardien dans un box blindé avec des écrans télé. La fenêtre et les portes de la cellule sont surveillées par caméras. Il y a deux portes, la



PAROLES DE FIES

première en fer massif, l'autre à barreaux. La fenêtre a aussi des barreaux de sécurité, en acier renforcé. Tous les couloirs, minuscules, du module sont surveillés par caméras et équipés de détecteurs de métaux. Les cours de promenades sont en béton, elles font environ 8 m² et sont complètement vides (pas de bancs, pas de toilettes). Les murs, hauts de plus de 3 mètres, sont surmontés de deux rouleaux de barbelés à piques. Le dessus est recouvert par une rangée de barreaux et un rouleau de grillage Il y a trois cours dans chaque module, comme ça tu ne sais jamais dans quelle cour tu vas aller, ni à quelle heure ou éventuellement avec qui. La cour est aussi surveillée par des caméras et les matons communiquent par des micro. Dans les cellules, les «interphones» leur permettent aussi d'écouter les bruits «suspects». Il est interdit de parler aux autres détenus et quand ils se rendent compte d'une communication, ils balancent du gaz lacrymo à l'intérieur, mais bon, on continue. On va pas rester sans parler quand même. Les FIES-1 sont des modules de sécurité maximale, à l'intérieur des prisons de sécurité maximale. Ils sont conçus, non seulement pour te placer à l'isolement, mais surtout contre les évasions. Une autre façon d'éviter les tentatives, c'est de mettre dans le même module des prisonniers dont on pense qu'ils sont incompatibles. C'est à ça que servent les études de comportements. Les matons arrivent aussi souvent à diviser et à monter les prisonniers les uns contre les autres.

Q : Ce que tu racontes, c'est ce qui se passe aussi en régime normal dans les taules, comme partout d'ailleurs. Ce qui me parait étrange, c'est que ça marche avec des gens qui sont là, justement parce qu'ils se sont affrontés aux matons et qui connaissent leur manière de faire.

L : Ils vont très loin. Avant les FIES, il y a eu l'histoire du GAL carcéral. Les GAL (Groupes Antiterroristes de Libération) étaient formés de groupes de la guardia civil, de la police nationale, de militaires et de mercenaires d'extrême-droite recrutés pour l'occasion. Leur mission consistait à se débarrasser physiquement personnes impliquées dans des groupes armés politiques (comme l'ETA, mais aussi les Grapo etc.). Ce terrorisme d'Etat a beaucoup fonctionné au pays Basque, surtout dans la partie française. Il a fait plus de 40 morts (attentats, fusillades, assassinats, enlèvements et tortures), sans compter les blessés, même si ces pratiques étaient aussi utilisées par les flics contre les délinquants sociaux qu'ils enlevaient pour les obliger à parler ou à braquer pour eux, avant de les assassiner. A l'intérieur de la prison, l'Etat a aussi essayé de monter un groupe GAL. Un jour, les maton sont venus proposer un deal à ceux qui tentaient régulièrement les évasions violentes : vous êtes condamnés à de longues peines, vous voulez être libres, alors on vous laisse prendre un module entier en otage, vous nous débarrassez de tel ou tel membre significatif d'ETA ou des Grapo de sorte à ce que ça ressemble à un règlement de comptes, et en échange, vous serez transférés dans la prison de votre choix, vous pourrez progresser rapidement en deuxième, puis troisième degré jusqu'à la liberté conditionnelle. Nous les avons laissé parler pour voir ce qu'ils voulaient, mais personne n'a accepté. Ensuite, nous avons averti les personnes visées qui ont dénoncé ces faits par leurs propres moyens. En FIES, la drogue a joué un rôle important pour nous soumettre. Dès 1991, le médecin chef est passé nous voir un par un en cellule en nous disant qu'on était dans une situation très dure, qu'on ne savait pas combien de temps ça allait durer et qu'il pouvait nous filer des tranquillisants. Moi, je ne prenais pas de drogues, mais beaucoup se sont accrochés aux médocs et sont devenus dépendants de ceux qui les fournissent. Alors imagine maintenant, que la méthadone et la came sont le quotidien des détenus et que nombreux sont ceux qui atterrissent en FIES-1 pour s'être battus avec les matons pour des histoires de came...

Q : les médecins jouent souvent ce rôle en taule.

L : Oui, d'ailleurs en Espagne, ils ont vraiment le statut de fonctionnaires carcéraux. Certains étaient d'abord de simples matons, qui ont fait la formation. Ensuite, tu les retrouves en face de toi en blouse blanche, à l'occasion pour te soigner des coups que t'ont filés leurs copains. Ca m'est arrivé deux fois, et j'ai flippé. Ils peuvent te donner des sanctions, si tu leur parles mal par exemple, et pour eux la sécurité prime sur la maladie. C'est eux qui décident s'ils te soignent et les matons assistent toujours aux visites. E taule, beaucoup de prisonniers sont malades du HIV, d'hépatite ou de tuberculose etc...

C'est un vrai bouillon de culture. Plein de malades du SIDA sont en train de crever, tous seuls dans une cellule où personne n'entre, même pas le toubib qui vérifie juste à l'œilleton s'ils sont encore vivants. Et puis il y a ceux qu'on appelle malades mentaux, à qui on se contente de filer des traitements très forts qui les achèvent encore plus.

Q : Quelles conséquences a eu la création des FIES sur le mouvement Gapel ?

L : En FIES-1, nous avons vu qu'il était impossible de s'évader. Or c'était la priorité pour la plupart d'entre nous. Certains ont décidé de tout faire pour sortir d'abord de ces modules et avoir ensuite davantage de possibilités de fuite. Ca voulait dire avoir une bonne conduite, faire ce que les matons exigeaient de nous. Il y a eu de grosses discussions entre nous avec des points de vue qui s'affrontaient. Certains disaient, nous ce qu'on veut c'est s'évader, à quoi ça nous sert de rester enfermés ici pendant des années ? Les autres disaient, on s'est battus contre les gardiens, on va pas leur bouffer dans la main maintenant. Bref, non seulement le mouvement Gapel a cessé d'exister, mais en plus il y a eu des bagarres et des ruptures très dures. La fonction de la taule, ce n'est pas seulement de te punir et de te contrôler pour ce que tu as fait, ils sanctionnent aussi ton comportement à l'intérieur. Ils veulent briser toutes les solidarités, faire de toi un salaud, dedans et pour quand tu sortiras. C'est la prime à la collaboration, plus ou moins active et les balances sont récompensées en premier.

Q : Et toi, quelle a été ta réaction face à cela ?

L : Moi, je continuais à chercher des moyens de m'échapper et à planifier des évasions, ça m'aidait à tenir. A part ça, vu comment je suis, c'était impossible d'être à la botte des matons. J'ai toujours continué à faire des dénonciations et à tenter des formes d'actions solidaires. Ils voulaient qu'on les appelle Don machin et j'ai toujours refusé, normalement je ne leur cherchais pas des noises, mais il y a avait des choses que je supportais pas, par exemple pendant les fouilles , à corps ou de la cellule. Du coup, je leur répondais, je leur disais leurs 4 vérités et ils se sentaient offensés. Je savais ce que j'allais prendre, alors c'était une énorme tension nerveuse, après venaient les tabassages, puis, avec l'accord du médecin, ils pouvaient me laisser minimum deux jours allongé sur un lit, les pieds et les mains menottés, avec des coups de temps en temps et des trucs plus raffinées comme m'apporter la bouffe sans m'enlever les menottes, juste pour que je sente l'odeur. Alors, je me mettais directement en grève de la faim et de la soif. Une fois, après une bagarre avec les matons, toujours lors d'une fouille, ils m'ont aussi fait cinq injections qui m'ont laissé sur le carreau. Je ne pouvais presque plus marcher et j'ai mis des mois à m'en remettre. J'ai aussi eu des périodes de dépression très dures et deux fois j'ai sérieusement pensé me suicider, mais à la fin je me disais, non je vais plutôt essayer de m'évader encore, ou de me jeter sur les gardiens et c'est eux qui me tueront. Il y a eu beaucoup de morts en FIES, souvent par pendaison, parfois par overdoses. Que ce soient des meurtres maquillés en suicides ou des suicides de détenus qui n'en peuvent plus, cela restent des assassinats de l'Etat.

Q : En 2000, il y a eu une lutte dure des prisonniers des FIES qui a eu un retentissement assez fort, en Espagne, comme dans d'autres pays. Tu peux raconter ?

L : Il y avait déjà eu de nombreuses grèves de la faim de prisonniers seuls ou à plusieurs, pour améliorer nos conditions de détention et contre la dispersion. Fin 1999/début 2000, nous avons décidé collectivement une grève de la faim de 30 jours pour les revendications ni FIES, ni dispersion, libération des prisonniers malades et respect des droits fondamentaux de l'Homme à l'intérieur des prisons. Nous savions qu'il y aurait un soutien à l'extérieur et que les informations sortiraient. Au début, nous étions environ 200 : dans les modules FIES nous étions pratiquement tous en grève ; en premier degré, quelques uns nous ont soutenu et en second degré seulement deux personnes l'ont fait – dont Gabriel[3]. Mais, au fur et à mesure certains ont arrêté et à la fin nous n'étions plus qu'une trentaine.

Q : Quel a été le résultat ?

L : Les grèves de la faim en tant que telles ne dérangent pas les matons. Parfois, ça les fait même rire ou ils en profitent. Au dix-huitième jour de la grève, les matons sont venus me chercher. Ils ont prétexté un changement de cellule et lorsque je suis sorti, ils ont commencé à me frapper par derrière, ils m'ont foutu par terre et ils m'ont cassé la tête. Moi, j'étais très faible et en plus je ne m'y attendais pas, ça a été la misère. Mais bon, mis à part que nous avons eu très faim, ce mouvement a été pour nous un acte de révolte et de liberté, une manière d'affronter le système. Ca a été aussi un moment où nous avons beaucoup discuté et correspondu entre nous. Mais il n'y a pas eu de résultats des revendications. Une fois de plus les sanctions sont tombées.

Q : Et la solidarité ?

L : Il n'y a pas eu tant de solidarité à l'extérieur. Toujours les mêmes. Il y a eu quelques belles actions, mais dans l'ensemble la solidarité est restée symbolique. Nous pensions que peut-être d'autres groupes se joindraient au mouvement. Mais les groupes de la Coordination nationale de soutien aux prisonniers sont complètement réformistes et ne souhaitent même pas la fin des prisons. Alors tu parles, soutenir des prisonniers FIES considérés comme particulièrement dangereux... Ce qui en resté c'est essentiellement des amitiés avec les personnes les plus engagées. Les modules FIES qui ont coûté tant de thunes continuent d'exister encore aujourd'hui et ils y mettent ceux qui les dérangent, parfois pour quelques mois, parfois pour des années, tu ne le sais pas à l'avance. En ce moment, je crois qu'ils y enferment pas mal de ceux qu'ils appellent les islamistes intégristes.

Q : Est-ce que tu penses qu'il y a eu un changement dans les prisons espagnoles ?

L : Non, les FIES continuent d'exister et de manière générale, dans les prisons comme dans la rue, la situation est de pire en pire. Il y a de plus en plus de taules, de plus en plus de détenuEs et de plus en plus de moyens de répression. La construction de nouvelles prisons est déjà planifiée : avec des prisons de sécurité maximales et des centres de détention pour mineurs.

Q : Que dire des luttes en prison à l'heure actuelle ?

L : Maintenant, il n'y a plus de mouvement organisé. Il y a juste les prisonniers d'ETA et des GRAPO qui continuent à l'intérieur de leurs organisations et quelques anciens qui poursuivent la lutte de manière dispersée.

Q : Il y a quand-même eu des mutineries, comme à Cuatre Camins.

L : C'est un cas particulier, parce que les conditions sont un peu différentes dans les prisons catalanes. Sur le territoire espagnol, bien sûr des individus continuent à se révolter, mais dans l'ensemble c'est chacun pour soi. C'est la conséquence du code pénitentiaire qui vise à généraliser la bonne conduite. Et on peut aussi parler des incidences de la drogue. Les drogues, c'est d'abord L'Etat qui les fournit : avec la méthadone, les anxiolytiques, les neuroleptiques, les tranquillisants ...il veut transformer les détenus en instruments supplémentaires du système. Ensuite, il y a le trafic des matons : ils introduisent de l'héroïne, de la cocaïne, du haschisch ... qu'ils refourguent à des détenus de confiance pour les revendre. Ca leur sert non seulement à faire des thunes, mais aussi à annihiler la volonté des prisonniers, à faire en sorte qu'ils ne se révoltent pas et même collaborent davantage. En les tenant par la came, ils essaient d'en faire des balances. Enfin, les prisonniers eux mêmes font circuler pas mal de drogue pour se ramasser un peu de sous, dans la misère ambiante et parce que se camer permet aussi d'oublier un peu toute cette misère. Mais, en plus de la dépersonnalisation due à la drogue, ce commerce crée beaucoup de conflits entre les prisonniers qui deviennent leurs propres ennemis. Et puis les matons en profitent pour renforcer la répression, réclamer plus de personnel et de sécurité (caméras, gazeuses etc) Très difficile dans ces conditions qu'un mouvement s'organise à l'intérieur. C'est pourquoi, je trouve super important que les

luttes contre les taules aient lieu à l'extérieur, dans la rue. Ca donne du courage aux prisonniers, ça les aide à se joindre aux luttes, tout en prenant conscience de leur condition et de l'importance de la lutte pour la liberté à l'intérieur.

Q : Tu parles d'une prise de conscience des prisonniers de leur condition et du système qui la génère, comment ça s'est passé pour toi ?

L : Quand j'étais jeune, je n'avais pas bien conscience de comment fonctionnait le système. Je volais, et les policiers c'étaient ceux qui m'arrêtaient, me cognaient, me torturaient. Alors, au pays Basque, quand je voyais qu'il y avait une manif contre les flics, j'y allais et je leur lançais des pierres et ce que j'avais sous la main. Quand je suis tombé en 1980, c'était après le mouvement de la COPEL et les destructions; J'ai vu le résultat et petit à petit j'ai commencé à lire : le Règlement de la taule, la Législation Pénitentiaire, le Code Pénal, la Constitution... Alors, tu commences à écrire, à écrire. Tu rencontres des gens qui sont dedans depuis plus longtemps que toi, ils te racontes des histoires d'évasion, normal, tellement tu es mal à l'intérieur. Et puis ceux qui essaient de s'évader ont une autre mentalité, et puis tu lis, des publications te parviennent, et à la fin tu acquières une conscience de prisonnier, de prisonnier du système. J'ai commencé à me sentir séquestré par le système, qui me séquestrait, non plus pour ce que j'avais fait, mais pour ce que j'étais à ce moment là, pour ce que je Faisais à l'intérieur de la prison. Pour ça, ils m'ont fait payer presque 25 ans au lieu de 9 que j'aurais pu faire. Et voilà, maintenant je sais ce qu'est l'Etat, ce qu'est la répression, pourquoi la répression s'exerce et beaucoup d'autres choses. Maintenant, j'ai une grande conscience et j'ai lu beaucoup d'auteurs, des textes politiques, surtout anarchistes, ceux qui m'ont le plus plu, maintenant j'ai mes idées.

Q : Ca fait maintenant 15 mois que tu es sorti, comment ça va ?

L : Ca va super bien, c'est génial de se retrouver dans la rue. Je préfère être là qu'en taule. Mais ça a aussi été un choc très dur. Heureusement que les potes m'attendaient, parce que je me suis retrouvé dans un milieu et une ambiance très différents. Les comportements et les attitudes ne sont pas les mêmes ; par exemple dans la rue tout le monde se balance des insultes à la figure, en prison si tu fais ça, tu risques la baston ou même la mort, alors tu ne réagis pas de la même manière. Des fois, j'ai encore du mal à me relationner avec les gens dans la rue, il faut que je me réadapte. Toutes ces années m'ont vraiment traumatisé, je continue à rêver de la taule, que je retombe. Ca me casse la tête. Je suis très en colère des dommages qu'ils m'ont causés.

PrisonnierEs du pouvoir

Je pense que toutes les prisonnières et les prisonniers du monde sont à la fois produits et otages du pouvoir. La force, l'autorité, la brutalité, les assassinats, les génocides, l'oppression, l'esclavage, l'exploitation, la destruction, la torture, les mauvais traitements, l'acharnement, le racisme, le viol, l'argent et les abus sont autant d'exemples de prises de pouvoir. Ce pouvoir peut se parer de vérité absolue, de religion, de démocratie ou prendre d'autres formes autoritaires pour continuer à exister et à régner sur nos vies.

Toute forme de pouvoir est ennemie de la solidarité et de la liberté et, pour cette raison, notre ennemi. Un ennemi qu'il faut combattre à tous les niveaux jusqu'à ce qu'il disparaisse, car il nous tient tous et toutes prisonniers ou prisonnières, et détruit l'humanité comme la planète.

Les prisons sont des camps de concentration, d'exploitation et d'extermination du pouvoir. Elles font partie de ses espaces les plus cruels, car l'isolement, la torture, les mauvais traitements et les assassinats sont leurs fondements mêmes. Les prisons sont aussi les pires espaces pour lutter contre le pouvoir. La lutte principale des prisonnierEs consiste à se battre pour le respect de leur dignité d'être humain car la prison t'annihile en tant que personne et t'ôte jusqu'à l'envie de vivre.

La lutte en prison est donc très difficile mais je pense aussi nécessaire, car elle te donne des forces pour survivre ou au moins pour mourir en luttant contre le pouvoir et en défendant solidarité et liberté. Je suis contre les prisons, parce que je suis contre toutes les formes de pouvoir.

Solidarité et liberté pour toutes les prisonnières et prisonniers du monde. A bas les murs physiques et mentalement intégrés.

Une accolade révolutionnaire.

Laudelino Iglesias Martinez,
décembre 2005

Q : Dernière question: comment vois-tu une lutte anti-carcérale ?

L : Selon moi, il ne s'agit pas seulement d'une lutte anti-carcérale, mais de lutter contre ce système, qui a besoin de la prison pour se maintenir. A chacun-e de choisir les angles et les formes qu'elle ou il juge adéquates. Mais le plus important, c'est la solidarité, parce que sentir la révolte, aide à se révolter. Ca change aussi la donne face à la répression pour les prisonniers en lutte. Si les matons voient qu'il y a un soutien réel, ils y réfléchissent à deux fois avant de t'assassiner. Pour moi, se solidariser avec les prisonniers, c'est aussi lutter contre le système qui nous exploite et nous opprime. Maintenant, la rue est elle-aussi une grande prison, avec tous les systèmes de contrôle qu'ils imposent. C'est une insulte à l'intelligence et à la liberté. Nous ne pouvons pas permettre cela.

LA PRISON N'EST PAS UNE
SOLUTION !
A BAS LES MURS
DES PRISONS PHYSIQUES ET
MENTALES !

Novembre 2005

1) Jusqu'en 1996, selon le code pénal en vigueur depuis environ 1860 et encore sous Franco, la peine maximale était de 30 ans avec possibilité d'une «rédemption» par le travail, suppression de la moitié de la peine pour travail et bonne conduite. En 1996, le «régime démocratique » en place a instauré un nouveau code pénal «démocratique» imposant une peine maximale de 40 ans, sans rédemption par le travail.
2) Le *Fichero de Interno Especial Seguimento* -Fichier de suivi interne spécial- classifie les détenus en différentes catégories. Il y a 5 types de FIES :
— Le FIES-1 a été mis en place pour les prisonniers sociaux considérés comme très dangereux à cause de tentatives d'évasions avec violence ou d'agressions sur le personnel pénitentiaire. Il est doté de modules spécifiques de sécurité maximale.
— Le FIES-2 est un système de contrôle et de protection des narco-trafiquants.
— Le FIES-3 est destiné aux bandes armées (ETA, GRAPO, anarchistes..) Ce régime prévoit le contrôle des communications et de nombreuses fouilles. Il y aussi de nombreux cas d'isolement en premier degré et les transferts se font dans les mêmes conditions qu'en FIES-1.
— Le FIES-4 est pour les fonctionnaires de l'Etat condamnés à des peines de prison (policiers, gardes civils, matons...). C'est aussi un régime de protection.
— Le FIES-5 est réservé aux délinquants sexuels pour les séparer des autres prisonniers.
A l'intérieur des diverses catégories, existent des régimes de différents degrés : le premier : isolement, le deuxième : vie normale, le troisième : juste avant la sortie ou une liberté conditionnelle.
3) Gabriel Pombo da Silva, après ne pas être revenu de permission et une cavale de quelques mois, a été repris en Allemagne avec sa sœur et deux autres compagnons, après une course-poursuite et une fusillade avec les flics. Condamné une première fois à 13 ans, en attente de son procès d'appel, il est actuellement incarcéré à Aachen.

[Extrait de *Paroles de FIES*, novembre 2005, 16 p.]

Après quinze ans de FIES...

Prison de Huelva, avril 2006

Chers compagnons,

Je me trouve à présent dans un module de «vie ordinaire», après avoir passé plus de quinze années en isolement (même si j'y ai passé plus d'années, je me réfère aux 15 années consécutives).

Je suis sorti de l'isolement, mais je continue ma peine en premier degré [le plus restrictif]. La directrice de la prison de Huelva a proposé une progression en second degré, mais la directrice des Institutions Pénitentiaires a considéré qu' «*à partir de la conduite globale du prisonnier, on peut noter une évolution assez favorable qui met en évidence ses capacités à une vie en commun normale. Il existe cependant des conditions nécessaires à l'application des aspects particuliers du second degré, dans le but de faciliter l'exécution d'un programme spécifique. Le Conseil* [psycho-sociologique] *déterminera un programme pour que le reclus s'adapte au régime ordinaire, qui devra être remis à la Direction générale*».

Ces restrictions semblent cacher une certaine préoccupation ou curiosité quant à savoir si un homme qui a passé les dernières quinze années de sa vie soumis au régime carcéral le plus destructif d'Europe est capable de vivre avec d'autres êtres humains...

Même s'il arrive que l'existence des modules FIES soit niée, les institutions savent bien ce qu'ils signifient, et qu'ils comportent tout ce qu'elles ont elles-mêmes créé.

J'ai passé 22 années de ma vie soumis aux régimes les plus répressifs de France et d'Espagne, et si la capacité d'adaptation a un rapport avec la résistance, la patience, etc., je crois que ma vie est en elle-même un exemple d'adaptation.

Mais si l'adaptation est au contraire synonyme de résignation et d'intégration des aspects les plus destructeurs et inhumains de la prison, ma capacité d'adaptation reste nulle. Elle ne fait tout simplement pas partie de ma nature. Même dans la plus obscure des antiques cellules souterraines (je ne suis pas en train d'utiliser une figure littéraire, j'ai aussi vécu à certains moments dans ces cellules), je n'ai jamais eu la sensation d'être un prisonnier, mais plutôt celle d'être retenu prisonnier. Ce sont deux concepts très différents, dont il faut tenir compte lorsqu'on parle d'adaptation.

Je vous raconte un peu mes premières impressions. Je suis sorti lundi. Ma sortie fut un petit événement. Les gardiens qui m'accompagnaient au module 6, ma nouvelle demeure, avaient l'impression de m'accompagner vers la liberté. C'est la sensation qu'ils m'ont donnée. En réalité, ils ne me transféraient qu'au module d'à côté. Ce sont des sensations compréhensibles. J'ai passé six années dans le module FIES de Huelva, et d'une certaine façon, nous y avons vécu ensemble. L'humanité derrière l'uniforme et sa fonction ne peuvent ignorer la torture que comporte un tel régime.

Gilbert Ghislain a connu les Quartiers d'Isolement de différentes taules (Fresnes, Poitiers) et la mutinerie de Lannemezan. Evadé en 1990, il est repris et incarcéré en Espagne en FIES depuis 1991. De Picassent (Valence) à Huelva, il participera à la lutte collective contre les FIES initiée en 1999.

Arrivé dans le nouveau module, j'ai déposé mes affaires et je suis sorti en promenade. Mon régime est le suivant : je descends le matin avec les autres dans la cour et je mange au réfectoire, alors que le soir, privé du droit de sortir, je mange en cellule.

Selon les papiers, je me trouve en premier degré, régi par l'article 100.2. Sous le régime précédent, je bénéficiais de quatre heures de promenade et de deux heures d'activité par jour. Comme les activités

Brèves du désordre espagnoles

• **21 mai 2006 : Le groupe Carajillo** («*comando autónomo de jovenes incontrolados en lucha por liberarse de la opresión*») revendique l'incendie d'un distributeur de billets de la banque BBVA de Vilaboa (Galice), en solidarité avec Sergio L.D. Le dispositif était une bouteille d'eau remplie d'essence, couplée à une bonbonne de gaz et deux mèches.

• **6 mai 2006 :** « **Ces derniers jours, 7 agences** bancaires de la ville de Burgos ont été attaquées en solidarité avec l'anarchiste Rubén, arrêté avec deux autres compagnons à Barcelone le 9 février. Des pierres contre les devantures et de l'acide sulfurique contre les distributeurs de billets ont été le moyen utilisé, cette fois-ci pour traduire la rage des paroles aux faits, pour transmettre un message clair et concis : "*Il n'y aura pas de paix possible*". Le seul langage que les gestionnaires de la terreur et de la répression étatique sont capables de comprendre est celui des pierres et de l'essence, celui de l'action directe libératrice... Un langage facile, à la portée de tous ceux qui ont du sang dans les veines. Un langage que nous serons toujours prêts à employer. A Barcelone également, la devanture d'une agence de la Caixa Sabadell a été détruite, pour sa complicité dans l'arrestation de Rubén, et en solidarité avec lui et tous les autres prisonniers et prisonnières. Salut et anarchie. »

• **1er mai 2006 :** « **Dans la nuit du 30 avril** au 1 mai, deux pâtés de maisons de la Rambla del Poblenou ont été dévastés. Sept bâtiments capitalistes (six banques et une agence immobilière) ont été détruits comme de juste, soit 37 vitrines explosées. Nous n'allons pas rester les bras croisés, alors que le discours du Black bloc est en passe d'être intégré, vidé de son sens et de devenir un aspect folklorique supplémentaire du premier mai. Ses principes sont adoptés, mais hypocritement, car l'on sait à l'avance qu'ils ne seront pas mis en pratique. Tout ça reste donc enrobé dans une nouvelle version light et récupérée du Black Bloc. C'est pourquoi nous avons organisé hier notre propre manif pour montrer et nous démontrer à nous-mêmes que les choses peuvent être faites sincèrement et en tenant compte des réalités. Nous ne voulons pas annoncer publiquement que nous sommes en guerre et encourager les personnes à s'impliquer, si c'est pour ensuite finir par lancer des pétards à 30 centimes. Si l'on proclame que l'on va détruire le système, surtout lors d'une journée et de manifestations concrètes, c'est pour essayer de le faire, sinon c'est parler pour ne rien dire et il vaut mieux se taire. Les démonstrations de force signifient exercer sa force, non pas faire de l'esbroufe. Si l'on veut un premier mai tranquille, que l'on ne fasse pas des discours qui appellent essentiellement à la destruction, car ce ne sont pas les pratiques qui sont ainsi valorisées, mais uniquement les apparences. Soyons sincères avec nous-mêmes et avec les autres. Si l'on essaie de tuer le premier mai par des promenades, des illusions et le folklore, alors seul restera le 30 avril, journée international du sabotage. Black Bloc BCN».

• **21 avril 2006 : Une agence de la banque** Fincal Corral est redécorée avec des bombes de peinture à Barcelone. Dans le même quartier, Clot Camp de l'Arpa, apparaissent des tags en solidarité avec Rubén.

• **18 avril 2006 :** «**A l'aube du mardi 18 avril**, nous avons placé un dispositif incendiaire devant l'entrée de l'Institut Goethe, rue Mansó à Barcelone. Cette action est en solidarité avec les compagnons anarchistes Gabriel, José et Bart qui font face à un procès en Allemagne. Liberté pour tous les prisonniers ! Destruction des prisons ! Et vive l'anarchie !»

• **11 avril 2006 :** « ***Las Brigadas de la Cólera*** revendiquent l'envoi du colis piégé désamorcé par les artificiers du Tedax samedi dernier [8 avril 2006] à Barcelone. Le colis était adressé au juge Juan Antonio Ramírez Suñer, pour son zèle spécial dans la persécution de la dissidence anarchiste et antiautoritaire. Rappelons que monsieur Ramírez Suñer a assigné à résidence pendant deux mois en 2004 quatre jeunes de l'Hospitalet, a expédié en prison différents militants anarchistes suite à une manifestation de soutien avec les compagnons italiens en été 2005, et a récemment

en module FIES sont un mythe, ces deux heures d'activités inexistantes furent remplacées par deux heures de promenade que j'ai perdues en arrivant dans un module ordinaire. Ce que j'ai gagné en compagnie et perdu en heures de promenade, sans qu'ils m'aient pour autant attribué d'activité à effectuer, est la conséquence du système pénitentiaire.

Je suppose que le Conseil de Traitement élaborera un programme plus conforme au règlement pénitentiaire et à celui de la prison où je me trouve. Je dis ceci parce que si je ne doute pas d'une certaine tendance progressiste à l'amabilité de Mme Gallizo, je ne suis pas sûr qu'elle soit consciente de la différence qui existe entre la réalité bureaucratique qu'elle gère et la réalité physique dont souffrent les prisonniers.

La majeure partie des prisonniers vit mal l'heure de promenade, où ne se déroule pas la moindre activité pratique. Tout le monde sait que la prison ne réinsère personne, et qu'hors du code pénal, il n'existe en plus pas de structures ni de moyens pour faciliter la supposée réinsertion. L'élaboration d'un programme spécifique ne peut donc qu'ajouter des restrictions supplémentaires, et c'est ce qui m'est arrivé.

Plusieurs petites choses me donnent néanmoins des sentiments contradictoires quant à ce changement de régime. C'est toujours pareil, beaucoup de misère et d'hommes conscients que la vie les a laissé de côté. Monter l'escalier m'a provoqué une vive émotion (cela faisait tant de temps que je ne l'avais pas fait). Me regarder dans un miroir m'a fait un effet étrange (en module FIES, les miroirs sont en plastique) : j'ai vieilli sans m'en rendre compte. Le ciel même m'a fait une forte impression. Il est plus beau, plus clair et plus lumineux sans grilles. Ce qui m'a le plus surpris est que certaines pensées obsessionnelles et névrotiques ont immédiatement disparu. Je pensais qu'il m'aurait été plus difficile de les chasser de mon esprit.

Les distorsions de la pensée ne diminuent pas la capacité d'analyse, mais se transforment en une torture psychologique qui peut éroder la résistance. Cela faisait plus de deux ans que je me réveillais de cinq à dix fois par nuit suite à des cauchemars produits par des facteurs étrangers à l'isolement. Ils ont disparu lorsque j'ai rejoint le régime normal. Cela signifie que l'isolement surdimensionne les petites tragédies de l'existence jusqu'à les convertir en torture. On finit alors par n'expérimenter que deux choses : la douleur et les rares moments de non-douleur. J'éprouve des difficultés à percevoir ma propre douleur, parce que cela fait très longtemps que j'en souffre sans avoir ressenti le sentiment contraire. Désormais, je n'ai plus de paramètres pour en être réellement conscient, bien que je la vois partout présente autour de moi et que je doive vivre avec. Pour moi, c'est la chose la plus difficile : vivre avec la douleur des autres. Et en matière de douleur, je vous assure qu'il y en a, ici.

J'ai aussi rencontré quelques attardés mentaux —je ne fais pas référence à ceux que la prison et la drogue ont détruit psychologiquement—, mais aux jeunes qui ont des problèmes congénitaux. Lorsque j'avais 18 ans, j'ai simulé la folie pour échapper à la justice, et j'ai été enfermé dans un asile. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, assis dans le réfectoire, j'observe les mêmes visages qu'autrefois.

J'ai dû laisser la plume un moment, parce que les agents de la pénitentiaire se sont présentés dans ma cellule pour une fouille ordinaire. Correcte et dialectique. Je ne suis pas surpris qu'ils perçoivent ma situation comme privilégiée par rapport à la précédente, et qu'ils ne perçoivent pas si facilement l'arbitraire des quinze dernières années. Il est clair qu'il faut laisser de côté les sentiments et l'empathie afin de pouvoir travailler en prison et vivre avec des prisonniers.

Ce ne sont que quelques impressions, un peu longues, pour dire ce que tout le monde devrait finalement savoir : la taule, quelle qu'elle soit, est toujours une merde. Je vous dis cela malgré le fait que je sois en observation et que je n'aie pas envie de retourner en isolement. Et donc, plutôt que de vous saluer par un «*à bas les murs des prisons*», je vous salue avec un sourire...

Force et détermination

Gilbert

fait arrêter Rubén et Ignasi, dont le premier reste à l'intérieur. Il nous déplaît que le colis ne soit pas parvenu à destination, nous réessayerons et encourageons tous les rebelles qui ont quelque chose dans les veines à affronter la domination. Rejoins l'équipe de la colère. "Vous ne nous capturerez jamais. Nous sommes l'homme ou la femme assis à côté de vous, la colère en tête et un pistolet en poche". BC »

• **2 avril 2006 : A Aguadulca, 16 agences** immobilières et de promoteurs, ainsi qu'un véhicule d'une entreprise de construction ont leur porte sabotée et prennent un peu de peinture pour protester contre «*les plans destructeurs du capital dans la zone côtière d'Almería et Murcia*».

• **15 mars 2006 :** « **Face au silence des médias**, *Las Brigadas de la Cólera* informent de l'envoi [les 7 & 8 mars] d'un colis piégé au *Centre d'Iniciatives per a la Reinserció* (CIRE) et un autre à la sous-direction générale des Mossos d'Esquadra [police catalane]. Tous deux contenaient un simple système détonant et une charge de 50 grammes de matériel explosif. Nous pensons que la solidarité ne doit pas uniquement se contenter de se souvenir, mais aussi attaquer. Il est des temps où il faut prendre position et agir. C'est à toi de décider. Rejoins l'équipe de la colère. Pour nos compagnon/nes, pour nous, pour l'anarchie. »

• **8 mars 2006 :** « **A l'aube du 8 mars dernier,** une agence de la banque Caixa a pris feu, place Libertad dans le quartier de Gracia à Barcelone. Cette action a été réalisée en mémoire de la camarade Joëlle Aubron, morte après avoir passé 17 années en prison. Nous voulons aussi rappeler nos compagnons incarcérés depuis septembre 2003 qui seront bientôt jugés, tout comme Sergio L.D., les jeunes de L'Hospitalet, Rubén et Ignasi en prison préventive depuis le 9 février... Arrive ce qui arrive, tombe qui tombe, nous continuons. Vive l'anarchie. »

• **28 février 2006 : A Barcelone, plus de 20** containers à déchets sont brûlés pendant la nuit, des molotovs sont jetés contre des voitures et une école.

• **27 février 2006 :** « **Lundi, 27 février, nous avons** placé un engin explosif dans l'entrée de l'école pour adultes "ADAMS", située calle Bailén, quartier de l'Eixample. Nous avons choisi cette école comme objectif de notre action, parce que c'est l'une des rares écoles privées qui offre publiquement des cours de formation professionnelle et spécifiques au corps des Mossos d'Esquadra [police catalane]. Dans la situation actuelle à Barcelone, il ne paraît pas très surprenant ou choquant que les Mossos jouissent d'un niveau d'intégration sociale qui leur permet de prendre des cours de professionnalisation dans des écoles supposément "civiles" où on enseigne les langues, l'informatique, etc. Le niveau de contrôle social se base sur cette acceptation et ignorance d'une grande partie de la société, où les Mossos peuvent exercer leur pratique de surveillance, de répression et de persécution terrifiante, pratiquement sans aucune résistance adéquate. A bas la société de contrôle et de surveillance ! A bas les murs des prisons et les concepts de châtiment et de discipline ! »

• **23 février 2006 :** «**A Barcelone, le Bras Armé** des Architectes sans Frontières installe un nouveau système de ventilation dans une agence de la banque BBVA : ses vitrines sont défoncées» en solidarité avec les rebelles arrêtés en septembre 2003 et 9 février 2006. Dans le quartier de Gracia, 14 autres distributeurs de billets sont en outre sabotés en solidarité avec Rubén et Ignasi.

• **22 février 2006 : En Andalousie, un siège** d'UPS se prend deux molotovs à travers une vitre en solidarité avec «*les compagnons anarchistes de Barcelone Rubén et Ignasi, les compagnons de l'ELF-ALF des Etats-Unis (William Rogers qui n'est plus parmi nous) et tous les animaux exploités comme machines ou objets dans les prisons assassines*».

• **20 février 2006 :** « **Le 20 février dernier aux** premières heures de la matinée, un dispositif explosif à base d'essence et d'ether a été placé contre une station-relais de réception de signal satellitaire touchant la population barcelonaise du quartier Molins de Rey, détruisant l'endroit. Cette action a été faite en solidarité avec les prisonniers anarchistes Ignasi et Ruben, incarcérés comme têtes de turc et dont l'unique "délit" est de lutter pour la liberté. Mossos qui nous traitez comme de la merde, sachez que sans justice pas de paix. Vos barreaux ne calmeront pas notre cri de liberté».

A propos d'une grève de la faim

*Ancien membre d'*Autonomia Operaia *puis des PAC (*Proletari Armati per il Comunismo*) italiens de 1977 à 1979 et des COLP (*Comunisti organizzati per la Liberazione Proletaria*) en 1981, condamné à perpétuité par contumace en Italie et en France, Claudio Lavazza est arrêté le 18 décembre 1996 en Espagne après seize années de clandestinité, en compagnie de trois autres compagnons anarchistes, suite à la tentative de braquage de la Banco de Santander de Cordoue en Espagne. Deux policières crèvent en tentant de les arrêter tandis qu'ils sont criblés de balles.*

Ils sont condamnés le 30 avril 1998 par le tribunal de Cordoue. Lavazza prend 49 ans de prison pour «braquage manqué, vol de voiture, menaces sur la personne d'une policière, détention illégale d'otage et deux assassinats» (les deux autres prennent 48 ans et le dernier 3 ans), plus des milliers d'euros de dommages et intérêts pour les familles des deux mercenaires tuées. La cour d'appel de Grenade confirmera ce verdict le 29 septembre 1998.

En octobre 1999, Lavazza et deux de ses complices de Cordoue seront en sus condamnés pour l'assaut du consulat italien de Malaga le 4 décembre 1996, au cours duquel trois individus à visage découvert saccagent le lieu et dérobent 55 000 pesetas, 12 passeports italiens et 20 tampons. Bien qu'un groupe anonyme, les Corazones Libres, *revendique l'action avec détails dans un communiqué envoyé après les arrestations de Cordoue, ils prendront 12 années chacun, ce qui sera confirmé en appel en janvier 2001. La justice lui imputera encore par la suite classiquement plusieurs braquages sans responsable connu, ce qui portera sa peine totale à 79 années de prison en Espagne.*

Enfermé en FIES depuis son arrestation, Lavazza participera à partir de 1999 à la lutte collective très dure contre ce régime d'isolement, avec de nombreux autres compagnons (dont Laudelino Iglesias, voir entretien pages précédentes) et des «révoltés sociaux». Sorti le 28 février 2005 du régime spécial qu'est le FIES, prison dans la prison, il est actuellement incarcéré dans la prison d'Albolote (Grenade).

Prison d'Albolote, 23 août 2005

Chers Fotua et Sedar, et vous tous qui luttez contre l'isolement carcéral. Je ne sais vraiment pas par où commencer, c'est peut-être la lettre la plus difficile à écrire de ma vie. Je connais votre situation depuis toujours… En effet, il n'est possible de la connaître à fond que lorsqu'on vit l'horreur de l'isolement carcéral… Je l'ai vécue pendant 8 années (je n'en suis sorti que depuis quelques mois) dans les modules FIES, ici en Espagne (qui ne sont certes pas comparables avec les prisons de type F en Turquie). La vie que vous êtes en train de mener, les vies qui ont été perdues, sont et seront un exemple de lutte pour le droit à une vie digne. Chacun de nous peut choisir le meilleur moyen de lutter, cela dépend des circonstances que nous impose l'Ennemi… les limites, c'est nous qui nous les imposons… c'est un droit que personne ne peut nous enlever.

La vie appartient à chaque individu, lui et lui seul peut décider qu'en faire… Mourir dans une terrible grève de la faim est un choix… et, même si je ne le partage pas, je ne peux que m'incliner devant votre décision. Je n'ai pas de conseil à vous donner, sur comment on peut lutter d'où vous êtes, je ne peux que vous dire qu'une de vos vies vaut plus de 100 vies de vos matons.

Lorsque j'étais en isolement, je pensais que si le système de Domination m'obligeait un jour à vivre dans l'horreur, je lui restituerais toute l'horreur dont je serais capable. C'est nous, les prisonniers, qui pouvons changer la prison. S'ils nous font vivre l'enfer, n'oublions pas que les gardiens y vivent et y travaillent et qu'ils veulent rentrer à la maison et embrasser femme et enfants à la fin de leur service… Nous n'avons pas cet espace de bonheur, nous n'avons plus rien à perdre, c'est pour cela qu'ils peuvent vivre à leur tour l'enfer, et c'est un luxe que nous ne pouvons nous permettre qu'à la seule condition de rester vivants… Si nous nous en allons, ce sera une joie pour eux… Il n'y aura plus personne pour perturber leur existence, ils pourront continuer tranquillement leur sale besogne en torturant le prochain compagnon qui tombera entre leurs mains. Ce que je vous dis, ce ne sont pas que des paroles… mais plutôt une expérience de vie, vécue personnellement par moi et quelques compagnons que j'ai connus et connais. En Espagne aussi, sous la dictature fasciste du général Franco, la vie d'un prisonnier ne valait rien… tortures… assassinats… isolement étaient à l'ordre du jour et la réponse aussi bien dedans que dehors fut très dure contre les tortionnaires, si bien que les matons étaient terrorisés à l'idée d'entrer dans certaines taules.

Excusez-moi du ton, mais c'est ce qui me vient à l'esprit en vous écrivant dans une situation aussi dramatique, c'est ce que je ressens avec une rage que je ne peux cacher, impuissant à lutter contre l'indifférence des gens. Je voudrais que ces paroles changent la route stratégique du présent et que nous luttions tous unis pour l'abolition de l'isolement et pour la vie.

Avec @mour, Claudio

[Cette lettre était destinée à Sedar Demirel, alors en grève de la faim dans les prisons turques. Après s'être immolé le 18 décembre 2005 pour protester contre l'isolement et les cellules de type F, il est conduit à hôpital où il décédera le 7 janvier 2006. La réponse de S. Demirel est disponible sur notre site. Le titre est de la rédaction]

Claudio Lavazza
C.P. Albolote (Mod. 2)
Ctra De Colomera Km 6,5
18 220 Albolote
Granada — Espagne



Appel à la mobilisation pour le procès des 6 anarchistes arrêtés à Barcelone en 2003

Depuis septembre 2003, quatre des six anarchistes de Barcelone inculpés sont en préventive. Les peines demandées par le procureur pour les six ont été connues le mois dernier. Des peines qui vont jusqu'à 117 ans, pour des accusations telles qu'appartenance à une organisation terroriste, possession illégale d'armes et d'explosifs… Encore une fois, des anarchistes comparaissent devant des tribunaux, comme ça a été constamment le cas ces dernières années, et nous n'avons encore une fois rien à en attendre.

Je ne veux pas me taire devant ces faits. Je ne veux pas répéter à nouveau ce qui a déjà été dit et écrit tant de fois. Il est clair que cette Europe est unie pour détruire toute possibilité d'actions subversives, pour garder un œil sur tous les nids où des idées révolutionnaires vivent encore, pour renforcer ce système d'autosuffisance bourgeoise et le préserver d'un avenir qui mettrait son existence en danger.

La question qui se pose est celle de la dynamique que nous pouvons développer en retour. Que pouvons nous faire, en toute sincérité, avec nos moyens et nos idées, pour ne pas leur laisser le terrain complètement libre ? Quelles sont nos priorités face à cette situation, pas seulement par rapport à l'existant, mais aussi par rapport aux camarades enfermés, par rapport à nous-mêmes, de manière à ce que nous puissions nous lever le matin en nous regardant dans les yeux les uns les autres avec confiance, en regardant vers l'avenir.

Le minimum est de se rendre responsable de solidarité révolutionnaire, ne serait-ce que pour montrer aux compagnons qu'ils ne sont pas seuls face à la violence de l'Etat. Nous ne les connaissons peut-être pas, ni leur véritable histoire et expériences. Nous pouvons débattre des questions de stratégie/tactique et, en dernière analyse, de l'affreux mot de «violence», mais cela constitue-t-il un obstacle insurmontable pour exprimer notre solidarité et notre affection pour des anarchistes qui s'opposent à l'omnipotence, aux tribunaux et aux prisons, nos ennemis naturels ?

La solidarité est l'un des fondements de la lutte active et quotidienne de tout anarchiste. C'est cela qui nous arrache à l'isolement, qui nous enrichit et qui relie les luttes. Cette responsabilité est trop souvent laissée aux groupes antirépression, alors qu'elle repose sur chacun d'entre nous. Chacun de nous doit connaître la manière dont l'étau se resserre, car demain ce sera l'un de vous qui sera enfermé, et tu dois savoir ce que tu peux attendre des autres. Plus large et diverse sera la solidarité, plus nous serons fort, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs. Pense, réfléchis, discute et agis. Insuffle de la vie dans la lutte.

Le procès contre les 6 a débuté il y a quelques mois. Après environ trois années, ils comparaissent devant l'Audencia Nacional, la Haute Cour de Justice, à Madrid. Il est maintenant temps de se préparer, de diffuser de l'information, de réfléchir à quoi faire. A ceux qui voient une occasion ou qui ont la possibilité de descendre à Madrid : nouez des contacts… il est certain que vous serez bien reçus par les camarades dans le Sud. A tous les autres, laissez vous inspirer par la créativité et la variété des actions (directes) menées ces dernières années en solidarité avec les prisonniers anarchistes.

Pour conclure, ceci est un appel à tous ceux qui portent encore fièrement et avec générosité la lutte anarchiste dans leur cœur. A tous ceux qui savent qu'ils ne s'agit pas d'attendre l'avenir et que tout changement implique des initiatives. A ceux qui se sentent concernés par la lutte des hommes pour la liberté. Une liberté que cette Europe veut déclarer morte et enterrée sous les serrures et les verrous. Ceci est un appel à un mouvement qui sait faire honneur à ses prisonniers, et qui est conscient que nous ne pouvons au final que compter sur nous-mêmes, et que cela est précisément notre force face à l'Etat.

Qu'une tempête anarchiste balaie leurs forteresses pénales !
Faîtes-leur savoir que leurs poursuites systématiques n'arrêteront pas ce mouvement de révolte !
Solidarité avec tous ceux qui luttent pour la liberté et la dignité !
Solidarité avec les " 6 de Barcelone " !
Solidarité avec Igor, Rafa, Carol, Joaquin, Roger en Theo !
Pour l'Anarchie !

Bart De Geeter
mars 2006, prison de Düsseldorf

Bart de Geeter
AZ 52 KS 22-04
Landgericht Aachen Postfach
52 034 Aachen
Allemagne

Verdict 6 Barcelone

« Espagne : L'Audiencia Nacional, suite à l'audience tenue ce jour, a infligé des condamnations entre 2 et 7 années de prison aux six membres présumés d'un groupe anarchiste, contre lesquels le procureur avait initialement requis des condamnations allant jusqu'à 161 années.

Au cours de l'audience d'aujourd'hui, 20 avril 2006, l'accusation et la défense ont trouvé un accord, le procureur a donc abaissé de beaucoup ses prétentions.

Quatre des inculpés —Igor Quevedo, Carolina Forné, Joaquín Felicísimo Garcés et Rafael Romás— ont accepté la condamnation pour des «délits continus d'incendie à finalité terroriste», ce qui leur a valu 4 ans chacun, et celle de «détention illicite d'armes à finalité terroriste», ce qui leur a rajouté 3 ans. Roger Gras et Teodoro Hernández ont accepté des condamnations de 3 à 2 années de prison.

De plus, les six inculpés devront indemniser solidairement les personnes touchées par les attentats, dont le montant sera fixé dans le détail du verdict».

Ancien membre de l'Anarchist Black Cross de Gand, Bart de Geeter a été arrêté le 28 juin 2004 près de la frontière germano-hollandaise avec Gabriel Pombo da Silva et José Fernandez Delgado, deux évadés des FIES espagnols. Ils venaient de fuir un contrôle de police inoppiné, dérobant pour ce deux véhicules, dont un avec son chauffeur. Il a été condamné à 3 ans et demi de prison le 2 septembre 2005 pour «complicité de délit de fuite». Les deux autres ont pris 13 ans et 14 ans (pour «vol de voiture et prise d'otage», plus «braquage» pour le second). Ils ont fait appel. Bart est actuellement incarcéré à la prison de Düsseldorf, Gabriel à Aachen et José à Bochum.

Lettre de Rubén

Le 9 février 2006, Rubén Masmano Bernet et Ignasi Antolino Ibañez, deux jeunes anarchistes de Barcelone, sont arrêtés et incarcérés, accusés de deux actions de sabotage : l'une commise le 14 décembre 2005 contre le CIRE (entreprise publique qui contrôle le travail en prison), et la seconde aux dépends de la banque Sabadell, une des entreprises partie civile contre Sergio L.D., l'unique personne encore inculpée suite aux émeutes lors du sommet de l'Union européenne de 2002 à Barcelone (dont le procès est le 8 juin 2006).

De nombreuses actions de solidarité ont lieu en Espagne, et jusqu'au Portugal ou en Belgique, et Ignasi est finalement libéré contre une caution de 3000 euros le 30 mars 2006. Il reste encore à faire sortir Rubén...

Le 29 mai 2006, le procureur a requis 7 ans et demi de prison pour chacun, et 20 mois de jours/amende à 5 €/ jour. Plus 3 846,63 euros de dommages-intérêts pour la Caixa Sabadell et 21 674, 50 euros pour la Generalitat de Catalogne, concernant les dégâts contre le Cire.

Le 9 mai 2006, la police arrête quatre nouveaux compagnons à Barcelone : Alvaro, Enrique «Kike» et Pau sont interpellés *calle Alcolea* dans le quartier de Sants, et Javier *calle Roselló*, avant d'être tous conduits au commissariat de Verneda.

La presse, porte-voix des keufs, parle aussitôt d'un nouveau «*groupe anarchiste radical*» démantelé, accusé de «*participation à des actions violentes, dont la fabrication d'engins explosifs et d'attaques contre des agences bancaires*». Il s'agirait d'actions de solidarité avec Rubén et Ignasi, arrêtés le 9 février dernier. Lors des perquisitions «*à la recherche de matériel pour la fabrication d'explosifs*», les flics auraient saisi des marteaux, diamants à verre, pieds de biche, matériel électrique et les habituels ordinateurs et propagande anarchiste.

Un communiqué de compagnons espagnols précisait enfin qu'ils avaient été relâchés le 11 mai à la fin de l'interrogatoire. «*Les accusations que le juge a montées contre eux sont moins graves que celles initialement sorties dans la presse. Tout cela semble être un nouveau montage journalistico-policier contre ceux qui ne suivent pas le parcours imposé par le pouvoir*».

Prison de Can Brians, 15 février 2006

Salut compagnonNEs !

Tout commence à 8h30 du matin ce maudit 9 février, lorsqu'un compagnon nous réveille pour nous prévenir qu'il semble qu'ils sont en train d'expulser Ignasi de son squat à Vila de la Clota. Il nous faut quelques instants pour réagir, puis nous décidons de nous y rendre afin de lui exprimer notre solidarité. Nous petit-déjeunons, puis nous descendons pour nous rendre à la Clota. En un instant, comme s'ils surgissaient de nulle part, un nombre indéterminé d'agents en civil de la brigade politico-sociale des Mossos d'Esquadra s'approche de nous, masqués, en nous disant qu'ils m'arrêtent parce que je suis un terroriste. L'impact est plutôt rude, ils nous fouillent dans la rue contre le mur, et c'est à ce moment que je perds le contact avec la compagne qui est avec moi. Ils me font monter dans une voiture et me disent que je suis accusé d'avoir incendié une agence de la banque Sabadell et le CIRE situé calle Gran de Gracia, puis qu'ils vont faire une perquisition de mon appartement. Je leur dis que je souhaite la présence de mon avocat. Ils me demandent son nom, puis les quatre qui m'accompagnent rient et disent que ça ne se passe ainsi que dans les films. J'insiste pour qu'ils respectent mes «droits», mais peu importe.

Ils m'emmènent menotté à la maison, le visage masqué, en m'obligeant à regarder le sol. Je ne peux relever la tête que dans l'entrée, pour me rendre compte du dispositif incroyable qui a été mis en place. Je calcule qu'ils sont au moins 14 flics en civil, parce qu'il y a trois voitures pleines, en plus des fourgons anti-émeutes.
En entrant, je vois 6 agents et la compagne, ce qui me rassure. La perquisition commence alors, ils embarquent affiches, livres, fanzines, vêtements, deux ordinateurs. Ils n'ont laissé que le chat. Je me rends alors compte qu'ils sont en train de m'appliquer la Loi Antiterroriste, parce que la compagne présente l'a explicitement demandé. A ce moment, personne ne pouvait pénétrer dans le bâtiment, entièrement occupé par la brigade. A la fin de leur sale boulot, ils laissent la compagne à la maison, me font monter dans une voiture et me transfèrent au commissariat de Zona Franca, où ils me fichent avant de m'enfermer en cellule.
Je réussis à voir un autre compagnon, qui n'est pas Ignasi, et nous commentons la situation sans bien comprendre, parce que le mandat de capture ne concernait que moi et Ignasi. Il sera relâché assez vite.

Le séjour dans le commissariat est plutôt puant. Pendant ces douze heures, ils me font monter pour être interrogé par le chef de la brigade et un autre importun. Avec un sourire sarcastique sur leur visage de tortionnaires, ils me demandent si j'ai une déclaration à faire. Je m'y refuse, naturellement, puis je reste assis là avec les deux, fumant une cigarette et devant entendre des questions du type «*qui a fait le coup de l'institut italien de la culture ?*», «*et toutes les autres choses ?*». Je ne réponds pas, et nous passons un peu de temps à nous regarder et nous haïr, au moins pour ma part, jusqu'à ce que j'ai fini de fumer et que je retourne menotté en cellule. Le lendemain, ils nous conduisent au commissariat Les Corts, où nous passons deux jours en mangeant deux sandwichs par jour. Puis nous sommes conduits au tribunal. Ignasi est placé dans une cellule avec un autre détenu, moi je suis en isolement dans une cellule qui ne comporte qu'une fenêtre de 40 cm sur 40, munie de barreaux. Nous y passons plusieurs heures, je ne me souviens plus combien, jusqu'à ce que la secrétaire du juge m'informe qu'ils ne parviennent pas à trouver mon avocat, me demandant si nous sommes prêts à lâcher une déclaration en présence d'un commis d'office. Nous refusons, tant qu'ils ne trouvent pas le nôtre. Il finit par arriver et nous montons : une foutue farce, avec des indices sans preuve. Le magistrat, sans nous regarder en face et sans nous répondre, demande l'incarcération préventive sans possibilité de liberté conditionnelle sous caution. L'avocat, au contraire, demande la libération, parce qu'il n'y a ni danger de fuite ni d'interférence dans l'enquête, mais la juge de garde accepte la demande du procureur et ils nous conduisent directement à la prison de la Modelo.
Au moment de pénétrer dans le fourgon, nous bénéficions de quelques mauvais traitements : ils nous y poussent les bras levés, menottés, en nous obstruant la bouche parce qu'ils savent que nos compagnons nous attendent dehors. Dans le fourgon, nous prenons des coups parce qu'ils n'arrivent pas à nous soumettre.
En prison, le traitement est celui réservé aux prisonniers politiques. En deux heures, nous changeons deux fois de cellules, et ils nous interdisent d'entrer en contact avec d'autres détenus. Lorsque nous nous rendons chez le médecin, l'assistante sociale ou l'éducateur, c'est toujours seuls et non en groupe, contrairement aux autres. Le lendemain, le juge de la détention réitère l'incarcération préventive, et y ajoute la dispersion. Je suis donc transféré à Can Brians, où un maton au ton affreusement ironique me dit : «*la vie est paradoxale, hier tu as mis des bombes contre le CIRE, et aujourd'hui tu te retrouves derrière*

les barreaux». Je lui demande de respecter la présomption d'innocence, ajoutant que je ne suis pas encore condamné. Sa réponse est brève : *«toi qui fait partie de ceux qui parlent de brutalité des gardiens, tu vas désormais la sentir sur tes os»*.

Jusqu'à présent, je n'ai pas tant souffert des punitions physiques, j'ai assez à faire avec les attaques au moral, vu qu'ils nous méprisent en permanence, comme si nous n'étions pas des personnes ; je ne vais pas le nier, je n'arrive pas à dormir correctement. Je rêve tout le temps, ou plutôt, je fais des cauchemars. Je pense à vous, compagnons, qui êtes dehors, ma famille. Mais ça me donne de la force de savoir que vous continuez à lutter comme nous le ferons de l'intérieur des oubliettes de l'Etat. Nous savons que notre place n'est pas ici, mais dehors, pour résister et continuer jusqu'à la liberté, si nous restons toujours fermes et constants. En dépassant toutes les barrières que nous impose l'Etat, en s'auto-organisant et en luttant. Ni les brigades politico-sociales, ni les prisons ne pourront en finir avec l'Anarchie, parce que s'ils n'y sont pas parvenus jusqu'à présent, ils ne réussiront jamais.

Je vous demande seulement de continuer, de nous soutenir aussi, parce que nous en avons besoin pour ne pas tomber. Nous savons que nous sortirons à terme, ils ne peuvent nous garder ici s'ils ont un peu de scrupules. La suite est en grande partie liée à l'application de la maudite légalité, et plus encore à la lutte qui se développera à l'extérieur : protestez, criez et résistez (si vous le souhaitez).

Du module 1 de la prison de Can Brians,
Salut et anarchie,
Courage et toujours en avant !

Rubén

Rubén Masmano Bernel
C.P. Can Brians (Mod. 1)
Apartado 1000
08760 Martorell

Lettre d'Ignasi

Prison de Quatre Camins, 23 mars 2006

Salut compagnonNEs !

Un bonjour à toutEs ceux/celles qui m'aiment et à toutEs celles/ceux qui éprouvent et sont animés par la solidarité.
Après un mois et demi de séquestration, je crois qu'il est temps d'expliquer publiquement à toutEs comment je vois toute cette histoire, même si je dois reconnaître que certains jours je vois les choses avec plus d'optimisme que d'autres.
Il semble que nous sommes en train de devenir une des premières expérimentation des mossos [police autonome catalane récemment dotée de nouveaux pouvoirs] et de leur lutte contre ce qu'ils/elles nomment les mouvements anti-système. Ils ont bien appris la leçon, en réussissant jusqu'à présent à nous maintenir en prison sur base d'inventions et de fausses preuves.

On dirait que le message est très clair : « *nous venons d'arriver mais nous vous tenons bien à l'œil et nous pouvons faire chier quand on veut.* » Ça on le savait, mais ce que je n'imaginais pas, c'est qu'ils le feraient si grossièrement, en présentant aux tribunaux des preuves auxquelles même eux ne croient pas.
Mais bon, j'ai déjà vérifié sur ma propre peau qu'ils ont tout pouvoir et qu'ils l'utilisent comme ça leur convient le mieux, et point. Il est clair que, dans notre cas, ils ne nous ont pas enfermés parce qu'ils pensent que nous avons provoqué 2 ou 3 incendies, qu'ils puissent le croire ou pas. Si on est ici, c'est parce que nous sommes deux personnes visibles du mouvement anarchiste, que nous étions déjà contrôlés par les corps répressifs depuis de nombreuses années et, pour le dire d'une autre façon, pour que cela serve de vitrine et d'exemple de ce que les mossos et « l'alliance tripartite de gauche» sont capables et prêts à faire de nous.
Mais on dirait que ce petit jeu leur coûte cher, parce que se développe un fort mouvement de solidarité et des réponses à la répression avec un grand nombre d'actions et des mobilisations de toutes parts. Ces choses ont été une agréable surprise pour moi, et ça me donne énormément de courage et de force pour m'en sortir ici dedans. Je trouve très important de bien voir que, de la même façon que l'attaque répressive n'était pas uniquement dirigée contre nous qui avons fini en prison, mais bien contre tout le mouvement, la réponse en solidarité doit aussi venir de toutEs celles/ceux qui luttent contre l'Etat, contre ce système de justice et contre toutes les prisons.
Concernant la vie en prison, et de mon point de vue, je pense être l'unique personne en préventive placée en module de second degré dans cette prison de Cuatro Camins. On pourrait dire que c'est une claire représentation de la société hors des murs, qui est seulement beaucoup plus contrôlée. Avec les sirènes, comptages, fouilles, matons, éducateurs/rices, psychologues, normes, le contrôle du temps, les humiliations, la hiérarchie, ...et aussi avec un contrôle individualisé du comportement de tout le monde.
La société carcérale a assumé, intériorisé et d'une certaine façon accepté la violence que représente cette institution. Ça n'est sûrement pas si flagrant dans les centres de préventive, mais ici, où le niveau d'endoctrinement et de domestication est beaucoup plus avancé, les détenus assument si bien la norme qu'ils effectuent tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement de la prison (y compris les fonctions répressives). Les fonctionnaires se limitent à appuyer sur des boutons, à tourner la poignée pour ouvrir et fermer les portes, et à être là pour réprimer celui qui oublie une quelconque limite et va plus loin.
Une fois toutes les normes de comportements intériorisées, il faut aussi se soumettre au sinistre et machiavélique « traitement pénitentiaire », celui dans lequel les plus viles valeurs de l'être humain sont mises en avant, comme la délation, l'égoïsme, l'absence de solidarité, la soumission, l'absence d'opinions, ne pas exiger ce qui est juste, voir le travail comme une valeur en soi et non comme une forme d'échange, l'exploitation qui n'existe pas, etc... Le tout accompagné des indispensables médicaments altérant la personnalité, qui aident à rendre les gens idiots.

Dans quelle société veulent nous emmener nos civiques gouvernantEs, démocrates et progressistes ?
Pour moi, le plus dur de la vie en prison est précisément de réussir à résister à tous ces types d'endoctrinements, à ne pas m'habituer à la violence, et à ne pas accepter tout cela comme une situation normale. Évidemment, ça me manque beaucoup de ne pas être avec mes proches, ici je me rends compte de combien je les aime et combien j'en ai besoin.
Mais pour moi, il est bien clair que je vais résister avec la tête bien haute jusqu'au bout, que la répression nous apprend beaucoup plus que ce qu'elle nous enlève, que ça nous fait aller de l'avant. Et par-dessus tout, que ça nous fait sentir la haine et la rage dans notre propre chair. Qu'ils ne l'oublient pas et ne croient pas qu'ils vont nous liquider si facilement.

Jusqu'à ce que nous soyons toutEs libres.
Mort à l'Etat et vive l'anarchie !
Ah, et une accolade pleine de force à Rubén.

Ignasi

Brèves du désordre grecques

Mouvement étudiant

Athènes, 8 juin 2006

(indymedia) - La Grèce connaît son plus important mouvement étudiant depuis les années 1970, contre un projet de loi du gouvernement actuel de droite prévoyant : la création des facs privées (la Constitution sera modifiée pour lever cet obstacle), le fonctionnement des facs publiques selon des critères de management du secteur privé, la remise en cause de l' «asile» universitaire (impossibilité pour la police d'intervenir sur le campus sauf accord des CA des universités), la réduction drastique de la possibilité des étudiants de repasser des examens et de progresser d'une année sur l'autre.
Une manif imposante a lieu le 28 mai à Athènes (8000 personnes). Au 31 mai, 186 départements universitaires étaient occupés, nombre qui est passé à 320 le 7 juin (75 % de l'enseignement supérieur), jour de mobilisation nationale qui a réuni 15 000 personnes à Athènes et 7-10 000 à Thessalonique.
De nombreux affrontements ont eu lieu ce jour-là à Athènes, à base de bâtons, pierres et de molotovs. L'affrontement a commencé en fin de manif, lorsque des dizaines d'étudiants ont voulu forcer le barrage de keufs menant au ministère de l'Education.
Ils se sont poursuivis devant le Parlement. De nombreuses banques, commerces et quelques voitures ont été détruits. On compte de nombreux blessés (dont 10 policiers), et 70 personnes ont été arrêtées. 4 sont poursuivies.
Les premiers partiels commençaient lundi 5 juin mais n'ont pas eu lieu, des ouvriers soutiennent les étudiants en participant à leurs actions et en faisant grève sur les chantiers et certaines usines, à chaque fin de manif de affrontements violents ont lieu avec la police, les organisations des professeurs des facs appellent à «la grève durable» et le gouvernement ne veut pas reculer. Le prochain rendez-vous d'actions a été fixé le 16 juin devant le Parlement.
Un des slogans principaux des étudiants est «ici, on fera comme en France». Le mouvement se structure autour des AG par département et de coordination d'AG par ville. Il exprime un rejet radical de la logique de privatisation de l'enseignement supérieur, dans un milieu qui n'a pas connu de mobilisation importante depuis une quinzaine d'années. Par son ampleur, il n'est d'ores et déjà comparable qu'avec le mouvement (victorieux) des occupations de 1979.



Athènes, 6 mai

Explosion contre la résidence d'un ministre

Athènes, 31 mai 2006

(LPJ) - Vers 7h40 hier matin, les habitants du quartier du Lycabette, au centre d'Athènes, ont été réveillés par une forte détonation, due à l'explosion d'un engin artisanal. Placé dans un sac de voyage accroché à une bicyclette, l'engin se trouvait à 200 m de l'appartement du ministre de la Culture, Georges Voulgarakis, au croisement des rues Doxapatri et Sarantapihou. L'incident a endommagé deux voitures, entre lesquelles se trouvait la bicyclette. Au moment de l'explosion, la voiture de la brigade spéciale de détection d'explosifs (TEEM) était garée en face du lieu fatidique. La sortie du ministre était prévue dans les minutes suivantes. Georges Voulgarakis est soupçonné d'avoir couvert une affaire d'enlèvements et d'interrogatoires illégaux d'immigrés pakistanais par les services grecs après les attentats de Londres en juillet 2005.
Action revendiquée par le groupe *Lutte Révolutionnaire* (EA).

Explosion contre la Banque Nationale de Grèce à Athènes

Athènes, 28 mai 2006

(Ansa) - Des bouteilles incendiaires lancées la nuit dernière contre une banque à la périphérie d'Athènes ont provoqué un incendie et de graves dégâts matériels. C'est la *Banque Nationale de Grèce*, numéro un du secteur dans le pays, qui a été prise pour cible. Les attentats avec des bouteilles incendiaires ou des bonbonnes de gaz sont fréquentes en Grèce, particulièrement contre les banques, les institutions et les intérêts étrangers. Ils sont généralement attribués aux anarchistes ou à des groupuscules d'extrême-gauche.

Manifestation contre la visite de Condoleezza Rice

Athènes, 25 avril 2006

(AP) - Plus de 3.000 personnes ont manifesté mardi à Athènes contre la visite en Grèce de la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.
L'escouade anti-émeutes a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants qui ont tenté de pénétrer dans le bâtiment où Condoleezza Rice rencontrait son homologue grec. Lançant des cocktail molotov et des pierres, des militants altermondialistes ont incendié un camion en plus de briser les vitrines de certains commerces du quartier le plus luxueux d'Athènes.

Affrontements avec les keufs

Athènes, 1 avril 2006

(AP) - Un groupe d'environ 150 jeunes la tête couverte d'une capuche et armés de cocktails Molotov et de pierres s'est bagarré avec la police et a saccagé des magasins dans le centre d'Athènes samedi matin, selon les autorités. La bande a causé d'importants dommages à cinq commerces et deux distributeurs automatiques de billets.
Les faits se sont produits avant l'aube. Les jeunes ont incendié des poubelles et affronté la police anti-émeute. L'un d'eux a été arrêté et 23 autres ont été interpellés puis remis en liberté, a précisé la police.

Explosion contre la City Bank

Athènes, 27 mars 2006

(Ansa) - Un engin incendiaire muni d'un dispositif à retardement a explosé la nuit dernière contre une agence de la *City Bank* américaine à Athènes. L'explosion a provoqué des dégâts à l'édifice sans faire de victime. Une demi-heure avant l'explosion, un inconnu avait téléphoné à un journal pour l'annoncer. Selon les enquêteurs, l'attentat, qui n'a pas été revendiqué, est à mettre au compte des groupes anarchistes bien connus.



Athènes, 8 juin

Les luttes contre l'Etat et contre le Capital ne peuvent être ni réprimées ni manipulées. Elles ne font pas de compromis et ne présentent aucune excuse.

(Communiqué d'un collectif anarchiste d'Athènes à propos du rôle du FSE, du Forum Anarchiste Anti-autoritaire Libertaire et de la manifestation anarchiste dans la matinée du 6 mai, des émeutes lors de la manif contre la guerre l'après-midi même, et de l'approbation de la répression de l'Etat par le FSE. Sur les 17 personnes arrêtées, 8 sont inculpées pour divers délits et 4 sont actuellement en prison. Des actions de solidarité sont prévues dans les jours qui viennent à Athènes…)

Au cours des dernières années, les sommets internationaux des patrons politiques et financiers mondiaux ont entraîné des épisodes de résistance qui ont mis sous les projecteurs de l'actualité, de manière explosive, une diversité de luttes éclatant à travers le monde contre l'Etat et le capital (depuis les communautés indigènes jusqu'aux ghettos des métropoles capitalistes).

Les rassemblements de milliers de gens dans les rues de Seattle, de Prague, de Gênes, de Thessalonique et d'ailleurs ont donné un nouveau souffle à ces luttes. Ils ont opposé à la mondialisation de la domination, la mondialisation de la résistance de ceux d'en bas : la lutte pour un monde sans exploitation et sans oppression, sans frontières ni prisons.

L'image de ces révoltés originaires de pays différents se retrouvant derrière des barricades en flammes, transformant ces villes en champ de bataille entre la société et ses tyrans, a privé les dominants de l'alibi selon lequel leurs projets criminels sont acceptés par la société, et a sapé l'illusion qu'ils sont tout-puissants.
Face à cette vague croissante de résistance, l'Etat a eu recours au fondement même de son existence, la violence institutionnelle et physique, et a en même temps encouragé l'émergence de personnalités de premier plan, comme des intellectuels de gauche, des politiciens et des syndicalistes bureaucrates, pour qu'ils soient reconnus comme les représentants de ceux qui luttent. Dès le début, le but était de neutraliser la résistance sociale en l'assimilant dans les limites du système, pendant que la répression étatique –avec l'aval des réformistes– ciblerait en même temps ceux qui sabotent cette perspective. Dans ce contexte, n'importe quelle forme de résistance restant incontrôlée par tous ces mécanismes de manipulation est étiquetée comme activité "criminelle" ou "terroriste".



Athènes, 6 mai

Le Forum Social Mondial (FSM), tout comme le forum européen (FSE), sont le résultat de ces deux facteurs qui coïncident : le premier correspond à la tentative de l'Etat d'éliminer la lutte de l'intérieur, le second est une tentative des partis politiques sociaux-démocrates ou de gauche, des syndicats et des organisations, de se racheter une nouvelle position privilégiée à l'intérieur du système, en prétendant représenter la voix du mouvement anti-mondialisation, et en utilisant sa force pour promouvoir leur carrière politique. Le FSM et le FSE sont des structures crées d'en haut afin de contrôler et de manipuler les mouvements de résistance qui se développent en bas.

Les anarchistes et les anti-autoritaires, en agissant soit lors de manifestations internationales avec des milliers d'insoumis ou localement, sur les différents fronts de la lutte de classe et des conflits sociaux, ont toujours combattu pour l'autogestion de la lutte et pour le rejet total de l'Etat et des institutions capitalistes. Ils se sont donc dès le départ opposés aux intentions de l'Internationale Réformiste, qui étaient de remplacer la résistance dans la rue par des institutions hiérarchiques alternatives visant à poser des limites à la lutte. En demandant soit la restauration des vieux modèles autoritaires, soit l'amélioration des structures existantes, elles ne cherchent qu'à miner les perspectives de libération sociale.

La rivalité entre les perspectives de révolte et les perspectives d'assimilation au système est présente à chaque moment de l'antagonisme social. C'est cette même rivalité qui s'est exprimée lors du quatrième Forum Social Européen à Athènes, organisé du 4 au 7 mai par les syndicats bureaucratiques locaux, par les groupes réformistes, les ONG et le parti politique de gauche Synaspimos à leur tête, ainsi qu'avec des groupes semblables d'Europe. Leur but est de convaincre les gens qui, écrasés par le monde des patrons, et cherchant des manières de résister, sont attirés par des rassemblements inspirés d'événements tels que Seattle ou Gênes, en pensant que le monde peut véritablement changer par le biais des vieilles ou des nouvelles institutions du régime.

Parallèlement à d'autres rencontres et en opposition aux intentions du FSE, les collectifs anti-autoritaires ont organisé le même jour à l'Ecole Polytechnique le Forum Anti-autoritaire, Anarchiste et Libertaire, créant ainsi un espace pour que les gens puissent exprimer la diversité de leurs expériences, points de vue, perspectives dans le combat Anti-autoritaire, avec des discussions ouvertes sur des questions telles que la biotechnologie, la globalisation capitaliste, la croisade anti-terroriste, la crise institutionnelle de la démocratie, le travail, la prison, la drogue, la contre-information, etc.

L'apogée de cette rencontre a été la manifestation anarchiste qui s'est déroulée dans la matinée du 6 mai, lors de laquelle plus de mille compagnons ont défié les nombreuses forces de police et ont marché avec pour slogan principal : AUCUN MONDE N'EST POSSIBLE TANT QU'EXISTERONT L'ETAT ET LE CAPITALISME.

Ces initiatives ont dérangé l'Etat qui avait lancé ces derniers temps par l'intermédiaire des médias une intense campagne de désinformation afin de criminaliser les anarchistes. Le propos principal de cette campagne était le mythe selon lequel la lutte anarchiste menacerait la société plutôt que l'Etat, qui se présente comme le gardien de la sécurité de l'ordre social. Le but de l'Etat est de couper l'influence que la théorie et la pratique anarchiste a sur les luttes sociales et de s'attirer le consentement de la société lorsqu'il réprime.
Les organisateurs du FSE ont également été dérangés par ces activités, car leur but est de s'assurer de l'hégémonie politique à l'intérieur de la résistance –qui doit rester dans les limites de ses revendications réformistes–, ainsi que l'hégémonie de leur méthodes d'action dans les rues à ce moment précis.

(...) Il y a eu donc une première action qui est partie du milieu de la préparation de la manif du FSE. Début des hostilités devant la city-bank complètement détruite à coups de pioche et de cocktails, puis tout s'est enchaîné très vite : deux banques, un concessionnaire de voiture, d'autres bâtiments. Quelques manifestants du FSE qui scandent " fascistes ", alors une action anti-caméra et appareil photo s'engage, quelques appareils sont détruits.

L'action finit devant le commissariat de police où un car de flic brûle ainsi qu'une voiture de flic. Il y avait un flic à proximité qui pris de panique tire quelques coups de feu en l'air, mais il en faut un peu plus pour arrêter les grecs.

Quelques gaz lancés avec une sorte de bazooka (comme en france). Mouvement de panique. Devant une bouche de métro, certains s'y engagent, des grecs crient " no no ". Remontée de quelques personnes de la bouche de métro, charge d'un flic (type CRS) : le flic est derrière deux anars grecs qui sortent une barre de fer et le font reculer. Une grenade explose juste à l'entrée de la bouche et donc tout le monde descend dans le métro pour s'y réfugier. D'autres continuent sur le parcours du FSE. Ambassades attaquées : USA, France, Allemagne [Italie]. Bâtiments d'institutions grecques (Parlement, Palais de Justice..). Un flic brûle devant le Parlement. Puis les manifestants s'engagent dans une rue bourgeoise. Le MacDo situé à l'entrée de la rue voit ses vitrines tomber, puis les manifestant-e-s s'engagent dans la rue commerçante, les vitrines des magasins éclatent sous le poids des jets de pierres et des pioches, quelques cocktails sont encore lancés. C'est la fin de l'action.

Le bilan annoncé dans un premier temps est énorme : on parle d'une soixantaine d'arrestations, en réalité 17 personnes sont retenues par la police. 11 ont des chefs d'inculpation allant jusqu'à " *tentative de meurtre sur un représentant de l'ordre* ". 6 sont gardés par la police, les flics n'ont pas de motif pour les garder mais ils ne les relâchent pas. Parmi ces personnes, il y a un ukrainien qui est sans papier et qui n'a pas fait son service en Ukraine, donc si un mandat d'arrêt est lancé contre lui dans son pays il pourra demander l'asile politique. Un mineur de 17 ans s'est fait interpeller un cocktail à la main. Et une personne aussi, qui s'était déjà fait arrêter dans les années 90 et qui avait attendu plus de 18 mois avant son procès (ce qui est illégal) et qui avait protesté en faisant la grève de la faim avant d'être relâchée.

Un rassemblement devant le bâtiment ou ils étaient arrêtés a été organisé, une centaine de personne étaient présentes.

Depuis les Jeux olympiques une nouvelle lois anti-terroriste a été votée et les compagnons craignent les sanctions qui vont être appliquées, car c'est la première fois que le gouvernement parle de tentative de meurtre sur un représentant des forces de l'ordre.

Extrait de *Témoignage des manifs en Grèce du samedi 6 mai*, publié le 10 mai 2006 sur www.ainfos.ca/fr

L'hégémonie de la mentalité social-démocrate a été contrée par les émeutes qu'ont amorcé (spontanément et, dans une large mesure, de manière désorganisée) les anarchistes et la jeunesse rebelle, lors de la manifestation anti-guerre organisée par le FSE dans l'après-midi du 6 mai. Les attaques contre les cibles de l'Etat et du capital et les affrontements avec la police ont montré à l'Etat qu'aucune structure manipulatrice ne peut se développer sans rencontrer d'obstacles, et a terni l'implication politique du FSE lors de cette manif qui se devait d'être une contribution spectaculaire à la pacification sociale. Ce que ces événements ont mis en évidence, c'est la collaboration entre la manipulation et la répression de l'Etat.


Athènes, 6 mai

Des groupes du FSE ont infligé des violences gratuites à des manifestants qui n'étaient pas dans leurs cortèges et dont la seule faute était de ne pas se conformer aux plans du comité d'organisation du FSE pour une manifestation pacifique. Il est important de souligner que les anarchistes et d'autres manifestants ont attaqué des cibles bien spécifiques, comme la police anti-émeute et leurs véhicules, des banques, les ambassades américaine, britannique, italienne et française, le siège de la police, le tribunal, les bureaux de l'UE, le Parlement grec et des ministères. Ils n'ont aucunement attaqué les gens qui participaient à la manifestation du FSE ou même les services d'ordre, comme l'affirment les représentants du FSE en mentant de façon éhontée. Au contraire, c'est le service d'ordre du FSE qui a frappé et tenté de frapper ceux qui participaient aux émeutes. Ils ont eu l'incroyable culot de les traiter de fascistes, en même temps qu'ils les jetaient à terre ou les repoussaient en direction de la police. Et bien sûr, les manifestants se sont défendus de cette violence gratuite.

Lorsque la manif s'est terminée, les calomnies contre les émeutiers et les tentatives de retirer le contenu politique de l'événement ont commencé. L'exemple le plus emblématique est celui de D. Stratoulis, représentant du FSE et membre important du parti Synaspismos, qui est passé à la télévision en compagnie de fonctionnaires de police. Là, il a qualifié cette contre-violence sociale de violence glaciale et aveugle, il a expliqué aux téléspectateurs la différence entre les vrais et les faux anarchistes, il a accusé le ministère de l'ordre public d'avoir gâché l'événement, et a reproché à la police de n'avoir pas contenu efficacement les fauteurs de trouble.

Le fait que le FSE ait mis sa voix au diapason de celle de la police et des médias (les dépassant même parfois), a offert à l'Etat l'approbation politique nécessaire pour engager la répression. Cette approbation s'est immédiatement reflétée dans les chefs d'inculpation très durs pesant contre les 17 personnes arrêtées, dans la poursuite de 8 d'entre eux et l'incarcération de 4. Il s'agit d'une punition exemplaire et d'un moyen d'intimidation contre tous ceux qui luttent en dehors des limites définies par le régime.

Les représentants du FSE –comme le président du Synaspismos, qui a déclaré que l'éternelle marche pacifique du FSE place la manif d'Athènes à côté de celles de Seattle, de Gênes et de Florence dans l'histoire du mouvement contre la mondialisation capitaliste– savent très bien que ce qui s'est véritablement passé à Seattle et à Gênes était l'éternelle confrontation avec la police, le gaz lacrymogène, les barricades, et pas seulement des fêtes pacifistes dirigées par des parlementaires. Aujourd'hui, comme hier à Gênes, il crient d'un côté que tous les radicaux sont des provocateurs, et de l'autre ils exploitent et s'approprient les incidents survenus pendant la révolte –jusqu'à la mémoire de Carlo Giuliani, qu'ils appelleraient provocateur s'il était encore vivant. Ils savent pourtant bien que leur idée de manifestations grises n'inspire personne, pas même leurs partisans. Le FSE a, dans une déclaration officielle, accusé des groupes d'avoir utilisé les manifestants comme bouclier pour se protéger de la Police, alors qu'en réalité c'est eux-mêmes qui essaient d'utiliser tous les manifestants afin de pouvoir négocier une meilleure place dans la balance du pouvoir, dans le système politique. Ils ont accusé ceux qui se sont attaqués à des cibles de l'Etat ou du capital de despotisme politique extrême, alors qu'ils sont même allés jusqu'à se battre physiquement entre eux pour diriger le FSE, qu'ils ont approuvé le despotisme de l'Etat et demandé les punitions les plus sévères contre les arrêtés. Les représentants du FSE ont également commencé par calomnier ceux qui résistent, avant de venir les défendre en temps que victimes de la répression afin de disposer d'une nouvel alibi politique.

Contre la continuation de la répression de l'Etat grâce à l'approbation politique des réformistes sociaux-démocrates du FSE, nous opposons la résistance collective sur chaque front de la guerre de classe et de la guerre sociale, nous luttons pour transformer le rêve de révolte en cauchemar pour l'Etat, pour les patrons et leurs laquais.

SOLIDARITÉ AVEC LES MANIFESTANTS PERSECUTÉS SUITE AUX ÉVÉNEMENTS DU 6 MAI

LIBERTÉ POUR LES QUATRE PRISONNIERS

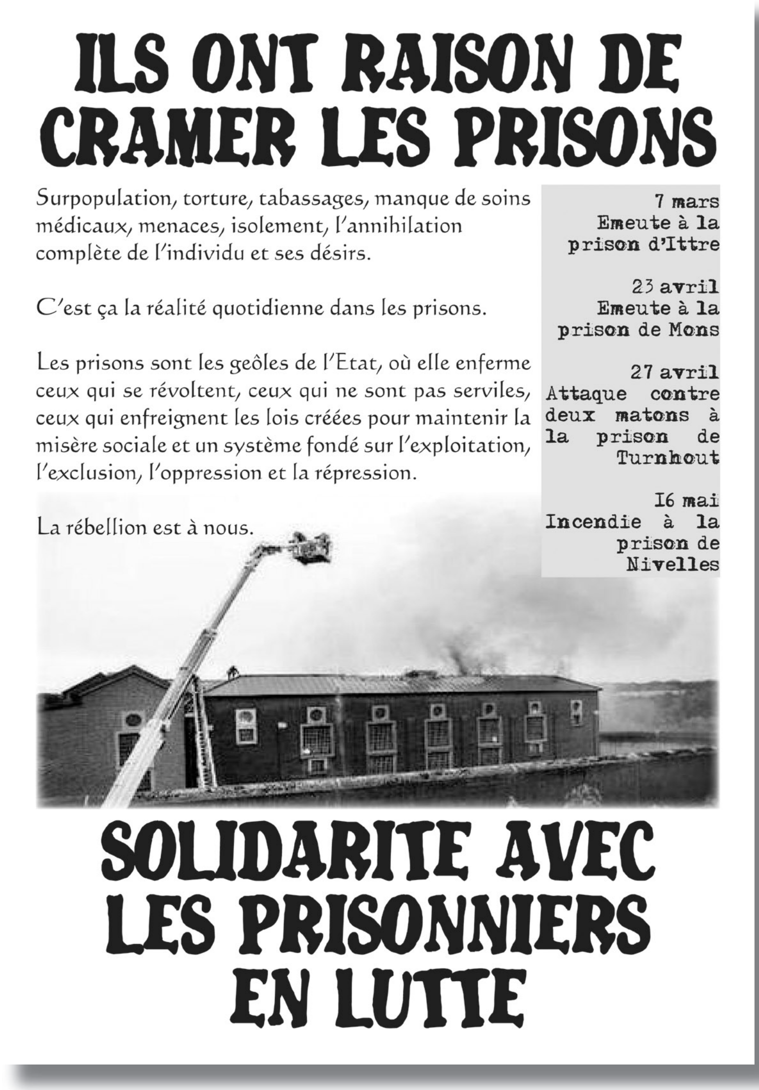
LA LUTTE CONTRE LA DOMINATION SERA AUTOGERÉE, ANTI-AUTORITAIRE ET ANTI-INSTITUTIONNELLE OU NE SERA PAS !

Assemblée ouverte des anarchistes et des anti-autoritaires
10 mai 2006

Brèves du désordre belges

11 février, Dessel : des inconnus détruisent un projet scientifique et ses cages dans un forêt. Les dégâts sont estimés à 15 000 euros. Le projet était soutenu par des associations de chasseurs.
27 février, Bruxelles : l'ambassade de Mauritanie à Bruxelles est attaquée par le *Animal Rights Militia*. Ils vandalisent le bâtiment avec de la peinture et des pierres.
2 mars : l'ALF attaque deux maisons des directeurs de DHL et UPS (qui font du travail logistique pour HLS). Chez Hans Mensing (UPS), ses vitres sont cassées, chez Gordon Olafson (DHL), la voiture est cassée et les pneus crevés.
6 mars, Bruxelles : 7 distributeurs de billets et un magasin de ZARA sont sabotés avec de la colle. Une revendication demande la liberation de Rubén et Ignasi (anarchistes incarcérés le 9 février en Espagne).
20 mars, Gand : après une alerte à la bombe, le Palais de Justice est préventivement expulsé.
21 mars, Dendermonde : le Palais de Justice est tagué en solidarité avec les trois anarchistes arrêtés en mai 2005 qui ont eu leur procès le même jour.
23 mars, Horpmaal : les *Animal Rights Thugs* rendent visite à la maison de Cindy Bollen, la directrice de Roche (entreprise de cosmétiques). Les bâtiments en face sont tagués, la maison de Cindy est vandalisée. L'entreprise Roche est complice des vivisections de HLS.
27 mars, Gelrode : des miradors de chasse, des cabanes camouflées et d'autres outils pour la chasse sont cassées.
4 avril, Wondelgem : des vandales rendent visite à l'entreprise de construction Bostoen qui réalise des villas et des grands projets. Quelques machines sont sabotées.
13 avril, Anvers : un distributeur de billets est vandalisé, quelques jours après, la machine est de nouveau sabotée.
22 avril, Anvers : les journaux parlent des vandales qui ont fait des "graffiti de gauche" partout dans l'Anvers-Nord et Borgerhout, deux quartiers populaires.
23 avril, Bergen : plus de 45 détenus commencent une émeute. Ils ont bloqué le préau et ont jeté tout ce qu'ils pouvaient trouver sur les flics et les matons. Une porte est incendiée. 12 flics sont blessés.
26 avril, Zomergem : les pneus de 7 voitures de police (toutes les voitures de la police de cette région) sont crevés.
27 avril, Anvers : les avocats, juges et fonctionnaires du nouveau Palais de Justice à Anvers se plaignent d'une odeur terrible. La Protection Civile a ordonné l'évacuation des salles jusqu'à elle trouve la cause de l'odeur.
27 avril, Gand : le bureau de la CD&V (parti politique catholique de droite) est attaqué en solidarité avec les sans-papiers en lutte.
11 mai, Anvers : suite à la publication de la mort de M.B., qui a été poussé par des racistes à sauter dans l'Escaut, les vitrines du commissariat de police de son quartier, Le Kiel, sont cassées.
12 mai, Anvers : c'est chaud dans le quartier anversois du Kiel. Différents bâtiments officiels sont vandalisés.
13 mai, Anvers : le commissariat de police du quartier anversois de Kiel est attaqué avec deux molotovs. La bagnole de police qui était garée devant le commissariat, est aussi brûlée par un molotov.
14 mai, Anvers : une commémoration des meurtres racistes à Anvers finit par des petites émeutes. 40 personnes sont arrêtées.
15 mai, Anvers : toutes les entrées du métro (plus de 20) sont sabotées. Un message dit : " *Dans une ville où le racisme tue, où les clandestins occupent des bâtiments pour se battre, où le transport est devenue une rafle, il est temps de changer de voie.* "
17 mai, Anvers : jets de molotovs sur le bureau de l'organisation fascistoïde de jeunesse VNJ.
23 mai, Anvers : le bureau du VLD (parti politique de droite) est attaqué avec des pierres et de la peinture. L'action est revendique par le *Club Anarchiste pour le vandalisme ciblé* en solidarité avec tous les sans-papiers en lutte.

Beau comme une prison qui brûle



Emeute à la prison de Mons

Le 23 avril 2006, plus de 45 détenus de la prison de Mons se sont révoltés. Ils ont occupé le préau en refusant de retourner dans leurs cellules, et ont combattu contre les attaques de la police...

La presse soupire et se plaint : les détenus n'ont pas (encore) avancé des demandes ou communiqué leurs raisons pour la révolte. Cependant, nous savons que les prisonniers ont toujours, à chaque moment, à chaque seconde de leur détention, raison de se révolter. Comme à Ittre au début de mars, la prison de Mons a craqué.

Vers 19h30, une partie des détenus refuse de retourner dans leur cellule. Ils ont occupé le préau et chassé les gardiens. Les détenus ont démonté les perches de buts de foot et ont rassemblé tout le matériel qu'ils pouvaient trouver. Heureusement pour eux, il y avait des chantiers en travaux... Le local de surveillance est cassé. Après, les détenus ont incendié la porte d'entrée. Quand la police, accompagnée de servants de la Protection Civile, se croyait prête vers 21h30 pour la prise du préau, les détenus les ont attaqués avec des pavés et des billes de béton. Après, les émeutiers se sont défendus avec des barres de fer et des brindilles [?]. A minuit, la police a réussit à repousser les détenus dans leurs cellules et à rétablir «l'ordre».

Pour le moment, il n'y a pas de plaintes contre les émeutiers, mais le Parquet prétend qu'ils ont tout filmé et qu'ils peuvent certainement identifier des détenus. Il faut porter des masques de ski, quoi !

Solidarité avec les émeutiers de la prison de Mons !
Chaque jour l'humiliation et la détention ?
Chaque jour la révolte !

[Tiré de *La Cavale*, correspondance de la lutte contre la prison, n°2, mai/juin 2006, p4]

Brèves du désordre italiennes

1er juin, Fossano : deux engins placés dans des contenaires à poubelle explosent devant l'école d'entraînement des carabiniers. Action revendiquée par la *Fédération Anarchiste Informelle*.

28 mars, S. Vigilio di Concesio : la vitre du local de la Ligue du Nord est défoncée, des tags insultants et un A laissés sur leur mur.

20 mars, Trento : 11 distributeurs sabotés dans la région de Trento. «*Nous avons bloqué plusieurs distributeurs de billets de l'Unicredit, parce que cette banque finance le Gruppo Impregilo (famille Lunardi), responsable du TAV en Val Susa, du pont sur le détroit, et souhaite financer l'Eurotunnel du Brennero. Non à la dévastation de l'environnement. En défense de la terre et de la santé*».

3 mars, Pietrasanta : le distributeur de billets de la *Banca nazionale del lavoro* crame entièrement. La fumée pénètre jusqu'à l'intérieur de l'agence. Le même distributeur avait déjà brûlé le 10 janvier, sabotage alors revendiqué par des anarchistes.

Les procédures en cours

• **Opération "Cervantes"**
Le 27 février 2006 est tombé le verdict émis par la 1ère cour d'assise de Rome. L'accusation d' "association subversive" n'a été retenue pour aucun des 9 compagnons. Six d'entre eux sont d'ailleurs totalement acquittés. Par contre, Marco Ferrari est condamné à 9 ans de prison plus 1 an en liberté surveillée, pour l'envoi d'un colis piégé à la caserne située viale Libia à Rome le 4 novembre 2003, qui avait fait perdre quelques phalanges à l'adjudant Sindonia (qui reçoit là 50 000 euros de dommage-intérêts). Simone Del Moro est condamné à 6 ans de prison pour l'engin qui a explosé le 19 janvier 2004 contre le tribunal de Viterbo (et 2000 euros d'amende). Quant à Massimo Leonardi, il est condamné à 3 ans de prison pour le saccage du Mc Donald's situé piazza Sonnino à Rome au cours d'une manifestation le 13 février 1999.
La résidence surveillée est donc révoquée pour tous les compagnons acquittés, et aussi pour Massimo, à l'inverse de Simone et Marco. Le 10 mai, la mise en résidence surveillée de Marco est enfin remplacée par un pointage deux fois par semaine.

• **Procès "Marini"**
Alfredo Maria Bonnano, incarcéré depuis mars 2004 dans la prison de Trieste et condamné à 6 ans pour "apologie subversive", est depuis mai 2006 en résidence surveillée pour raisons de santé
Rose Ann Scrocco, condamnée à 30 ans de prison dans le cadre de ce même procès et en fuite, a été arrêtée aux Pays-Bas le 16 janvier 2006. Elle a été extradée vers l'Italie le 7 avril dernier.

• **Opération "Nottetempo" & "COR"**
La prochaine audience du procès des COR contre 11 compagnons de Pise est fixée au 19 juin. Celle concernant l'Operation Nottetempo contre 16 compagnons de Lecce, après les audiences de mars, avril, puis des 5 et 19 mai, est fixée au 16 juin.

Pour le détail de ces farces judiciaires, voir *Un été italien. Textes sur la répression anti-anarchiste*, par Quelques complices sans patrie, janvier 2005, 32 p. et notre dernier numéro.
Pour suivre les procès, voir www.anarcotico.net

[Affiche sortie en Italie en mai 2006]



Un compte à solder

Turin. Mai 2005.
En quelques jours mouraient quatre immigrés, aux mains des forces de l'ordre. Ibra, sénégalais, tué d'un coup de pistolet en pleine tête au cours d'un «contrôle normal» ; Mamadou, lui aussi sénégalais, noyé dans les eaux du Po au cours d'une rafle ; Eddy, nigérian, précipité de la corniche lors du ratissage d'un immeuble ; pendant ce temps dans la prison des Vallette, une jeune slave se suicidait.

Quatre homicides pour préparer les «Jeux olympiques de la Paix» à Turin : une escalade de la terreur policière dans les quartiers des «indésirables» tandis que coulait le sang des reclus en révolte dans le centre de rétention de Corso Brunelleschi, entre déportation et grèves de la faim.

Aujourd'hui, un an après, alors que les témoins et les amis des immigrés tués sont restés muets ou ont été expulsés, que les flics responsables de ces morts ont été oubliés, arrivent des plaintes contre des dizaines de compagnons qui ces jours-là ont osé rompre le silence et se solidariser avec les immigrés en lutte. L'Etat veut présenter l'addition.

Entre temps pourtant, l'année dernière a vu croître, jour après jour, un bien autre compte : combien de jeunes ont été tués, comme des vagabonds, sur les chemins de l'inégalité sociale ? On meurt pour quelques euros, une montre, une voiture volée, un «halte !» ignoré ou un «simple contrôle». Ce monde est en train d'exploser. Les classes prolétaires serrent les rangs, la loi est mise au goût du jour, autorisant à s'armer et à tirer pour défendre la propriété.

A Paris, en novembre, l'énième mort a fait sauter le couvercle de l'exaspération qui a couvé pendant des décennies d'humiliations et d'exploitation. Des banlieues du cœur de l'Europe, la canaille revient pour relever la tête, incendie, saccage et se bat avec les gendarmes. C'est l'état d'urgence, le couvre-feu, répétitions de guerre civile. C'est le retour de la question sociale.

LES FLAMMES DE PARIS, ILLUMINANT L'AUBE DU MILLÉNAIRE, RAPPELLENT À LA CLASSE DOMINANTE CE QU'ELLE SAIT DÉJÀ, EN SON CŒUR : ELLE RECEVRA UN JOUR OU L'AUTRE, D'UNE MAIN ANONYME ET TERRIBLE, LE COMPTE À PAYER POUR TOUS CES MORTS SANS VISAGE.

Vivants, contre un monde de fantasmes

sur les incarcérations de Pietrasanta et Pise

Le 29 mars 2006, Giuliano Marchetti et Doriano Marcucci sont arrêtés chez eux la nuit, accusés de la tentative d'incendie du local de Forza Italia survenue quelques heures auparavant à Pietrasanta (Toscane). Incarcérés, ils sont transférés le 13 mai dans les prisons de Prato et Florence.

Le 4 mai 2006, sous l'égide de la procureur du parquet de Florence Angela Pietroiusti, des dizaines de perquisitions sont effectuées dans toute l'Italie, entre la Toscane, le Lazio, la Lombardie et les Pouilles. L'enquête part du sabotage contre le pylône 128 de la ligne La Spezia-Acciaiolo de l'entreprise Terna le 23 septembre 2005 à San Giuliano Terme (PI), et l'attaque contre une agence Adecco à Pise le 4 août 2005. 11 compagnons, principalement autour du journal *Terra Selvaggia* et du local de Pise, sont arrêtés, cinq incarcérés, cinq mis en résidence surveillée (Erika, Chiara, Daniele, Mariangela et Alice) et un a l'interdiction de quitter sa ville. Le tout est comme d'habitude basé uniquement sur des écoutes et des constructions ad hoc, et les accusations vont de «fabrication, détention et port d'explosifs» à «attentat à la sécurité contre une structure d'utilité publique», le tout formant une «association subversive» (art. 270bis).
Le 31 mai, les cinq compagnons incarcérés seront tous transférés.

Le même jour, 4 mai, trois compagnons du Lazio sont arrêtés à Rome, Viterbo et Bologne sur requête du procureur Salvatore Vitello, accusés d'un vol de voiture effectué le 19 mars 2006. La magistrature relie ce fait à l'enquête toscane. Matteo Furcolo («Pandino») sera placé dès le lendemain en résidence surveillée sans restrictions, tandis que Sergio Maria Stefani et Gabriele Onofri seront incarcérés. Le 24 mai, ils obtiendront d'être placés en résidence surveillée.

• Pour écrire aux compagnons de Pietrasanta

Giuliano Marchetti — c/o Carcere di Sollicciano — via Menervini 2/r — Scandicci, 50019 (FI)

Doriano Marcucci — c/o Casa circondariale — via La Montagnola 76 — 59100, Prato

• Pour écrire aux compagnons de Pise

Federico Bonamici — via Nuova 179 — Poggio Reale — 800 143, Napoli

Giuseppe Bonamici — nuova Casa S. Michele — stada statale 50 — 15040, Alessandria

Costantino Ragusa — Casa Circondariale — via Prati Nuovi 7 — 27058 Voghera (PV)

Silvia Guerini — carcere «la dozza» — via del gomito 2 — 40127 Bologna

Benedetta Galante — contrada capodimonte — 82100 Benevento (NA)

DÉBUT MAI, ONZE ANARCHISTES ont été incarcérés entre Pise et La Spezia pour «association subversive à finalité de terrorisme et de subversion de l'ordre démocratique» (l'immanquable article 270bis). Une partie est accusée de certains sabotages contre les pylônes et les relais de téléphonie mobile. Au cours de l'opération policière, des dizaines d'habitations de compagnons ont été perquisitionnées dans toute l'Italie. Cinq anarchistes sont en prison, cinq autres en résidence surveillée et un dernier a interdiction de quitter la ville.

Quelques semaines auparavant, deux autres anarchistes avaient été incarcérés à Pietrasanta, accusés d'avoir tenté d'incendier un local de Forza Italia.

Ce sont tous des compagnons connus pour leur participation passionnée et constante aux luttes, en particulier contre les nuisances environnementales et le monde qui les produit. De la critique pratique de l'exploitation animale à l'opposition aux biotechnologies, ils ont toujours été au premier rang pour s'opposer activement aux délires de domination absolue sur les vivants et sur la nature par une organisation sociale qui court à la catastrophe écologique. Plusieurs d'entre eux ont animé des batailles locales contre les incinérateurs et les usines hautement polluantes, d'autres étaient ou sont encore rédacteurs de *Terra Selvaggia*, un journal de critique de la société industrielle.

Nous avons expérimenté et apprécié leur ténacité, simplicité et solidarité à de nombreuses occasions. Nous les avons eu à nos côtés lors de nos initiatives à Rovereto et Trento, nous avons partagé avec certains d'entre eux les splendides journées de résistance en Val Susa contre le TAV (dans la discussion, le repas ou l'érection de barricades). Nous voulons leur exprimer tout notre respect et notre amour, à présent qu'ils sont otages aux mains de l'ennemi, de la manière que nous sentons le plus : en continuant la lutte sans compromis contre les nuisances environnementales et sociales.

Nous savons comment les magistrats et les forces de l'ordre transforment les rapports d'amitié, d'affinité et de lutte en «association subversive» ; comment à leurs yeux déformants un journal devient un centre de commandement, une assemblée publique devient une rencontre secrète et subversive : toujours le même monde de fantasmes qui se traduit malheureusement en mandats d'arrêt, menottes, barreaux et procès.

Nous ne savons pas si les compagnons sont plus ou moins responsables des actions dont ils sont accusés, et cela ne nous intéresse pas.

Les alibis ne nous plaisent pas. Si quelqu'un pense que saboter une structure de pollution et de mort est inutile et erroné, à lui de chercher d'autres formes d'action pour empêcher le désastre écologique et social vers lequel nous sommes en train de marcher : la passivité et l'indifférence ne sont pas une alternative, ce sont les bases mêmes du désastre. (Qui sait si, en commençant à lutter, le regard sur certaines pratiques ne changera pas à son tour ?).

Comme le dit un proverbe connu, s'ils ne veulent pas risquer quelque chose en nombre, il y aura toujours quelqu'un qui sera contraint de tout risquer. Que chacun apporte sa contribution. Pour parvenir à des mèches vraiment explosives, il y a en fait besoin de tous les éléments de la lutte (et de la vie) : du tract à la manifestation, du tag sur le mur au blocage de routes, de la musique à la barricade, du jardin en montagne à l'occupation de lieux en ville, de l'assemblée à l'action directe...

Un principe est valable pour tous : d'abord on libère les compagnons, ensuite on discute des manières, du temps et des formes de la lutte révolutionnaire qui désormais ne fait qu'une avec la défense de l'humanité et de la Terre. En même temps, plus forte sera cette lutte, et plus tôt les compagnons seront libérés.

anarchistes de Rovereto et de Trento
30 mai 2006

ATTAQUES CHILIENNES

• 2 juin, mouvement lycéen
(Presse) Les lycéens ont paralysé, lundi 5 juin, les établissements scolaires du Chili, pour la deuxième fois en moins d'une semaine, dans le cadre d'une journée de grève nationale organisée pour obtenir une réforme de l'éducation.
Le matin et une partie de l'après-midi, quelques groupes de lycéens, qui n'ont pas répondu à l'appel de l'Assemblée Coordonnatrice d'Étudiants Secondaires (ACES) de se manifester de façon pacifique à l'intérieur des collèges avec des activités culturelles, ont protesté dans les zones du centre de Santiago, comme par exemple face à la Maison Centrale de l'Université du Chili, où les radicaux ont érigé des barricades avec des pneus enflammés ; des groupes incontrôlés ont saccagé une librairie, une pharmacie et un magasin d'électronique où ils ont volé des téléviseurs et des lecteurs DVD ; des escarmouches ont opposé des manifestants lançant des pierres sur les bus et voitures de police et les forces de l'ordre qui tentaient de les disperser avec des lances à eau et des gaz lacrymogènes dans le centre.
Au total, des dizaines de personnes ont été blessées, dont 24 carabiniers et 5 journalistes, et 264 personnes ont été arrêtées (dont 58 majeurs), selon la mairie de l'agglomération de Santiago.
Les élèves, qui jugent insuffisantes les mesures proposées jusqu'à présent par la présidente chilienne, Michelle Bachelet, dénoncent le fossé social entre les élèves de l'enseignement public et ceux du privé. Ils réclament la gratuité du transport public et de l'examen d'entrée à l'enseignement supérieur. Le syndicat des professeurs (100 000 adhérents) et la fédération des étudiants universitaires ainsi que des organisations sociales comme le syndicat des travailleurs portuaires et celui des fonctionnaires du ministère de l'éducation, se sont joints au mouvement qui secoue le pays depuis un mois. Lundi, des marches ont aussi été organisées à Valparaiso, Iquique, San Antonio et Puerto Montt.
Voilà une semaine, les lycéens avaient déjà mobilisé un million de grévistes et des manifestations s'étaient soldées par 800 interpellations et des dizaines de blessés, notamment des journalistes. La violente répression des carabiniers avait suscité une polémique, conduisant au renvoi du chef des forces spéciales. Michelle Bachelet avait promis alors, sans convaincre les étudiants, un aménagement plus favorable du tarif des transports et des bourses pour les plus démunis.

• 1er juin, Santiago
(Presse) Le Grupo de Operaciones Policiales Especiales (GOPE) des carabiniers et le parquet du Centro Norte enquêtent sur l'attentat qui a touché le distributeur automatique d'une agence de la *Banco Estado*, en plein centre de la capitale. Selon la police, un groupe d'inconnus a lancé un engin incendiaire qui a causé des dégâts aux fenêtres, au toit et à l'étage du bureau situé 1570 rue Huérfanos, à côté du Servicio de Registro Civil e Identificación. Des tracts ont été trouvés sur place.

• 1er juin, Santiago
(Presse) Une bombe a explosé ce matin dans une annexe du Ministère de l'Education, au coin des rues Fanor Velasco y Tucapel Jiménez, dans le centre de Santiago. L'attentat a été revendiqué dans un tract trouvé sur le lieu de la déflagration, par le mouvement "Revuelta Antonio Román Román". Dans le texte de ce groupe, on peut lire «*ni éducation privée, ni étatique, ce qu'ils appellent éducation n'est que du dressage*». L'explosion a causé des dégâts aux vitres du secteur et aux bureaux mêmes du ministère.

• 31 mai, mouvement lycéen
(Communiqué) Le mouvement des lycéens qui dure depuis plus d'un mois connaît une journée chaude : « Quelques jours plus tard, hier, le centre de Santiago a de nouveau été pris et est devenu le lieu d'affrontements violents entre jeunes et forces de police (carabiniers). Il était midi passé, quand plus de 3000 étudiants qui s'étaient organisés spontanément en vue de faire pression sur le gouvernement se sont retrouvés sur la Plaza Italia. En effet, des négociations devaient avoir lieu entre les leaders du mouvement dans le secondaire et le ministre de l'éducation, Martin Zilic en personne. Après deux heures d'affrontements aux alentours de la Plaza Italia et sur la Plaza Balmaceda, les manifestants se sont dirigés vers la faculté de droit située dans la Calle Pio Nono. Ils ont ensuite traversé le Parque Forestal jusqu'au centre névralgique de la capitale, parvenant jusqu'à l'angle du Paseo Ahumada et de la rue Alameda. Des centaines de jeunes ont pris possession du centre ville durant plus de six heures, tandis que des hélicoptères survolaient et surveillaient la zone et que des véhicules de police allaient et venaient, mais sans parvenir à contenir les manifestants.
Ensuite, la manifestation s'est déplacée dans la Alameda entre Santa Rosa et la Calle Dieciocho (soit plus de 10 pâtés de maisons). Là, les gendarmes ont changé de tactique et vers la fin, ont envoyé les unités d'intervention mobile. Mais ceux-ci ont également été repoussés par les manifestants furieux et ont été contraints de reculer plusieurs fois. La manif étudiante n'a donc été dissoute qu'à 21 heures passées, mis à part quelques foyers isolés de résistance en différents points de la Alameda. Bilan : quatre policiers blessés et plus de cent personnes arrêtées (le chiffre n'ayant pas été confirmé).
A la Serena, Talca, Temuco et dans d'autres villes, des manifestations très nombreuses ont eu lieu, mais le ton est resté plutôt pacifique. A Concepción, il en est allé différemment, la *Intendencia Regional* a été bombardée d'œufs et devant l'université, on



Santiago, 1er mai

a dénombré de violents heurts avec la police (molotovs compris), ce qui a donné lieu à 21 arrestations.
A la table des négociations, rien de nouveau pour l'instant, si ce n'est que le gouvernement a choisi pour «discuter» un lieu le plus éloigné possible du centre ville de la capitale, c'est à dire un quartier bourgeois paisible pour "s'éloigner de la meute des inadaptés violents"».

• 18 mai, Santiago
(Presse) Les carabiniers et le GOPE (leur groupe d'opérations spéciales) enquêtent pour mettre la main sur les responsables de l'attentat à l'explosif qui, la nuit dernière, a touché le siège de la gendarmerie situé dans le centre de Santiago. L'explosion a eu lieu à 23 heures 20, endommageant les vitres du premier étage de l'édifice, situé à Rosas, au coin de Teatinos. Certaines vitres des bâtiments avoisinants ont également été soufflées.

• 1er mai, Santiago
Tandis que le gros du cortège fêtait ce jour en demandant plus de droits et un travail digne, sous l'égide de la CUT (*Central Unitaria de Trabajadores*), un groupe de radicaux (anarchistes, groupes autonomes et quelques partis révolutionnaires) s'en est pris à plusieurs objectifs : la gigantesque librairie *Lápiz López* et une agence de la *Banco Santander Santiago* sont complètement détruites, un *Burger King* a de sérieux dégâts, un *Mc Donalds* est caillassé et le Ministère de l'Education est bombardé de peinture. Au cours des affrontements qui ont suivi, 74 manifestants ont été arrêtés et frappés, tandis que deux keufs au moins sont blessés.

• 28 avril, Concepción
A Concepción, sur la place Peru, avait lieu un rassemblement en faveur de la cause Mapuche, lorsqu'un commandant de gendarmerie s'est approché seul sans attendre le reste des forces

La lutte de classe n'est pas un spectacle, il n'y a pas de spectateurs. Toutes et tous y prennent part... qu'ils le veuillent ou non...

Les maîtres de la société veulent que nous ne voyions que ce qu'ils nous montrent : quelques représentants étudiants négociant avec une poignée de fonctionnaires gouvernementaux. Par ailleurs, presque tous les opposants au régime, personnes sans imagination ni révolte, parlent de "défendre l'éducation". Il ne leur vient pas à l'esprit qu'il ne s'agit pas de défendre ce système d'enseignement, mais de le détruire.

Ils exigent que la PSU [le bac] soit gratuite, et ne pensent pas qu'il vaudrait mieux l'abolir.

Ils refusent la discrimination par l'argent, mais acceptent la discrimination par "le savoir académique". Ils luttent pour "l'égalité des chances", sans se demander : des chances pour faire quoi ? Cette société s'aime tellement elle même, elle est tellement persuadée d'être le meilleur des mondes possibles, que dans des moments comme celui-ci, quand explose le dégoût de vivre ainsi, tous pensent à réformer le système au lieu de le démolir. Les étudiants veulent le retrait d'une loi étatique !

Ils veulent améliorer une épreuve qui, dans la compétition capitaliste, distingue les gagnants et les perdants !

Ils veulent qu'on les domestique mieux pour l'esclavage salarié ! S'il n'y avait rien de plus à attendre de cette magnifique révolte, nous ferions mieux de nous épargner les ennuis et les risques et de rentrer à la maison !

Les quelques personnes qui pensent à détruire cette société inhumaine et qui osent dire ce qu'elles pensent, sont isolées et traitées de vandales ou de fous. Le paradoxe, est que les partisans du dialogue démocratique, ceux qui rejettent la violence de rue, violent depuis longtemps les règles élémentaires de la vie en commun. Ne savent-ils pas que les lycées sont propriété de l'Etat ? Fermer les portes d'un lycée et l'occuper durant des semaines, ne revient-il pas à violer l'ordre dominant ? Paralyser les classes, n'est-ce pas commettre un acte de violence à l'encontre du fonctionnement normal du système scolaire ? Tenter d'obliger le gouvernement à retirer une loi, n'est-ce pas faire violence à un système politique basé sur la domination d'une minorité élue ? Mais ces mêmes jeunes qui ont fait violence au système scolaire de tout un pays, sont horrifiés quand quelqu'un lance des pierres contre un véhicule blindé qui pourrait écraser un corps humain sans aucune difficulté.

Les étudiants se regroupent en assemblées pour décider de manifs sauvages, ils font des occupations illégales, ils bloquent le système scolaire, ils lèvent des barricades avec des tables et des chaises, bloquent les accès avec des chaînes et des cadenas, utilisent des bâtons pour se défendre des attaques venues de l'extérieur, exercent une autorité inflexible dans les lycées occupé... Mais ils se scandalisent si quelqu'un défend la violence de classe ! (...)

Le conflit dans les lycées a mis en alerte les propriétaires, la classe politique, les flics et les mercenaires du capital, les bureaucrates et les apprentis bureaucrates ... Bref, tous ceux qui défendent l'ordre et la loi du capitalisme. Il est difficile de s'en rendre compte si l'on croit les moyens d'incommunication. Car ceux-ci occultent l'essentiel, le plus important : c'est quand tout semble être sous contrôle, quand l'ordre semble régner sans partage, que le risque d'explosion menace le plus.

Le gouvernement a été dépassé par les étudiants. A leur tour, beaucoup de représentants étudiants ont été dépassé par les assemblées. Lundi, ces représentants ont refusé de parler avec le gouvernement ; mardi leur volonté de dialogue a pâli face à l'esprit de confrontation qui a inondé les rues ; mercredi, alors que continuaient les troubles, les représentants ont lancé un ultimatum au gouvernement : ou tu retires ta loi, ou cela va dégénérer. Il est vrai que beaucoup de ces "représentants" ne représentent que leurs partis politiques.

Mais il est également certain qu'ils sont tenus par le pouvoir des assemblées et qu'ils ne peuvent rien dire sans leur assentiment. Quoi que fassent les porte-paroles officiels, ce sont les assemblées qui tiennent le manche. Et voici ce qu'elles ont entre les mains : si le feu allumé dans les lycées s'étend aux autres secteurs du prolétariat, il sera impossible à éteindre. Partout, les autorités seront ignorées, insultées, expulsées et chaque fois davantage de personnes ne reconnaîtront plus le privilège fondamental de toute classe dominante : le droit à gouverner. C'est ce questionnement, et non la loi LOCE, pas plus que le pacte scolaire qui a mis sur leur garde les maîtres du système. Si quelque chose peut faire sauter l'ordre capitaliste, ce ne sera pas la réforme d'une quelconque loi écrite, mais la perturbation des relations sociales existantes.

[Extrait d'un texte chilien qui tourné sur place le 8 juin]

spéciales pour affronter les manifestants, son arme de service en l'air. Une vingtaine de personnes cagoulées ont répondu en lui lançant des cocktails molotov. Il n'a dû son salut qu'à l'arrivée des renforts qui sont parvenus à dissoudre le rassemblement. Une unité spéciale est ensuite restée sur la place pour empêcher qu'elle ne soit reprise.

Ce même jour, plusieurs manifestations avaient été organisées en soutien aux quatre dirigeants Mapuche encore emprisonnés et en grève de la faim à la prison d'Angol depuis le 13 mars dernier. Juan Marileo, Juan Carlos Huenulao, Florencio Marileo et Patricia Troncoso, accusés d'avoir incendié quelques 100 hectares de pins appartenant à l'entreprise forestière *Forestal de Mininco*, avaient été condamnés en 2005 à 10 ans de prison sur base de la législation anti-terroriste. Ils et elle réclament aujourd'hui une révision de leur procès.

On peut trouver des infos sur les luttes au Chili ici : http://www.hommodolars.cl



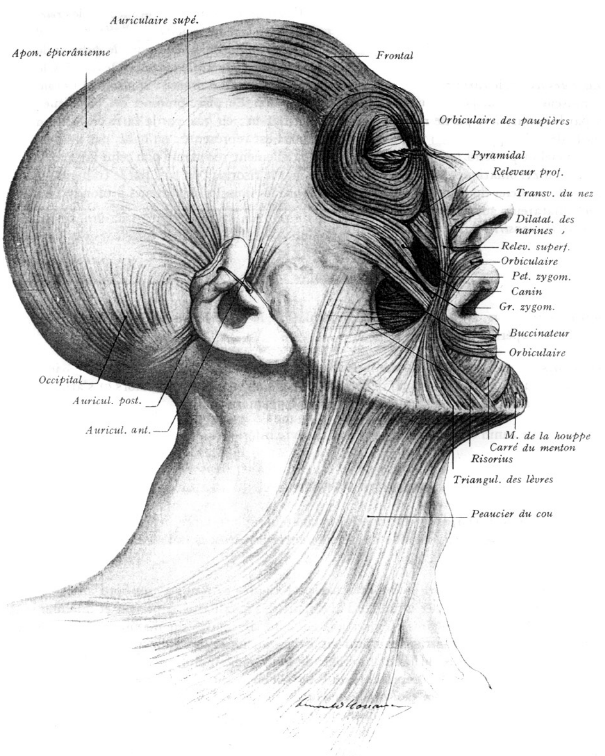
Concepción, 31 mai

• 1er mai, Buenos Aires

«Salut, compagnes et compagnons subversifs : Au petit matin du 1er mai, un engin explosif a été placé dans une succursale du *Credicoop* dans le quartier de Flores à Buenos Aires. L'explosion a détruit les vitres de la banque tandis que la détonation réveillait quelques honnêtes voisins. Nous voulons ainsi commémorer cette date du premier mai, tout en rappelant toutes les compagnes et compagnons emprisonnés dans le monde entier. Pour Gabriel Pombo, pour tous les compagnonNEs de l'opération Marini et particulièrement pour le compagnon assassiné par l'Etat colombien, Nicolas Neira, à quelques jours du triste anniversaire de sa mort.

Ça ne fait que commencer.

LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS !»



LE VAISSEAU DES MORTS

par B. Traven
1926

Avant de rejoindre les morts, je ne comprenais pas comment l'esclavage, le service militaire étaient possibles. Je ne comprenais pas pourquoi des hommes sains de corps et d'esprit se laissaient chasser par les canons et la mitraille sans protester, pourquoi ils ne préféraient pas mille fois se suicider plutôt que de supporter l'esclavage, le service militaire, les fers des galères et les coups de fouet. Depuis que je comptais moi-même parmi les morts, depuis que je naviguais sur un vaisseau fantôme, ce secret m'avait été révélé, comme tous les secrets le sont après la mort. Aussi bas qu'il soit tombé, un homme peut toujours s'enfoncer encore ; aussi terrible que soit son calvaire, il pourrait en supporter un encore pire. On voit par là que son esprit, qui est censé l'élever au-dessus des animaux, le ravale au contraire au-dessous d'eux. J'ai conduit des animaux de bât, chameaux, lamas, ânes et mulets. J'ai vu des douzaines d'entre eux se coucher lorsqu'on les chargeait de trois kilos de trop ou qu'ils s'estimaient maltraités ; ils se seraient laissé fouetter â mort sans une plainte – cela aussi, je l'ai vu – plutôt que de se relever pour porter leur charge ou accepter les mauvais traitements. J'ai vu des ânes, vendus à des gens qui tourmentaient honteusement les bêtes, cesser de s'alimenter et mourir. Même le maïs ne parvenait pas à les faire changer d'avis. Mais l'homme ? Le seigneur de la création ? Il aime être esclave, il est fier de jouer au soldat et d'essuyer le feu, il adore le fouet et la torture. Pourquoi ? Parce qu'il est capable de réfléchir, et donc d'espérer. Parce qu'il espère que ça ira mieux. C'est là sa malédiction, jamais sa chance. Et il faudrait avoir pitié des esclaves ? Des soldats et des invalides de guerre ? Haïr les tyrans ? Non ! D'abord il y a les esclaves, puis apparaît un dictateur.